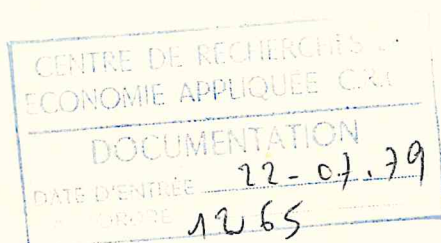


Organisme National de la Recherche Scientifique

CENTRE DE RECHERCHE EN ÉCONOMIE APPLIQUÉE

**Equipe
Intégration-Emploi
Oran**

- MEBTOUL : Les expériences industrielles : modèle d'industrialisation algérien comparé au modèle de substitution d'importation Latino - américain.
- MELLAH : Stratégie d'industrialisation en Algérie et les risques d'extraversion.
- MEBTOUL - OUFRIHA Accumulation du capital et problématique de l'emploi en Algérie.
- OUFRIHA : Essai de délimitation du travail productif et improductif au sein de l'Economie Nationale.
- NICULAE : Calcul des normes de productivité en Roumanie : normes théoriques.
- EL-RASS : Réflexions théoriques sur les notions de productivité : propositions pour le calcul de la productivité globale et sectorielle.
- DJEFFLAT : Réflexions d'ordre général sur le Thème de Recherche les différents axes de Recherche.



- I -

- INTRODUCTION GENERALE - -

Les quelques réflexions théoriques que je présente au nom de l'équipe intégration et emploi ont été réunies dans le cahier N°-1 et qui sera suivi du cahier N°-2 au mois de Septembre prochain.

Je me permets de rappeler brièvement au lecteur notre problématique : l'Objet du projet confié par l' O.N.R.S sous l'égide du CREA est d'essayer d'appréhender l'impact du processus d'industrialisation en Algérie sur l'intégration intersectorielle et l'absorption de la force du travail existante et future par le secteur industriel.

Il va sans dire que le problème est complexe.

Qu'est-ce que l'intégration intersectorielle ? Est-elle suffisante pour le résoudre le problème lanciant du sous-emploi structurel et conjoncturel existant ?

Dans ce contexte l'équipe intégration et emploi après plusieurs séances de travail avec la Direction Scientifique du CREA ont adopté en commun accord le plan suivant :

D'abord une analyse du problème de l'intégration et de l'emploi vu à travers le modèle Algérien d'industrialisation en précisant les objectifs que se propose le modèle.

.../...

- II -

Après donc cette analyse qui sera une introduction approfondie à l'étude le chapitre I aura pour objet une quantification détaillée du processus d'intégration et d'absorption de la force de travail (création directe et indirecte) par la secteur industriel.

Il s'agira de penser les limites scientifiques des outils statistiques (tel que les Recensements, les T.E.I. ect...) et de certaines données macro-économiques qui donnent des résultats peu significatifs. Des enquêtes sur le terrain en référence aux Sociétés Nationales les plus importantes ont eu ou auront lieu notamment pour le calcul des degrés de capacité, de la productivité du travail, du problème du transfert de produits technologiques comme limite à une intégration intersectorielle indépendance et l'absorption de la force de travail existante en quantité et en qualité à travers notamment aussi l'analyse des flux migratoires engendrées par ce processus d'industrialisation.

Le travail sera terminé au mois de Mai 1977.

-La deuxième partie du travail consiste à interpréter les résultats à la lumière du canevas théorique proposé par les auteurs du modèle algérien d'industrialisation donc de voir si les promesses théoriques sont vérifiées par la pratique (1967-1977 et perspectives 1975.) ou ~~au~~ contraire n'y aurait-il pas un mode d'accumulation dont l'articulation serait spécifique à la situation actuelle.

N'y aurait-il pas du fait du processus d'internationalisation de la production une structuration nouvelle de l'industrie mondiale et n'assistons-nous pas à des délocalisations et à un nouveau type de dépendance conséquences de la stratégie des transnationales.

.../...

Alors il s'agira de préciser les perspectives d'une intégration intersectorielle indépendance et d'une intégration intersectorielle dépendance et surtout de spécifier les différents concepts d'intégration, d'introversiion, de dépendance, d'indépendance etc.... Précisons qu'il n'y a pas une problématique de l'intégration et une problématique de l'emploi.

On ne peut dissocier les problèmes d'emploi des problèmes de la répartition du Revenu National (dans des différents rapports de force des couches sociales pour s'approprier la valeur créée) du contexte dans lequel se déroule le mode d'accumulation.

Aussi toutes les critiques seront-elles accueillies par l'ensemble de l'équipe qui invite les collègues se penchant sur ces problèmes à s'associer avec elle à un moment à la Recherche en Economie appliquée est encouragé dans notre pays.

Nous tenons à exprimer notre gratitude à Mr le Directeur Général de l'O.N.R.S., Mr le Directeur des Programmes pour la confiance qu'ils nous ont faites en nous confiant cette étude. Nous essayerons d'être à la hauteur de cette confiance.

Que soit remercié Monsieur le Directeur du CREA ainsi que la Direction scientifique par l'aide constante qu'ils nous ont fournie, tant sur le plan matériel que sur le plan scientifique.

Oran, le 4/07/1977

- DIRECTEUR DE RECHERCHE -

A. MEYTOUL.



LES EXPERIENCES INDUSTRIELLES

Modèle de Substitution Comparée au Modèle
Algérien d'Industrialisation

PAR

A. MEHTOUL

Directeur de Recherche.

// ES BASES DE LA STRATEGIE

D'INDUSTRIALISATION EN ALGERIE

I - PLACE DE L'INDUSTRIALISATION DANS LA STRATEGIE :

La stratégie place l'industrialisation au premier rang des facteurs de développement. Comment a été opéré le choix ?

On a constaté qu'il existe des industries qui industrialisent alors que d'autres n'industrialisent pas, c'est à dire qu'ils sont plus facteurs de freinage que d'induction interne.

L'expérience historique, les études (1) montrent que ce sont des industries sidérurgiques, pétrochimiques, mécaniques et électriques qui exercent le plus d'effet d'entraînement capables de maximiser les liaisons en amont et en aval.

L'Algérie a décidé de commencer par installer les industries de base nécessaire à la fabrication des industries mécaniques et électriques.

Est-ce dire qu'on réalisera une lourde accumulation primitive en prévilégiant essentiellement l'industrie de base ?

S'il est démontré que ce sont des industries intensives-exensives qui permettent une dynamisation de l'accumulation du fait de l'importance du surplus réinvestissable, il n'en demeure pas moins *que*

~~Le~~ développement est un développement global et harmonisé.

est
Il est dangereux de sacrifier l'industrie de consommation au profit de l'industrie de base.

(1) La théorie n'est pour nous que la systématisation de la pratique.

Le secteur des biens de consommation doit viser essentiellement à mettre à la disposition de l'économie des biens indispensables à la vie quotidienne. Contrairement à une idée faussement répandue l'Algérie n'a pas totalement délaissée le secteur des biens de consommation qui représente entre 15 et 20% de l'investissement industriel durant la période 1967-1973.

Le développement de la S.N. SEMPAC, de la SOGEDIA et de la SONITEX, SONIPEC témoigne de l'intérêt qu'accorde l'Etat à ce secteur vital (1). Mais il s'agissait d'opérer par séquences et le choix impliquant afin de réaliser une croissance auto-entrenue d'installer les industries de base seules capables de permettre une indépendance économique véritable.

D'ailleurs ce choix s'est opéré en vue d'une intégration progressive de l'économie.

II - RELATION INDUSTRIE-AGRICULTURE (2)

L'Algérie est une économie à prépondérance agricole. Il s'agit d'orienter l'industrialisation vers une élévation des productivités et des capacités d'innover dans le domaine agricole.

Ce sont bien la sidérurgie avec ses conséquences métallurgiques et mécaniques la chimie avec toutes ses dérivées qui constituent l'armature de base indispensable à toute modernisation du secteur agricole. La majorité des produits fabriqués doit avoir pour but la satisfaction des besoins de l'agriculture, mais pour que l'agriculture absorbe les produits industriels, il faut qu'elle se modernise.

(1) Comme il y a une différence fondamentale entre l'impact d'une unité de capital investi dans l'industrie et une unité de capital investi dans l'agriculture ce qui donne l'illusion parfois d'un délaissement total du secteur agricole.

Note : Remarquons que nous nous en tenons uniquement au modèle théorique dans ce contexte et non à la pratique.

(2) Ces relations intersectorielles favorisent le noircissement de la matrice inter-industrielle. Mais le noircissement de la matrice s'il est une condition nécessaire n'est pas une condition suffisante du développement. L'industrialisation doit être envisagée sous l'angle de la production et non exclusivement de la technique.

Outre la partie essentiellement politique de la R.A., la modification radicale des structures agraires permettra l'absorption progressive de produits industriels. Une politique de prix adéquate ainsi qu'une restructuration du circuit de distribution devrait favoriser ce processus.

Cette absorption élèvera la productivité et la production, et par voie de conséquence l'élévation du revenu du Fellah.

L'agriculture doit dégager un surplus afin de se financer et de financer le développement.

L'agriculture fournira plus de denrées alimentaires à une population urbaine en croissance, bloquera l'hémorragie de devises à un moment où le chantage alimentaire de l'impérialisme se fait de plus en plus sentir.

Mais la relation n'est pas à sens unique. Les cultures industrielles permettront la naissance d'unités agro-alimentaires.

L'industrialisation de l'agriculture permet aussi un développement du secteur industriel lui-même qui trouve son débouché naturel.

Ce développement harmonisé permet une reconstruction progressive des fonctions de production internes, l'élargissement du Marché interne permettant de soutenir un taux satisfaisant d'industrialisation ce qui implique une localisation rationnelle par ailleurs.

III - LE PROBLEME DE LA PLANIFICATION :

Elément essentiel dans une économie qui construit le socialisme, la planification doit être conçue comme une action visant à influencer le fonctionnement d'un système social grâce à une politique d'intervention efficace fondée sur un modèle de décisions rationnelles.

Le plan n'est pas un instrument manié par des super-génies mais doit aider au changement des rapports de production.

L'importance de la localisation ne saurait nous échapper.

La stratégie adoptée par L'Algérie vise l'intégration économique au moyen de localisations au niveau des pôles ; mais ces pôles ne se transformeront en pôles de développement que s'il existe un effet d'entraînement et cet effet ne pourra se réaliser qu'au moyen d'un plan cohérent qui doit penser.

- une localisation qui tienne compte du coût économique et social.
- une infrastructure adéquate : eau, électricité, réseau de distribution, logement, une main-d'oeuvre adaptée.
- le respect des délais dans les projets afin d'éviter les goulots d'étranglement sectoriels.
- Une localisation qui permet d'éviter l'extension de bidonvilles source de super-concentration et de misère, qui doit éviter l'exode rurale, élever la productivité et la production agricole en s'installant sur les mauvaises terres et en ayant des superficies raisonnables;

C'est donc une perspective globale de la stratégie de développement économique qui s'inscrit la localisation par pôle en Algérie. Les programmes spéciaux, la construction des villages agricoles socialistes, les localisations de petites et moyennes entreprises qui relèvent de la prérogative des autorités locales sont autant de mesures qui s'inscrivent dans le cadre d'un équilibre régional tenant compte des aspirations de la base. (1)

(1) Encore que la théorie des poles de développement exposée soit par PERROUX ou de DE BERNIS est extrêmement simpliste. Cela suppose une transmission en chaîne des économies externes des secteurs dominants vers les secteurs dominés. Cette théorie ignore la stratégie nouvelle des transnationales et les problèmes de la délocalisation suite à un changement de la structure industrielle mondiale. Cette analyse trop techniciste ignore l'analyse des rapports de production tant internes que mondiaux insistant particulièrement sur le développement des forces productives à partir de certains secteurs localisés en certains points de l'espace qu'ils appellent poles, comme si par enchantement nous aboutissons à une homogénéisation de l'espace national. Or l'analyse est beaucoup plus complexe comme nous avons pu le constater au cours d'une étude menée sur le terrain avec une équipe pluridisciplinaire pendant deux (2) années sur l'IMPACT DU POLE INDUSTRIEL D'ARZEW SUR L'ENVIRONNEMENT REGIONAL, NATIONAL ET INTERNATIONAL, M.I.E Alger 1976 (11 vol 2650 pages). rénotypé actuellement. En effet on ne choisit pas la technique, mais l'on installe certaines activités, laquelle installation dépend de facteurs économiques et surtout politiques dépassant largement le cadre national?

- planification au niveau de l'unité économique, qu'est l'entreprise.
- planification au niveau de l'A.P.C.
- planification au niveau de la wilaya.

et doit permettre d'accroître l'efficacité de la productivité et de la production du système dans son ensemble à condition que circule l'information entre les différents canaux reliant la base et le sommet. Mais ce choix industriel conforme aux normes de développement interne, et aux aspirations démocratique implique la négation du développement du capitalisme (1).

La satisfaction des besoins sociaux est la ligne directrice du choix des investissements industriels. Nous aurons une lutte interne-externe dialectique.

Interne : la transformation radicale de l'homme et de la société.

Externe : Contre l'impérialisme qui est la contradiction fondamentale de notre époque.

Car la genèse du sous-développement relève d'un long processus historique tant durant la période coloniale que dans l'histoire contemporaine du développement du capitalisme.

Aussi cette stratégie industrielle se heurte à des contraintes.

(1) Cela implique de penser des outils d'analyse conforme à notre spécificité. En effet certains instruments d'analyse par exemple sont propres à caractériser le développement de certaine formation sociale capitaliste sous-

cf : Notre intervention au 1er congrès des Economistes du Tiers-Monde Alger. Politique d'industrialisation par substitution d'importation et blocage d'accumulation du capital - 1976.

IV. LES RISQUES DE LA DEPENDANCE :

La stratégie d'industrialisation en Algérie s'inscrit dans le cadre de la lutte anti-impérialiste. Il y a eu l'essai d'intériorisation progressive du pouvoir économique entre 1962 et 1976.

La récupération des richesses nationales aux mains des étrangers est en relation dialectique avec l'installation d'une base matérielle capable de réaliser une croissance accélérée et auto-entrenue et de l'émergence d'une économie nationale indépendante.

Pourtant si l'impérialisme a changé de forme il n'a pas changé de nature. En cette étape d'édification nationale et pour installer cette base matérielle l'Algérie est contrainte d'importer de la technologie et pour importer cette technologie elle a besoin de moyen de financement.

En plus l'exigité de son marché le contraint à exporter une fraction de sa production (1).

Contrairement au pays qui touchent des royalties et s'adonnent aux dépenses somptueuses, elle a décidé de faire de ses richesses nationales en l'occurrence le pétrole et le gaz un moyen privilégié du financement. La construction des unités de G.N.L. ne doit être comprise que comme la nécessité d'utiliser cette ressource minière comme moyen de financement afin de pouvoir installer l'ensemble des projets industriels et agricoles. (2)

- (1) L'intégration au sens large du terme est une nécessité économique, si l'on peut profiter des économies d'échelle et de favoriser le progrès technique. Elle se heurte pourtant à des rigidités socio-politiques dont il y a lieu de tenir compte dans tout modèle cohérent et réaliste. Car l'on peut penser une intégration intersectorielle qui induit une ~~extr~~traversion de l'économie. Au contraire l'intégration intersectorielle véritable doit induire une intraversion de l'économie, libérer l'économie de la dépendance.
- (2) Du fait du processus d'internationalisation du capital et de la nouvelle structuration des activités industrielles au niveau mondial, l'insertion au marché mondial peut pousser une concentration excessive des investissements au niveau du secteur exportateur des hydrocarbures dont les conditions de valorisation sont assujetties aux règles de rentabilité capitaliste. De ce fait au lieu d'une installation d'une base matérielle pouvant permettre une accumulation du capital intensive-extensive et d'un élargissement du marché interne nous aurons le couple installation d'une base matérielle dont la fonction sera de satisfaire les besoins du secteur exportateur. C'est ce que nous appelons une intégration intersectorielle dépendance. D'ailleurs cette articulation est différente de celle de l'Amérique Latine basée sur le couple secteur de biens d'équipement-satisfaction du secteur produisant des biens de luxe. Mais après différents cycles de rotation de capital nous pouvons avoir cette articulation spécifique aux pays semi-industrialisés : secteur de biens d'équipement-satisfaction des secteurs exportateurs et de production de biens de luxe, encore que le problème de la dépendance technologique se trouve posé pour l'installation de la section I de Marx. Cela a des incidences négatives sur le taux d'accroissement d'emploi productif.

Il est une interprétation fautive me semble-t-il, qui assimile notre stratégie d'industrialisation avec le secteur exportateur des hydrocarbures. ^{3.} Certes la part investie est importante---

mais c'est une vision simple qui ignore la stratégie beaucoup plus cohérente de notre modèle d'industrialisation, en se cantonnant dans une vision statique. Au sein des hydrocarbures il y a lieu de distinguer plusieurs secteurs, l'Algérie ayant privilégié les secteurs travaillant au gaz pour des raisons de dotations naturelles.

- le secteur exportateur (G.N.L., condensat et pétrole).

- le secteur raffinage dont une grande fraction est destinée au Marché interne.

- le secteur engrais dont la majeure partie de production doit servir le développement à l'agriculture.

- le secteur pétrochimie notamment des plastiques qui doit permettre la modernisation de l'agriculture, la production de multiples dérivées qui seront absorbées par l'ensemble des branches industrielles et des ménages.

Le développement des trois derniers secteurs, surtout de la pétrochimie et des engrais constitue un souci majeur de notre stratégie en matière d'hydrocarbures à long terme. Le secteur exportateur n'est là, nous le répétons que comme moyen de financement.

Il convient pourtant d'être attentif à la nouvelle stratégie de l'impérialisme qui tend à rejeter certaines activités en les implantant au sein du Tiers-Monde à pratiquer parfois certaines expérimentations à faire jouer le système monétaire international en sa faveur, à pénétrer par l'engineering qui est le moyen actuellement privilégié d'insertion des formations sociales dominées au marché mondial capitaliste.

Le développement de la recherche théorique est appliquée tendant vers le contrôle national de l'engineering est le corollaire d'une véritable industrialisation.

Toutefois il y a lieu de n'avoir pas de vue idéaliste. La rupture totale avec le marché mondial capitaliste implique une croissance auto-entrenue une interiorisation du pouvoir économique et non une rupture d'échange avec les pays capitalistes développés. Il ne faudrait pas confondre insertion avec le marché mondial capitaliste avec échange (1).

Ce qui reviendrait à nous déconseiller toute technique provenant des pays capitalistes (c'est du chauvinisme). Il y a lieu de tenir compte pour sélectionner nos projets des contradictions inter-capitalistes, d'éviter des produits technologiques dévalorisées. (2)

Dans le domaine des hydrocarbures par exemple la stratégie des majors firmes intégrées allant de la prospection à la distribution comme Exxon (ex. Standard oil of New Jersey depuis janvier 1973) et Texaco et des indépendants tant Américains qu'Européens n'est pas la même, voire contradictoire. C'est la contradiction même du mode de production capitaliste mu par la rentabilité privée.

-
- (1) C'est de cette confusion des concepts que certains en lisant la balance de paiements Algérienne entre 1967 et 1975 affirment bénévolement que l'Algérie s'insère au Marché Mondial Capitaliste.
 - (2) D'où la nécessité d'étudier avec sérieux les clauses des contrats. Le passage des contrats clef en main aux produits en main ne fait pas disparaître tout risque de dépendance.

Le réveil du Tiers-Monde son organisation au moyen d'institutions comme l'OPEC la nécessité de penser un système monétaire international capable de favoriser son développement afin d'éviter que les différentes dévaluations monétaires, le dollar surtout n'accélèrent la détérioration des termes de l'échange ; la possibilité d'un recyclage des pétro-dollars surtout au sein d'un circuit échappant à la domination du capitalisme international expliquent que la politique étrangère, les initiatives dans le domaine international sont intimement liées à la politique du développement national (1).

Le bloc socialiste, le recul de l'impérialisme en Asie, en Afrique constituent autant de victoires dans la lutte anti-impérialiste. Pourtant cette stratégie anti-impérialiste serait vide de contenu si elle n'était pas suivie d'une action sur le plan interne (2).

V- LES CONTRAINTES SOCIALES DU MODELE.

L'industrialisation avons nous insisté à plusieurs reprises ne peut être qu'un moyen, elle devient facteur d'induction interne qu'à la condition qu'elle soit accompagnée d'un processus révolutionnaire.

-
- (1) Le recyclage des pétro-dollars au moyen du S.M.I. actuel, les différentes dévaluations de certaines monnaies clef, la transmission de l'inflation, les importations des pays sous-développés, en biens d'équipement et biens alimentaires expliquent que par exemple les différentes réévaluations des matières premières énergétiques ne sont en aucune manière les causes de l'inflation internationale. D'ailleurs les majors ont profité grandement de ces différentes réévaluations. Les rapports d'exploitation inégal ont favorisé la reproduction élargie du développement inégal.
- (2) Nous sommes conscients de la notion du Tiers Monde est une notion floue, car il existe des contradictions au sein du Tiers Monde, contradiction logique entre ceux qui choisissent une voie progressiste et socialiste et ceux qui choisissent la voie du développement capitaliste. Le cas patent au sein de l'OPEC ; Algérie, Lybie et Arabie Saoudite, Iran. Mais un acte isolé comme le montre l'expérience iranienne de 1951 est voué à l'échec.

Il est possible de quantifier le développement au moyen d'indicateurs grossiers la PIB, le revenu national par tête mais l'objet du développement est la transformation radicale de l'homme et de la société.

Au stade prénatal de notre stratégie, la pression démographique est forte, l'inflation ~~sévit~~ ^{est} dû surtout à l'inflation internationale mais aussi à un enchainement de déséquilibres sectoriels nécessaires à court et moyen terme et que la planification devrait tempérer.

L'industrialisation ne peut ^{avoir} d'autre finalité qu'une finalité sociale et que sa mise en oeuvre implique développement du socialisme.

Aussi l'industrialisation n'est pas une fin en soi et doit être suivie d'une politique efficace dans tous les domaines.

A) Une action sociale globale :

1) Emploi: Nul ne saurait le nier la pression démographique en Algérie est importante. Pourtant, c'est la voie la plus sûre mais aussi la plus difficile pour résorber le sous-emploi structurel.

A court et moyen terme les unités nécessitent un investissement important par poste d'emploi.

Pourtant ce sont ces choix qui permettent un processus d'accumulation élevé. Avec l'accroissement de l'accumulation et la naissance d'industries en amont et en aval à partir des industries de bases, l'emploi à long terme est maximisé. (1)

(*) A condition que le surplus soit affecté à des fins productives et non gaspillé sous formes diverses. En plus cela suppose un élargissement du marché interne la naissance de multitudes d'unités de transformation en amont et en aval. Avec la monopolisation de l'économie et les distorsions sectorielles qui en résultent la tendance à s'orienter vers le secteur exportateur capital intensif le taux de productivité tant à être supérieur au ~~taux~~ d'accumulation ce qui ralentit le taux d'absorption d'emploi.

MEBTOUL / OUFRIHA : Les liaisons entre l'accumulation et la problématique de l'emploi.

L'expérience de pays qui ont choisi la voie de développement capitaliste et qui ont privilégié les industries destinées à la consommation finale a démontré que si le sous-emploi durant une période a été partiellement résorbé, aussitôt la politique d'industrialisation par substitution d'importation épuisée il s'est de nouveau accru.

Pourtant en cette période de transition il s'agit de freiner les exodes ruraux, de maximiser l'emploi dans le secteur agricole, de penser à la réinsertion de notre émigration qui constitue une force potentielle (1).

La mobilisation du travail dans tous les domaines devraient mettre fin au gaspillage de la force de travail.

Dans la société socialiste le travail est la source de la richesse. Cette mobilisation à des fins de développement tant au niveau de la ville que de la campagne, son orientation vers les activités productives sont la clef de voûte du développement.

La formation accélérée au niveau des écoles primaires, secondaires, universités, instituts relevant de différents ministères, au niveau des unités et dans les administrations doit adapter l'appareil socio-éducatif à l'appareil de production.

(1) Eviter l'exode rural renvoie à une analyse minutieuse des localisations industrielles qui parfois peuvent détruire de bonnes terres provoquer l'abandon des terres par de collahs soucieux de profiter d'un revenu relativement plus élevé, attirés par la ville : besoin d'eau, d'électricité, d'école pour ses enfants. L'attrait de la ville est un phénomène psycho-sociologique important.

Cette formation accélérée est un facteur puissant dans le long terme de lutte contre le sous-emploi. Certains esprits de l'époque coloniale qui voudrait que l'université soit renfermé sur elle-même pourvoyeur de soi-disants élites ignorent le bienfait de la formation de qualité. Ces élites au lendemain de l'indépendance nationale était par ailleurs composée surtout de médecins, d'avocats méprisant souvent la recherche scientifique et technique, facteur de développement de la civilisation contemporaine.

2) Politique financière et commerciale au moyen d'une politique fiscale appropriée tendant à taxer les produits de secondes nécessité :

Le commerce extérieur au mains de l'Etat est un puissant levier du développement.

En effet si l'on compare les prix des produits de première nécessité (panier de consommation d'une famille Algérienne moyenne) on constate une stabilité relative par rapport à la flambée des prix dans le domaine international (1). L'Etat est contraint de supporter un coût différentiel croissant qui est source de tensions au niveau de la balance de paiement.

(1) Il y a deux moyens liés afin de mesurer l'inflation :

- les indices à la production
- les indices à la consommation

L'inflation ne se propage, pourtant partout à la fois mais en des secteurs bien déterminés. Ce qui fait qu'il y a des transmissions en chaines des secteurs dominants vers les secteurs dominés.

Mais ces mesures sociales ne peuvent relever que d'une stratégie de développement socialiste.

B) La fin de la sociale.

Si la stratégie des industries facteurs d'induction interne doit être formulée selon une cohérence, sa réussite nécessite toute une conception de la politique et de l'idéologique.

Ce qui implique une socialisation progressive ou une non séparation radicale du travailleur d'avec ses moyens de production.

Le socialisme porte en lui les exigences d'une organisation par le sommet et celle d'un socialisme de participation à la base. Les exigences du premier en appellent à la mobilisation des forces vives de la nation pour la médiation de l'état représentant de ces forces vives.

Dans ce cas le développement est conçu comme une bataille

Si l'on doit être attentif à l'évolution de la stratégie du capitalisme international il y a lieu d'être attentif à l'évolution respectif du secteur étatique et du secteur privé dans toutes les sphères de l'accumulation du capital.

Dans toute stratégie viable il ne saurait être question que l'état contrôle les industries de base et vende à bas prix ces produits dans un but de sauvegarder la rentabilité capitaliste comme dans les pays semi-industrialisés d'Amérique Latine.

Nous avons vu que la stratégie de développement en Algérie est une stratégie globale.

Le secteur privé peut être toléré dans des limites strictes qui ne menacent pas le développement du pays lorsqu'il ne rentre pas en concurrence avec le secteur d'état, contribue à l'accumulation nationale et en pourvoyeur d'emplois.

Ce n'est valable qu'au niveau du domaine industriel non au niveau du réseau de commerce de gros où le privé joue un rôle essentiellement parasitaire.

Toutefois il convient d'être attentif à son évolution, qu'il ne transforme en une force qui pourrait détourner éventuellement l'industrialisation de sa véritable mission historique :

La bureaucratie outre les maux sociaux qu'elle engendre, est un facteur de freinage du développement, et de paralysie parfois du secteur étatique (1) :

Nous entendons par bureaucratie certains agents placés à la tête d'institutions d'Etat censés représenter l'intérêt de la collectivité, agissant comme si c'était leurs intérêts propres, et imprègnent leur entourage de leur égoïsme.

(1) Une fraction de la techno-bureaucratie n'est pas indépendante dans ses relations sociales avec la bourgeoisie nationale. Il faudrait effectuer aussi une analyse pour montrer éventuellement les relations entre la bourgeoisie, cette fraction de la haute technico-bureaucratie et le capitalisme international.

Ces bureaucrates sont souvent imprégnés des idées liées à une autre formation sociale : tout ce qui est national est valable. Nous appelons cela le mythe de l'Européocentrisme et qui constitue une forme d'aliénation culturelle pouvant avoir des conséquences dangereuses : par exemple la conduite du pays vers la voie de la dépendance économique par la poursuite infernale de l'importation de produits technologiques, de bureaux d'études étrangers niant la possibilité aux nationaux de maîtriser la technologie moderne (1); La révolution agraire et la gestion socialiste des entreprises constituent des décisions d'une importance fondamentale dans la lutte de ces contradictions.

La révolution agraire outre la portée éminemment politique changer les rapports de production répond à deux buts qui la sous-tende.

- un but économique : Accroître la production et la productivité ;
éviter qu'une large fraction de nos exportations servent à l'achat de biens alimentaires/
- social : Procurer des emplois.

(1) La coopération est une nécessité objective. Le problème est de l'adapter au développement national en étant conscient que certains Etrangers être le modèle de consommation qu'il imprègne à leur entourage peuvent proposer des solutions en fonction des critères en contradiction avec l'option idéologique du pays.

Le remodelage de l'ensemble des circuits de distribution permettra l'élimination de ces intermédiaires parasites qui pompent une large fraction de la plus value créée par les producteurs immédiats. Le socialisme implique que le fellah contrôle la destination de son produit. Les CAPCS sont autant d'institutions qui favorise l'approfondissement des rapports de production socialistes. Il faut donner le temps nécessaire pour que ces institutions adaptent à la structure économique et non avoir une position essentiellement négative.

- La gestion socialiste des entreprises s'inscrit aussi dans le cadre de l'instauration de nouveaux rapports de production. Car il ne suffit pas de changer de propriété pour changer du même coup les rapports de production.

Dans les pays qui ont choisi la voie de développement capitaliste au moyen des appareils de l'Etat (ce qu'on appelle le capitalisme d'Etat) l'on retrouve les mêmes rapports d'exploitation que dans les pays qui ont choisi la voie de développement capitaliste classique (1).

(1) Il n'est pas de notre propos de débattre du concept du capitalisme d'Etat soit en référence aux oeuvres de Lénine ou de Staline. Pour nous le développement au moyen du capitalisme d'Etat conduit logiquement à l'extension des rapports de production capitalistes car il n'y a que deux voies.

- la voie du développement capitaliste
- la voie du développement socialiste

Les choix des activités ont été orientés vers la satisfaction des besoins non de l'immense majorité de peuple, mais d'une minorité se retrouvant au niveau des appareils d'état.

En Algérie la période d'édification nationale s'inscrit dans le cadre logique de la construction du socialisme, faisant suite à un long processus historique irréversible qui trouve son fondement durant la guerre de libération nationale.

La gestion socialiste des entreprises outre sa portée éminente, comme la R.A. est un nouveau mode de gestion économique, donc de lutte contre les décisions irrationnelles de la bureaucratie et de la technocratie dans l'amélioration de la production et de la productivité.

Car en définitif il ne saurait y avoir de construction du socialisme sans accroissement des forces productives.

Dans toute formation sociale on ne partage ce qui a été produit .

Le renforcement des rapports de production socialiste passe par l'élévation de la productivité et de la production. Il existe une relation dialectique entre le changement des rapports de production de développement des forces productives. En aucune manière il ne faudrait adopter une vue linéaire.

En dernière instance le support est l'homme :

Il s'agit de créer cet homme nouveau, cet homme de demain. Nous avons vu que la formation est un des éléments qui permettra de créer cet homme de demain. Mais aussi important est la formation idéologique.

L'Islam est partie intégrante de notre support idéologique (†).

Il ne saurait y avoir de construction du socialisme sans une révolution culturelle tenant compte de nos spécificités historiques qui devrait donner le primat à la formation idéologique afin que les organisations de masse encadrées par le F.L.N. aient des adhérents engagés de plus en plus nombreux qu'il soient le fer de lance et les défenseurs de la révolution socialiste. Car nous assimilons la construction du socialisme avec le développement. Il ne saurait y avoir selon nous aux pays sous-développés d'autres alternatives pour échapper au cycle infernal du sous-développement.

(1) L'Islam est partie intégrante de notre support idéologique. L'Islam n'est pas en contradiction avec l'option du socialisme. Pourtant certains adeptes de l'Islam utilisent la religion pour perpétuer leurs privilèges et exploiter honteusement l'homme. Le socialisme scientifique est le socialisme des spécificités. Mais le but à atteindre est le même.

(// OIE DE DEVELOPPEMENT CAPITALISTE,

(// OIE DE LA : DEPENDANCE

VOIE DE DEVELOPPEMENT CAPITALISTE OU VOIE DE LA DEPENDANCE

Depuis l'échec de la décennie du développement qui n'est plus un secret pour personne quoi qu'en dise le fallacieux rapport Pearson certains auteurs affichent un pessimisme avoué quant à la validité du processus d'industrialisation comme solution au blocage de développement. L'industrialisation serait-elle incapable en ce 3/4 du XXème siècle d'accomplir sa mission historique dans sa contribution au développement en permettant à la fois un accroissement du revenu réel de l'ensemble des secteurs de l'activité économique par sa puissante capacité de restructuration des fonctions de production internes et par là de résoudre le problème du sous-emploi structurel à long terme (1).

En faudrait-il revenir à la spécialisation dans les activités primaires ou préconiser la solution tentante aujourd'hui de l'industrialisation pour l'exportation ? Car l'urgence d'une possibilité ouvrant un avenir meilleur est largement ressentie par les responsables des pays sous-développés soucieux d'améliorer le sort de leur peuple. C'est devant la prise de conscience de cette situation complexe que nous proposons quelques réflexions à partir de cet essai, en analysant la forme prise par l'accumulation du capital dans des pays qui ont emprunté la voie classique de développement : LA VOIE DU DEVELOPPEMENT CAPITALISTE et qui ont connu plusieurs cycles de rotation de capital. (Leur expérience industrielle dure plus de 40 années).

En d'autres termes cette forme d'industrialisation permet-elle l'indépendance économique si l'on définit cette dernière comme l'indication reflétant la capacité du pouvoir économique en place à prendre des décisions en fonction des objectifs de développement nationale. L'indépendance économique est caractérisée par une intériorisation du pouvoir économique, par un renforcement du contrôle interne sur l'ensemble des potentialités économiques du pays considéré. En effet l'indépendance politique a un contenu vide de sens sans indépendance économique.

(1) A. MEBTOUL : L'industrialisation comme solution au blocage de développement : thèse de Doctorat d'Etat. 2 livres 500 pages. 1974 (Alger).

Nous entendrons par développement l'absorption progressive d'une fraction croissance de la population active réelle, en valeur relative, par les secteurs productifs de l'économie permettant l'élévation soutenue du produit réel global rendant ainsi possible l'élévation du niveau et genre de vie des classes les plus misérables.

Nous devons préciser afin d'éviter des discussions byzantines, que nous n'effectuons pas l'analyse car par cas des formations sociales dites-semi industrialisées (Brésil, Mexique, Argentine) représentent à elles trois plus des 3/4 de la valeur ajoutée industrielle et plus de 60 pour cent de la population du continent en 1970 mais que nous essayerons de les situer par rapport à une politique sensiblement commune appelée politique de substitution d'importation.

1) THEORIES DU DEVELOPPEMENT DU CAPITALISME ET RESULTATS HISTORIQUE (1)

La théorie sera entendue ici comme la systématisation de la pratique. Nous n'avons pas l'intention d'analyser les modèles de développement mais seulement de mettre en relief à grand trait leur dénominateur commun :

A) LES POLITIQUES DE DEVELOPPEMENT PRECONISEES

Le fonctionnement théorique repose sur l'hypothèse de base fondamentale, qui est la propriété privative des moyens de production.

Au-delà des divergences technique :

-- du débat industries lourdes, industries légères et de ses présupposés idéologiques : l'industrie textile a parfois un coefficient de capital supérieur à celui des industries mécaniques et électrique : doit-on donc la ranger dans la catégorie industrie lourde (2).

(1) A. NEBTOUL : Les théories du développement du capitalisme face au problème du chômage : intervention au colloque maghrévin de la démographie, décembre 1974. Ronéotypé.

(2) La notion d'industrie lourde est une notion imprécise et ne saurait s'assimiler avec le concept d'industrie de base ou d'industries motrices.

Du débat houleux croissance balancée -- non balancée assimilant souvent partisan de la croissance balancée avec partisan de l'industrie légère et partisan de la croissance non balancée avec partisan de l'industrie lourde (industrie fortement capitaliste).(1).

En dehors donc de ces divergences ces théories reposent sur deux postulats :

a) Le secteur précapitaliste constitue le goulot d'étranglement le plus sérieux.

C'est le secteur moderne (entendez capitaliste) qui constitue le secteur dynamique de l'économie et c'est son extension qui pourra réaliser l'intégration économique de l'ensemble suivant le schéma des étapes de la croissance économique linéaire : transfert de population de secteurs à faible productivité, en l'occurrence le secteur arriéré de l'économie, vers les secteurs à forte productivité notamment le secteur industriel.

En cette période historique, c'est la juxtaposition des rapports de production capitalistes réels et formels qui constituent l'essence du dualisme.

b) Le deuxième postulat est lié à l'idée que toute augmentation du salaire réel constitue un frein à l'accumulation du capital :

Conclusion : concentrons les revenus aux mains des capitalistes rationnels et innovateurs, par exemple en faisant jouer l'épargne forcée, puisque'ils sont supposés investir automatiquement leur profit, et nous aboutirons à une accumulation primitive élevée qui permettra de résoudre le problème du chômage déguisé. D'ailleurs à court terme cette offre illimitée de travail réel élève la masse de profit par conséquent l'accumulation du capital.

(1) Il ne faut en aucune manière confondre ces théoriciens avec les partisans de la croissance équilibrée et non équilibrée dont les argumentations s'articulent en référence aux formations sociales capitalistes développées.

B) LES RESULTATS HISTORIQUES

Q'uen a-t-il été sur le plan des résultats historiques : vérification ou démenti ? Nous ne ferons qu'exposer sous forme de clichés les résultats :

- Nous assistons à de forts taux de croissance de la PIB II à 12 pour cent annuel surtout depuis 1970 comme au Brésil bien qu'il faille marquer la validité opératoire d'un tel instrument ^{est} souvent différente d'une formation sociale à une autre, surtout lorsqu'il est calculé en valeur monétaire courante.

- à l'installation d'importants complexes industriels localisés en des points appelés pôles.

- à une concentration des revenus favorisée par une inflation effrénée tant pour des raisons exogènes qu'endogènes.

- Par contre à une importante sous utilisation des capacités productives à un endettement de plus en plus lourd et à une marginalisation des masses par l'incapacité des secteurs productifs d'absorber, en valeur relative, une fraction de plus en plus importante de la population active réelle qui se présente annuellement sur le marché du travail, marginalisation accentuée par la pression démographique. Un exemple chiffré nous en convaincra :

Entre 1960 et 1970 le taux de capacité d'absorption d'emploi dans le secteur manufacturier n'a été que de 8,4 pour cent au Mexique (soit 0,84 pour cent par an) de 1,3 pour cent au Brésil (0,13 pour cent par an) et en Argentine le taux accuse une baisse de 2,9 pour cent (0,29 pour cent par an). Parallèlement le taux de croissance industrielle est de 10 pour cent au Brésil, 7,8 pour cent au Mexique et de 6,2 pour cent en Argentine (moyenne annuelle). C'est là un développement du capitalisme. Pourquoi ces divergences entre les résultats historiques et les promesses théoriques ? C'est qu'il convient maintenant de voir.

II -- LA SPECIFICITE DU MODELE D'ACCUMULATION DANS LES PAYS SEMI- INDUSTRIALISES D'AMERIQUE LATINE

A) CRISE DU CAPITALISME ET RUPTURE AVEC LE MARCHE MONDIAL CAPITALISTE

Pour comprendre les raisons d'échec il convient de situer ce processus d'industrialisation dans sa véritable dimension historique. Dans les pays pris en référence, avant la crise de 1920-1930, la logique de l'accumulation du capital dans ces pays répond à la logique de l'accumulation qui se déroule dans les pays capitalistes développés non pour des raisons naturelles, mais pour des raisons historiques suite à la colonisation qui a extraverti au titre qu'en Algérie, l'ensemble des secteurs afin de répondre aux intérêts de la Métropole. La classe exportatrice au pouvoir importait des biens de consommation manufacturiers nécessaires à ses besoins suite à un échange de produits primaires. Le secteur industriel n'était pas inexistant mais embryonnaire. D'une manière générale, ce n'est pas là que la vision des théories de la spécialisation internationale. Or, cette théorie au service de l'idéologie dominante (édifiée d'ailleurs en référence à une économie dominante l'Angleterre) repose sur les hypothèses erronées de transmission automatique de la croissance par le canal du commerce extérieur. La crise de 1929-1930 allait effectivement constituer un démenti historique de ces argumentations théoriques soutenues d'ailleurs encore de nos jours par certains auteurs.

Coupées du marché mondial capitaliste, les formations sociales latino-américaines connurent UNE CRISE du fait de la chute du volume de leurs exportations. Dans les formations les plus pauvres de cette crise eut pour conséquence une récession économique suite au licenciement massif et à un retour à l'agrarisation de l'économie.

Dans les pays comme le Brésil, le Mexique, l'Argentine, la classe au pouvoir possédant un fond d'accumulation assez élevé l'utilisa pour la production de biens qu'elle importait auparavant puisque l'immense majorité de la population n'a trouvé son panier de consommation que peu affecté : Elle trouvait ses biens dans le secteur agricole, surtout traditionnel : c'est ce qu'on a qualifié de politique d'industrialisation par substitution d'importation.

Aussi cette couche industrialiste, suite à cet accident historique, ne s'est pas constituée en opposition avec la classe foncière, mais s'est recrutée parmi l'ancienne classe exportatrice.

Cette caractéristique fondamentale permet de comprendre, pourquoi aussitôt la crise du capitalisme surmontée les affrontements des différentes couches au niveau du pouvoir limiteront forcément le processus d'industrialisation.

B) LA SOLUTION A LA CRISE : LA PRODUCTION PAR LE MARCHÉ INTERNE

Si nous prenons une périodisation fictive nous pouvons schématiser les différentes étapes de cette politique.

L'on a commencé par produire les biens de consommations destinées à la consommation individuelle mais en 2 étapes :

- 1930-1950 : Biens manufacturés traditionnels (alimentation, textiles, cuir, bois, etc...).

- 1950 à nos jours : Biens de consommation durables voitures, frigidaires, appareils électro-ménagers, etc...).

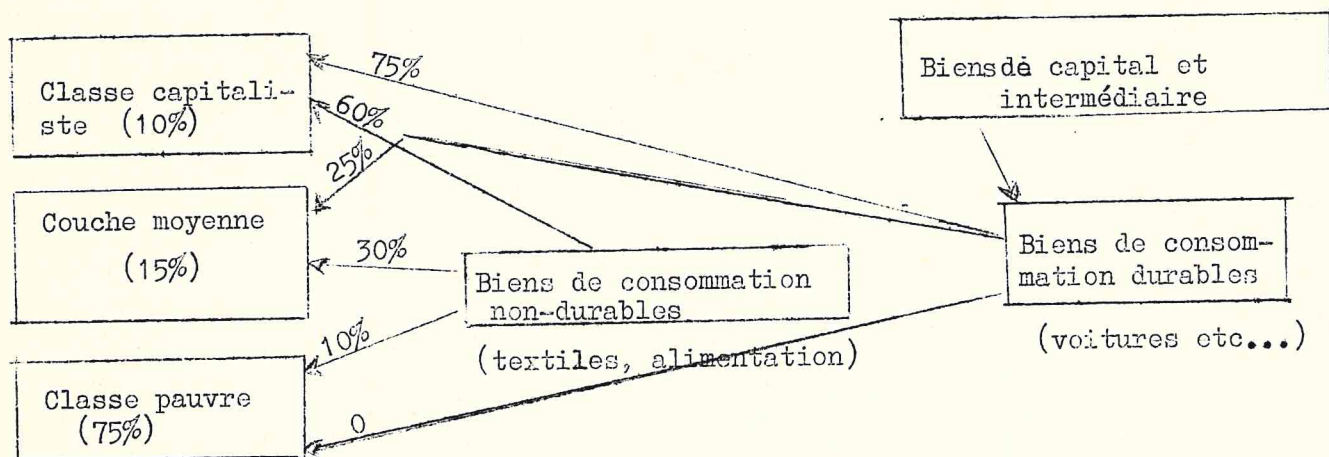
Parallèlement à cette seconde période et cela se poursuit de nos jours, l'on a commencé à installer les biens produisant sur place des biens intermédiaires et des biens capitaux : pièces détachées, acier, élaboration de machines outils, transformation de produits pétrochimiques, etc...

Nous avons une tendance à une intégration technique de plus en plus poussée autour des pôles. Le tableau d'échange inter-industriel de ce pays et noir même si l'on corrige les consommations intermédiaires par les importations. Aussi nous pouvons nous énoncer cette proposition et répondre négativement aux auteurs qui définissent le développement par la tendance au noircissement de la matrice inter-industriel : le noircissement de la matrice s'il peut être une condition nécessaire comme l'atteste l'expérience des pays en référence n'est pas une condition suffisante.

En aucun cas l'industrialisation ne peut être considérée comme une technique mais l'industrialisation est avant tout une production car l'important à comprendre est qui décide de la production et en fonction de qui.

STRUCTURATION APPROXIMATIVE DU PARTAGE

DU REVENU GLOBAL



Dans notre cas, nous pouvons grossièrement mettre en relief le mécanisme d'affectation du produit social à partir d'une structuration approximative.

Cette intégration l'a été donc pour une minorité et les exigences de l'accumulation vont pousser à une concentration des revenus puisque seule cette minorité se porte acquéreur des produits industriels (minorité locale et étrangère).

Les produits fabriqués localement sont identiques à ceux des pays capitaliste développés. Aussitôt la crise surmontée, la couche au pouvoir va pousser à un protectionnisme vis-à-vis de la concurrence étrangère et à la substitution d'importation des différentes consommations autant individuelles que productives (incorporation d'inputs aux branches précédemment créées). Pourtant ce protectionnisme est désuet car les firmes multinationales violent les barrières en investissant directement dès 1950.

Enfin de compte l'on est arrivé à une situation de vulnérabilité telle qu'une altération quelconque des prix extérieurs, un besoin de financement, des retards dans l'importation de certaines matières premières et produits semi-finis provoquent des distorsions au niveau de l'appareil de production. Ce modèle d'accumulation crée ses propres limites, accélère les contradictions internes du fait de l'épuisement de la politique de substitution d'importation. Il s'agit d'examiner maintenant les possibilités d'ouverture devant la crise de réalisation.

III - LES POSSIBILITES D'OUVERTURE DEVANT LES CRISES DE REALISATION

A L'INTERVENTION DE L'ETAT

Cette intervention s'inscrit dans le cadre de la sauvegarde des rapports de productions capitalistes, bien que les différents affrontements des couches au niveau du pouvoir impriment une forme spécifique, suivant chaque période historique, à l'accumulation du capital.

Les surélévations du taux de change, les préférences tarifaires pour les firmes multinationales et les capitalistes nationaux permettent de sous-évaluer le prix des biens importés mais ont un effet négatif au niveau de la balance de paiement.

Par ailleurs, le contrôle par l'Etat de branches dont le coût d'opportunité du progrès technique est élevé comme l'acier, les premières transformations pétrochimiques et la vente de ces produits à un prix qui couvre à peine les frais de production, tant aux capitalistes nationaux qu'étrangers sont autant de mesures prises au nom de la rentabilité capitaliste.

B) LA CREATION DE LA COMPOSANTE D'UNE TROISIEME DEMANDE

Ici l'on s'est préoccupé d'intégrer la haute technico-bureaucratie des secteurs étatiques bancaires et industriels par l'achat d'obligations. Des réformes agraires sont lancées afin de redistribuer les rentes foncières : ces réformes agraires sont bien entendu le résultat d'une lutte des classes, d'un affrontement des différentes couches au pouvoir. C'est la victoire des couches industrialisées. Quant à l'accroissement des crédits à la consommation, il est destiné aux mêmes catégories privilégiées. En effet la plus grande fraction des classes misérables est écartée du marché des produits industriels : biens de consommation durables et non durables.

L'inflation galopante renforce le transfert de revenu au détriment des revenus les plus bas en permettant la concentration des revenus en faveur des profits de même que l'introduction des techniques hautement capitalistes destinées à la consommation d'une minorité.

Car si l'introduction du progrès technique a un effet sensiblement neutre en pays capitalistes développés, il accélère la concentration des revenus et provoque des distorsions du modèle de consommation en pays sous-développés. La structure fiscale démontre une nette priorité aux impositions indirectes sur des biens de consommation de première nécessité ce qui diminue d'autant le salaire réel des producteurs immédiats.

Donc une minorité de la population s'approprie la quasi-totalité des bénéfices de la croissance : le capitalisme a créé le salarié sans le consommateur. Les capitalistes ne sont pas incités à l'amélioration du sort de la classe ouvrière, et paysanne. La raison est qu'ils produisent en quantité limitée des biens salariaux nécessaires à la reproduction de la force de travail.

Les poles de croissance, lieu de localisation de certaines unités qualifiées de motrices au lieu des effets d'entraînement attendus favorisent les destructions des secteurs pré-capitalistes, sont de source de superconcentration et de misère.

Les économies externes sont compensées par les déséconomies externes en raison du choix des techniques et de l'absence de planification réelle, laquelle planification est en opposition avec la rationalité du système basée sur la rentabilité privée. Parallèlement les capitalistes nationaux ont de plus en plus de difficultés de réalisation. L'épargne est détournée des secteurs productifs vers les activités spéculatives. Ces difficultés d'accumuler, suite à la baisse tendancielle du taux de profit vont favoriser les fusions-absorptions avec firmes multinationales.

a) Nous devons préciser pour éviter des discussions byzantines ~~que~~ que nous n'adhérons pas au schéma linéaire passage du secteur primaire, secondaire et tertiaire. Dans l'esprit de ces auteurs, le tertiaire n'est qu'un résidu du progrès technique et non le résultat d'un processus dialectique aboutissement d'une nouvelle forme du mode de production capitaliste mais dont la nature n'a pas changé.

b) La planification ne doit pas être assimilée avec les programmations sectorielles ou certains plans indicatifs français.

c) Encore qu'il faille préciser que toutes les branches du secteur tertiaire ne sont pas improductives. Les activités commerciales bancaires participent indirectement à la création de la valeur en permettant une rotation accélérée du capital car si la valeur est créée au niveau de la sphère de la production elle se réalise nécessairement au niveau de la sphère de la circulation.

C) LA FUSION AVEC LES FIRMES MULTINATIONALES :

Une fraction importante de la bourgeoisie nationale devient compradore c'est-à-dire qu'elle ne détient plus la décision économique. En aucun cas il ne fait assimiler propriété juridique et pouvoir économique.

Une succursale peut avec seulement 20% du capital social forte du poids de sa firme mère influencer toute la marche de l'unité économique. C'est ainsi que le pouvoir économique de ces formations est extériorisé, l'Etat en place devient le relais de l'impérialisme favorisent l'internationalisation du capital. L'homogénéisation de l'espace mondial se traduit entre autre par la mobilité quasi parfaite du capital financier à l'intérieur de l'espace économique intégré de la firme multinationale.

Cette dialectique correspond au processus en cours d'une économie mondiale qui se substitue progressivement à l'univers des relations économiques internationales. Les firmes multinationales sont les agents de cette transformation. En décidant de produire à l'étranger des biens entièrement exposés, surtout en organisant une inter-dépendance entre les différentes unités productives, au sein d'un plan d'ensemble dont la forme la plus achevée est la spécialisation de chaque filiale dans une phase particulièrement du cycle de production mondial.

Ainsi aussitôt possédant ce pouvoir, les firmes multinationales contraignent l'ensemble des entreprises tant agricoles qu'industrielles à une rationalisation logique même du mode production capitaliste (1).

L'extension des rapports de production capitalistes rétrécissent les débouchés des autres activités qui deviennent dépendantes tant pour leur bien de capital et des consommations intermédiaires que de l'écoulement de leurs produits finis des monopoles.

-
- (1) A. MEBTOUL : La prétendue crise de l'énergie ou la lutte pour le partage de la rente minière : 1851-1975 : Essai d'analyse de la détermination des prix dans la sphère énergétique (à paraître).

MICHALET : La politique de financement de l'entreprise multinationale éditon "SEA" 1972 où cet auteur précise à juste titre qu'à ce moment devrait correspondre une remise en cause fondamentale de la théorie de l'échange international dans la mesure où son objet l'analyse des flux et des biens tend sous nos yeux à être supplanté par le phénomène de l'internationalisation de la production.

Les formes jusqu'ici écartées sont insérées au marché mondial capitaliste qui assigne une certaine fonction à ces formations dans leur contribution à l'accumulation du capital qui se déroule en pays capitalistes développés : l'éducation, la presse de certaines institutions politiques, le transport, s'organiseront autour de ce noyau mis en place afin de favoriser cette insertion. Ce que l'on qualifie par exemple de "coopération" permettra de véhiculer soit consciemment ou inconsciemment de la part des agents, supports, des structures capitalistes, un euro-péo-centrisme caractéristique de l'époque du néo-colonialisme.

La maîtrise des différents canaux de commercialisation, du modèlement des institutions internationales au profit du capital dominant permettent le drainage de valeur de ces formations sociales vers les firmes multinationales.

L'exploitation inégale permet la reproduction élargie du développement inégal, et cela bien entendu avec la complicité des pouvoirs mis en place.

Nous aurons en fin de compte deux résultats apparemment contradictoires un fort taux de croissance et une marginalisation des masses.

IV - L'ACCENTUATION DU SOUS-DEVELOPPEMENT

A) PREMIER ELEMENT : LE FORT TAUX DE CROISSANCE :

Le fort taux de croissance est fonction dans ce cas non d'un taux d'accumulation interne élevé, mais de la forte productivité suite à ce que nous avons qualifié d'importation de produits technologiques.

Car le débat technologique neutre, technologie non neutre doit être dépassé. A aucun moment les firmes multinationales ne nous ont livré leur propre technologie sinon nous n'aurions pas de différenciation au sein de la formation sociale mondiale. Le progrès technique s'est déroulé en vase clos depuis la révolution industrielle et ne s'est pas propagé aux formations sociales dominées. Ce que le capital dominant a vendu c'est une marchandise spécifique les produits technologiques, qui ont été conçus, expérimentés dans des bureaux d'engineering étrangers.

C'est qui explique que les pays sous-développés ne peuvent ni imposer la nature de ces produits technologiques et encore moins leur prix.

La caractéristique de ces marchandises est de permettre un produit élevé mais aussi de se prêter facilement à des surfacturations excessives afin d'accélérer les difficultés de réalisation et donc l'association avec les firmes multinationales.

C'est ainsi qu'après la démission d'une fraction de la bourgeoisie nationale, l'association permet une dynamisation des exportations de produits manufacturés qui représentent 39,6 pour cent au Mexique en 1970 contre 23,4 pour cent en 1960 et 20,1 pour cent au Brésil contre 6,4 pour cent en 1964 reléguant à une position accessoire les produits primaires (le café grain passe de 53,1 pour cent au Brésil en 1964 contre 29 pour cent en 1971).

Ceci dément les argumentations selon lesquelles une proportion plus grande de produits manufacturés dans la structure des exportations est un signe de développement. C'est une condition nécessaire mais non suffisante sur l'important à saisir et qui détient la DECISION ECONOMIQUE.

B) DEUXIEME ELEMENT : LA MARGINATION DES MASSES

Le taux d'emploi est fonction à la fois du taux d'accumulation et du degré et de la forme de l'innovation. Or le taux d'accumulation est limité pour trois raisons :

1) Nous avons vu que les capitalistes nationaux se détournent des activités productives.

2) Une fraction du fonds d'accumulation provient des firmes multinationales qui, devant l'exiguïté du marché interne et des perspectives de profit meilleures dans un point quelconque du globe, réexportent une fraction importante de leurs profits. Nous savons tous que l'Amérique Latine donne plus qu'elle ne reçoit.

3) Enfin la greffe de produits technologiques se caractérise par une réduction de travail simple et entraîne la réduction du temps productif par rapport au temps disponible pour la production, ce qui n'est pas compensé comme en pays capitalistes développés par innovation soutenue, puisque le progrès technique est extériorisé. En conséquence, nous avons une diminution ou une stabilisation en valeur relative de la population industrielle et le refoulement d'une large fraction de la population vers des activités instables puisque l'introduction capitaliste détruit plus qu'elle ne crée d'emplois dans le secteur agricole et artisanal. Mais à son tour, cette armée industrielle de réserve constitue un palier pour la production monopoliste. Elle peut y puiser à son gré d'autant plus que ce lumpen-prolétariat est déraciné.

Il rejette les valeurs qualifiées improprement de traditionnelles car la culture occidentale lui apprend qu'elles sont barbares, mais ne peut aspirer au modèle de consommation de la classe aisée puisqu'il cultive à l'écart du progrès sa misère. Nous sommes en face de véritables cas pathologiques qui engendrent des traumatismes sociaux.

C O N C L U S I O N :

Quelle leçon tirer de cette expérience ?

Existe-t-il une corrélation rigide entre fort taux de croissance & accroissement du revenu national et résorption du sous-emploi ?

L'expérience de pays qui ont choisi la voie de développement capitaliste au moyen de la politique d'industrialisation par substitution d'importation depuis près d'un demi-siècle confirme-t-elle ou dément elle les fondements de la théorie du développement capitaliste ?

Or, après notre analyse, nous constatons que l'échec de cette expérience démystifie ces théories du développement au service de l'idéologie dominante et montre que la stratégie d'industrialisation par voie de développement capitaliste conduit logiquement à l'accentuation de la dépendance. Le sous-développement est un produit historique du développement du capitalisme et de la dépendance se définit comme l'insertion favorisée par l'internationalisation du capital qui trouve appui sur les pouvoirs internes conciliants.

Aussi est-il absurde de parler de modèle, car toute stratégie de développement ne peut se faire que par saccades, par une lutte dialectique interne-externe (1).

Car ces tensions ne sont que le reflet du développement des rapports de productions capitalistes qui constituent un obstacle à la reproduction élargie du capital sur des bases nationales.

Le choix des techniques, reflet de la nature du pouvoir économique, répond à la logique des besoins de consommation des agents à hauts revenus.

Cette expérience montre que la concentration des revenus n'a ni justification économique ni justification sociale, crée un sentiment de frustration au sein de larges couches de la population et empêche toute mobilisation à des fins de développement. La crise de réalisation interne du fait de goulots d'étranglement sectoriels a favorisé l'extraversion du pouvoir économique qui est devenu un relais favorisant l'internationalisation du capital.

Dans cette optique fort taux de croissance, certaines activités qualifiées couramment de stratégiques détenues par l'Etat ne sont en aucune manière la garantie de l'indépendance économique.

Aussi selon nous, en l'absence d'une rupture avec le marché mondial dominé par le capital international et d'une transition socialiste réalisée en appuyant avant tout sur ses propres forces, il n'est possible à aucun pays du Tiers Monde de modifier réellement sa place dans la division internationale que ce système tend à imposer.

Certes, l'implantation d'industries peut se poursuivre dans certaines formations sociales et cela à la suite d'une nouvelle hiérarchisation de la structure industrielle mondiale. Car l'insertion signifie que les secteurs d'accumulation répondent à une logique extériorisée et non dans un but de transformation des fonctions de production internes. Aussi le concept d'échange ne peut être confondu avec le concept d'insertion. L'échange avec le marché mondial capitaliste, s'il est condition nécessaire, n'est pas une condition suffisante pour qu'y ait insertion.

(1) Cf Notre article : Les bases de la stratégie d'industrialisation en Algérie. El Moudjahid : 26 mai 1976.

Aussi une rupture ne pourra se réaliser que par un changement profond des rapports de production, car toute l'interaction dialectique des contradictions fondamentales du capitalisme de notre époque et du sous-développement, interrelation révélée tout au cours de notre analyse, démontre que les premières s'incorporent aux régions du sous-développement comme obstacle à leur développement et qu' en vertu de la seconde le socialisme apparait situé dans la suite logique du dépassement du sous-développement (1).

(1) Aldona : Dialectique du sous-développement, Edition Anthropos 1972.



STRATEGIE D'INDUSTRIALISATION
EN ALGERIE ET LES RISQUES
D'EXTRAVERSION

PAR

S. MELLAH

MAITRE-ASSISTANT

PROBLEMATIQUE

Le problème essentiel auquel se trouvent confrontés actuellement les pays dits sous-développés est de déterminer une politique d'industrialisation qui puisse leur permettre de dépasser leur situation actuelle. Dans ce cadre le choix qui s'offre à eux se limite principalement à deux types d'industrialisation qui ne peut en aucun cas cependant être assimilée au développement. Mais elle constitue néanmoins un aspect économique et sociale. Le développement à notre sens ne peut résulter que d'une transformation structurelle, technique, économique et sociale ; transformation à laquelle l'industrialisation participe d'une manière importante.

Les pays sous-développés se trouvent donc engagés dans deux voies d'industrialisation de nature totalement différente.

La première se caractérise par la priorité qui est donnée aux petites et moyennes industries spécialisées dans la transformation de certains produits notamment de consommation.

Cette orientation industrielle permettrait selon les "experts" des grandes organisations internationales de diminuer les importations des produits intermédiaires et de consommation qui grevaient lourdement la balance des paiements.

Aussi a-t-elle assisté à un développement progressif des industries dites d'import-substitution qui ne faisaient en fait qu'accroître la dépendance économique et politique des pays sous-développés.

En quoi consiste exactement l'import-substitution ?

Par import-substitution on entend généralement la satisfaction d'une plus grande proportion de la demande totale d'un pays en biens grâce à sa propre production intérieure. Selon HIRSCHMAN (1) le processus d'import-substitution commence avant tout par la fabrication de produits finis de consommation qui étaient auparavant importés et se poursuit alors avec plus au moins de rapidité et de succès jusqu'à ce qu'il atteigne des stades supérieurs de fabrication, autrement dit ceux des biens intermédiaires et d'équipement par le jeu d'une liaison en amont.

Les tenants de l'import-substitution maintiennent alors allègrement que ce type d'industrialisation s'il est bien conçu et convenablement appliqué peut contribuer d'une manière significative à accroître les revenus et à promouvoir les exportations. Ils permettraient également selon eux d'accélérer la transition d'une économie traditionnelle à une société industrielle participant aux avantages qui découlent du commerce international.

(1) José A Dotos Panero : "La substitution des importations"

- 20 -

2

Par ailleurs l'Import substitution est considéré comme un moyen efficace pour résoudre les problèmes de la balance des paiements. En fait ce type d'industrialisation en dépit de tous les avantages qu'on a bien voulu lui conférer n'est en dernière analyse qu'un moyen pour mettre l'économie nationale dans une dépendance grandissante vis à vis des importations qui non seulement très coûteuses mais ne s'adressent qu'à une proportion minime de la population. Devant l'aggravation de la situation économique qu'un tel type d'industrialisation provoquait et pour montrer "leur attachement au progrès économique et social de leurs anciennes colonies", les pays capitalistes par la voie de leurs différentes institutions internationales vantent maintenant les mérites des industries orientées vers l'exportations. Ces industries présentent selon eux l'immense avantage de se procurer les devises nécessaires au développement national. Cette nouvelle stratégie d'industrialisation repose sur la construction de grands complexes industriels spécialisés dans la production des semi-produits destinés à l'exportation pour être valoriser dans les pays capitalistes.

En fait aussi bien l'import substitution que les industries tournées vers l'Extérieur ne sont que des politiques d'assujettissement en grand capital international. L'une et l'autre correspondent à des phases déterminées du développement du mode de production capitaliste et n'ont pour effet que de répondre à ses exigences.

Ils restent en dernier lieu des produits de l'impérialisme chargés de mettre les pays sous-développés dans la ligne de valorisation du capital international.

Les résultats de telles expériences industrielles ne sont guère brillantes : l'exemple du Maroc et de la Tunisie sont édifiants à ce sujet.

L'autre voie d'industrialisation repose au contraire sur l'articulation intégrée des différents secteurs de l'Economie nationale.

La priorité est donnée ici, aux industries lourdes qui auront tout au long de leur développement à entraîner dans leur mouvement les autres branches industrielles. Ces industries de base par leurs effets industrialisants permettront une plus grande intraversion de l'ensemble de l'économie.

Ici l'industrialisation est appréhendée dans le sens qu'en a donné F. PERROUX (1) c'est à dire un processus long de restructuration de tout un ensemble économique et social donné sans la pression d'un complexe cohérent de machines. Cette politique d'industrialisation se définit dans une série de cohérences à assurer : harmonie entre les différents secteurs, noircissement de la matrice des échanges, inter-industriels, nécessité de la dynamique des relations entre l'agriculture et l'industrie, cohérence dans le choix des techniques et les structures sociales en mutations (2).

(1) F. PERROUX : "L'Economie du XXe siècle"

(2) Conférence, Note méthodologique - MEBTOUL "Notion de pôles et d'industries industrialisantes" Critique

Fondée sur l'utilisation interne des ressources naturelles du pays, cette stratégie d'industrialisation vise avant tout à mettre sur pied des industries de base (siderurgie, pétrochimie, industries mécaniques et électriques) qui pourront répondre aux besoins de l'ensemble des secteurs économiques.

Une telle stratégie d'industrialisation grâce à sa capacité de répondre à tous les besoins exprimés par les différentes unités de production permettra au pays d'échapper progressivement à l'emprise du capitalisme mondial.

L'Algérie quant à elle, s'est lancée résolument dans cette deuxième voie avec la ferme intention de consolider son indépendance économique et d'assurer un réel développement social au profit des larges masses populaires. Mais un tel modèle d'industrialisation ne manque pas de présenter un certain nombre de contraintes qui ralentissent relativement le processus d'indépendance économique vis à vis du marché mondial. De plus les capacités de réponse de l'impérialisme sont si grandes que l'Algérie risque d'une façon permanente de se faire récupérer par le capitalisme mondial. C'est en ce sens que l'expérience algérienne constitue un enjeu important aussi bien pour les forces populaires algériennes que pour celles du monde entier. Ce risque de récupération est d'autant plus important que l'Algérie de par sa situation géographique rencontre beaucoup de difficultés à rompre radicalement avec le marché mondial.

En effet contrairement à la Chine par exemple, L'Algérie n'est qu'un petit pays situé dans un foyer de grande manœuvre de l'impérialisme (le bassin méditerranéen constitue actuellement un enjeu important pour le capitalisme mondial. On n'en veut pour preuve que l'intensification des activités des grandes firmes multinationales ces dernières années).

Il faudrait également signaler que l'Algérie est l'un des rares pays sous-développés qui essaie de rejeter la division internationale du travail imposée par le grand capitalisme international.

D'un autre côté son niveau de développement et le choix industriel qu'elle adopte l'amène à faire appel au marché mondial aussi bien pour des achats que pour ses ventes. C'est en ce sens que le combat que mène l'Algérie contre l'impérialisme est très serré nécessitant par là même une vigilance constante. L'issue du combat est de ce fait autant économique que politique. Elle est en fonction du renforcement de la lutte anti-impérialiste tant au niveau national qu'international.

L'objet de ce travail est justement de mettre en relief les différentes contraintes inhérentes au modèle d'industrialisation choisi par l'Algérie pour permettre, par la mise en place de moyens appropriés, leur dépassement dans le cadre général d'un développement national réellement indépendant. Les contraintes sont pour leur grande majorité imposées par le capitalisme international qu'essaie constamment de résoudre au niveau mondial, les problèmes qui se posent à son développement.

Le dynamique d'industrialisation de l'Algérie ne peut s'apprécier réellement alors que par rapport aux nouvelles mutations que connaît le capitalisme mondial et particulièrement en vue des orientations nouvelles que semble prendre le processus d'industrialisation à l'échelle mondiale.

Bien qu'on ne peut parler actuellement d'une véritable insertion de l'Algérie dans le marché mondial au même titre par exemple que la Tunisie ou le Maroc, il ne faut cependant pas sous-estimer la capacité de réponse du système capitaliste à toute politique qui remettrait en cause son existence.

L'une des réponses avancées par l'impérialisme pour contrer les offensives économiques et politiques des pays dominés par exemple à internationaliser le processus d'industrialisation.

Il est nécessaire pour comprendre cette nouvelle stratégie du système capitaliste que nous saisissons le fondement de cette internationalisation du processus d'industrialisation faute de quoi on se prive des moyens d'une véritable analyse du phénomène et donc de la stratégie à mettre en oeuvre pour contrebalancer ses effets.

Nous consacrons pour ce faire notre première partie à l'analyse du procès d'internationalisation et aux différents mécanismes qui le sous-entendent. Nous aborderons cette analyse en voyant notamment le rôle que jouent les firmes multinationales (F.M.) dans le développement du processus d'internationalisation.

Si l'insertion dans le marché mondial de certains pays comme l'Iran, la Grèce, l'Espagne, l'Egypte, le cas de l'Algérie ne permet pas d'être aussi affirmatif. En effet il est difficile à priori d'inclure l'Algérie dans le large redéploiement du capitalisme et de penser à la subordination de son économie au fonctionnement de l'économie mondiale du moins jusqu'à présent.

Cependant il serait également trop hâtif de penser qu'elle est en rupture totale avec le marché mondial. Le problème est si complexe que l'Expérience algérienne de par sa jeunesse constitue actuellement l'objet de nombreuses controverses quant à la viabilité économique et politique de son modèle de développement.

Nous essaierons pour notre part de voir dans la deuxième partie dans quelle mesure l'effort d'industrialisation entamé en Algérie s'est-il fait en marge du processus d'internationalisation du capital, ou sinon nous verrons si l'Algérie par les nombreux contrats passés avec les grandes firmes multinationales ne nouent pas au contraire des liens objectifs avec le capitalisme international. Si parfois ces liens ne sont que naissants dans certains domaines (au niveau par exemple du modèle de consommation de plus en plus copié de l'occident, au niveau de la rentabilité capitaliste qui s'impose progressivement au détriment de la rentabilité sociale). Ils apparaissent par contre dans toute leur gravité dans d'autres domaines (technologie, financement, commercialisation).

Au niveau de ces différents liens de dépendance on aura à analyser les divers mécanismes qui les sous-tendent afin de déterminer les moyens nécessaires pour sinon les éliminer du moins les atténuer.

La stratégie d'indépendance économique devrait à notre avis comme nous le soutiendrons dans la dernière partie, s'articuler autour d'une série d'actions tendant à promouvoir l'engineering national et la formation scientifique et technique qui sont les conditions premières de tout développement auto-centré. Ceci devant constituer finalement à un élargissement progressif du marché national susceptible de générer une accumulation interne qui reste fondamentale si l'on veut sortir de l'orbite du grand capital.

C'est à ces différents problèmes que nous nous proposons de réfléchir tout au long de ce travail sans avoir la prétention de leur trouver à tous une solution immédiate.

Cependant nous sommes persuadés qu'une réflexion sur l'expérience algérienne s'impose aujourd'hui au moment même où le grand capital miné dans ses propres bases tente d'inscrire l'Algérie sur sa nouvelle ligne de valorisation. Cette réflexion est primordiale car elle permettrait d'une part de rectifier le tir si cela s'imposait et d'autre part de renforcer cette expérience qui apparaissait à priori comme une brèche importante dans le capitalisme mondial et dans sa stratégie d'annexion de l'Economie mondiale.

- II -

LE CHOIX INDUSTRIEL ALGERIEN

Contrairement à ce qui ne peut être dit parfois, le choix industriel algérien et plus généralement le modèle de développement n'est pas le produit spontané des circonstances qui ont prévalu après l'indépendance politique ne le fait exclusif de quelques experts étrangers. Il puise son origine profonde des textes et différentes plateformes politiques qui ont sous-tendu le mouvement de libération nationale. Bien que vaguement explicité dans la charte de la Soummam d'août 1956, le contenu de la stratégie de développement à mettre sur pied une fois d'indépendance acquise se précise déjà nettement dans le programme de Tripoli de juin 1962, où on pouvait notamment : (1)

"Le principe de notre politique économique est d'être :

- 1) Contre la domination étrangère et le libéralisme économique.
- 2) Pour une politique de planification avec la participation démocratique des travailleurs au pouvoir économique.

A ce niveau les tâches économiques de la révolution nationale démocratique sont principalement :

- 1) La réforme agraire
- 2) le développement de l'infrastructure avec la :
 - nationalisation des moyens de transport
 - l'amélioration et le perfectionnement des réseaux routiers et ferrovières.

(1) "Programme de Tripoli"

- l'institution de liaisons routières entre les grandes voies de communication et les marchés ruraux.
- 3e - La nationalisation des richesses minières et énergétiques avec :
 - l'extension du réseau du gaz et de l'électricité dans les centres ruraux.
 - La préparation des ingénieurs et techniciens de tous les niveaux selon un plan qui permettrait au pays de gérer lui-même ses richesses minières et énergétiques.
- 4e - L'industrialisation. Et à ce niveau l'État algérien aura pour mission d'étendre la secteur d'Etat dans le secteur des usines, des carrières et des cimenteries. Mais le développement réel et à long terme du pays est lié à l'implantation des industries de base nécessaires aux besoins d'une agriculture moderne :

Le programme précise qu'à cet égard l'Algérie offre de grandes possibilités pour les industries pétrolières et sidérurgiques. Dans ce domaine il appartient à l'Etat de réunir les conditions nécessaires à la création d'une industrie lourde. Dans les autres domaines l'initiative privée peut être encouragée et orientée dans le cadre du plan général d'industrialisation".

Le programme ajoute par contre qu'à aucun prix l'Etat ne doit contribuer à créer une base industrielle au profit de la bourgeoisie locale dont il doit limiter le développement par des mesures appropriées...."

Ces orientations économiques seront reprises et approfondies idéologiquement dans la charte d'Alger d'avril 1964 bien qu'on voit déjà à ce moment là, se dessiner une tendance plus modérée penchant un peu plus vers les industries de transformation et de moyenne capacité. Il est indéniable donc que le choix industriel algérien correspond à une logique politique contenue dans le programme de Tripoli et systématisée plus tard dans la charte d'Alger. Cependant s'il correspond bien à une logique politique précise encore faut-il que cette logique politique rend bien compte des préoccupations majeures de la population algérienne. Aussi nous faut-il examiner le contenu idéologique de cette logique politique et voir ce qu'il en est aujourd'hui dans l'Algérie de 1975. Tout d'abord il faudrait dire que les différentes plate-formes politiques qui ont sous-tendu le mouvement de libération nationale et plus tard les 1ères années d'indépendance sont le produit de la situation politique dans lesquelles elles ont été élaborées. Et la situation politique pendant la guerre de libération se présentait sous le signe de l'alliance entre les différentes couches sociales en lutte contre le colonialisme.

C'est pourquoi ces documents doctrinaux étaient souvent un ensemble de compromis entre les différentes tendances politiques représentant le mouvement de libération, compromis qui contiennent d'ailleurs à exister jusqu'à l'heure actuelle mais autour d'autres tâches (révolution agraire, gestion socialiste des entreprises...).

Cette fluidité politique renvoie au caractère hétéroclite et confus du mouvement de libération, caractère qui a survécu à l'indépendance et qui se retrouve au sein même des appareils d'Etat.

C'est avec une structure économique caractérisée essentiellement par des noyaux capitalistes très réduits que l'Algérie accède à l'indépendance.

Ces secteurs capitalistes ont permis l'émergence dès le départ des colons, d'une bourgeoisie nationale numériquement faible et aux bases économique-politiques très réduites.

Par ailleurs, cette classe capitaliste du point de vue de sa faible position et compte tenu de son alliance implicite ou explicite avec l'ancienne puissance coloniale ne pouvait prétendre au pouvoir. D'un autre côté le prolétariat était lui aussi éliminé de la course au pouvoir. Sa faiblesse numérique et organique - pas de parti ouvrier à proprement parlé ; le P.C.A. (parti communiste algérien) s'étant éliminé de lui-même de la course au pouvoir par ses fausses appréciations sur le mouvement de libération nationale - , ne lui conféraient aucune force politique.

Enfin la paysannerie en voie de prolétorisation ne réunirait pas les conditions pour la doter d'un caractère de classe organiquement et politiquement forte. A la carence politique des différentes classes mentionnées il faudrait également ajouter un élément important qui a beaucoup joué contre la formation d'une conscience de classe. C'est le sentiment d'union nationale et de solidarité qui, bien que fondamental pendant la période de libération a perturbé tout le jeu politique et empêché toute clarification idéologique. La complexité de cet échiquier politique et l'impossibilité pour ces différentes classes de prendre l'initiative ont permis le développement d'une nouvelle couche sociale au sein des différents appareils d'Etat.

Les forces populaires principalement les travailleurs n'ont pas pu s'emparer du pouvoir économique aux premières années de l'indépendance. Comme ne le pouvait pas également la bourgeoisie qui ne disposait pas de base économique importante.

Aussi devant cette "absence" politique des deux principales forces sociales ce fut tout d'abord le capital étranger qui réalisait l'accumulation la plus forte notamment dans les hydrocarbures comme le montre le tableau suivant :

Ventilation des investissements en millions de dinars
pendant la période 1962 - 1966 (1)

- Secteur privé

1590 ---> réalisées principalement
par l'étranger dans les
hydrocarbures

(1) A. BENACHNOU : " Formes sociales et accumulation du capital au Maghreb "
in Annuaire de l'Afrique du Nord 1973

- Nouvelles unités publiques	488	→ Aide étrangère
- Remise en marche, extension et modernisation des anciennes unités	410	
Total	2 488	

A partir de 1966 (peut être plus tôt) on a assisté à l'installation de la petite bourgeoisie aux postes de commandes économiques et politiques. N'ayant pas de base économique propre, cette couche va s'ériger rapidement en classe par la nationalisation des richesses nationales contrôlées jusque là par le capital étranger (hydrocarbures, mines, banques, assurances).

Le renforcement progressif de sa base économique va permettre à cette classe de mettre sur pied une stratégie industrielle visant à une accumulation primitive nationale capable d'assurer un développement interne cohérent, tourné principalement vers les besoins internes. Pour rompre le "cercle vicieux" du sous-développement il paraissait nécessaire aux yeux des planificateurs d'entreprendre rapidement une accumulation massive. Le choix industriel ne pouvait alors s'arrêter que sur une industrialisation lourde comme base "sine qua non" d'un développement intérieur.

L'effort rigoureux et systématique de construction d'un secteur industriel ne peut se faire que dans le cadre d'une recherche continue et méthodique de l'indépendance économique.

C'est ainsi que le choix industriel s'est porté sur une industrialisation cohérente se démarquant des pratiques industrielles proposées jusque là par les instances internationales. Cette industrialisation se définit comme une matrice inter-industrielle noircie c'est à dire dont les secteurs sont interraliés entre eux par leurs imputs et leurs onputs , Ce qui implique la présence de secteurs de production de biens d'équipements et de produits intermédiaires destinés à une consommation productive interne. C'est ainsi que s'est imposé le modèle des industries industrialisantes développé par DE BERNIS, modèle qui ne verrait en fait que théoriser les options industrielles définies dans les différentes chartes politiques.

Pour DE BERNIS la mise en place d'une structure industrielle cohérente ne peut se faire qu'à partir d'industries industrialisantes : "celles dont la fonction économique principale est d'entraîner dans leur environnement localisé et daté un noircissement de la matrice et des fonctions de production grâce à la mise à la disposition de l'économie nationale d'ensembles nationaux de machines qui accroissent la productivité du travail et entraînent la restructuration économique et sociale de l'ensemble considéré en même temps qu'une transformation des fonctions de comportement au sein de cet ensemble". (1)

Fondée sur l'utilisation des ressources naturelles du pays, la stratégie algérienne vise entre autre à fournir au secteur agricole le matériel lourd et les produits chimiques susceptibles d'assurer sa modernisation dans la mesure où parallèlement la rénovation rurale aura créé les structures sociales au sein desquelles une telle modernisation est rendue possible.

(1) G. Destanne DE BERNIS : " Industries industrialisantes et options algériennes". Revue Tiers Monde n° 47

Ce schéma d'industrialisation s'applique sur des techniques très modernes et à des unités industrielles de grandes dimensions qui malgré les problèmes qu'elles posent restent cependant la seule voie possible visan l'internationalisation du développement.

L'Algérie a choisi de mettre en place les industries les plus susceptibles de créer des emplois nombreux à long terme grâce à leurs effets d'entraînement sur les autres secteurs d'activité. Cela semble être remis en cause aujourd'hui comme nous le verrons quand nous aborderons le problème de l'emploi.

Toujours est-il que le plan comme instrument de réalisation de la politique industrielle repose prioritairement sur trois branches : petrochimie de base, siderurgie, industrie mécanique et électrique.

Le 1er plan quadriennal car c'est ce plan qui rend le plus compte de la stratégie de développement devait répondre principalement à trois préoccupations comme on peut le voir dans le rapport général.

- relier la sidérurgie à la demande de produits induite par la réalisation des divers investissements ; ce qui permettrait au pays de bénéficier des effets induits au lieu de les transférer à l'extérieur.

- Fournir aux secteurs industriels et agricoles les biens d'équipement dont ils ont besoin.

- Produire les biens de consommation les plus demandés parmi ceux qui sont susceptibles d'être produits sur place.

C'est dans ces termes que le choix industriel a été arrêté. Le problème est aujourd'hui de savoir en quoi ce type d'industrialisation répond à la nécessité impérieuse d'indépendance économique seule garantie d'un développement auto-centré.

Nous nous gardons de tomber dans la problématique développée par les adversaires d'un tel type d'industrialisation qui restent à notre avis au simple niveau de la polémique parce qu'ils n'avancent aucune proposition précise. Notre étude se veut en démarcation avec celles des adversaires inconditionnels de la pratique industrielle algérienne (1). Nous continuerons à penser, pour notre part que cette voie de développement reste cohérente et potentiellement susceptible de rompre le "cercle vicieux" du sous-développement car le véritable débat, à notre avis se situe sur le problème de choisir entre un développement intégré même si l'intégration tarde aujourd'hui à se concrétiser, ou une politique de sous-traitance internationale.

Cependant cela ne nous empêche pas de formuler un certain nombre de critiques au modèle dans la mesure où il comporte des inconvénients certains comme d'ailleurs tout modèle de développement.

Entre le schéma théorique et la pratique concrète, le chemin est souvent difficile à faire.

(1)-Voir "La voie algérienne" de K. AMMOUR C. LEUCATE. J.J. MOULIN
petite collection Maspero.

- G. CHABIAND et J. ANICES : " L'Algérie indépendante"
petite collection Maspero

LES RISQUES D'EXTRAVERSION

L'Algérie se trouve aujourd'hui en butte dans sa tentative pour faire coïncider la théorie à la pratique. Les problèmes qu'elle rencontre sont de tout ordre. Nous allons essayer de situer, à travers les principales branches sur qui repose l'industrialisation (siderurgie, petrochimie), les problèmes que connaissent les différentes entreprises et unités de production ainsi que les risques permanents qu'ils véhiculent d'extravertir l'industrialisation.

Tout d'abord ou en est la siderurgie algérienne six ans après la mise à feu du premier haut fourneau ?

A) La siderurgie et ses tendances à l'extraversion

Avec un objectif de production de 400.000 tonnes de fonte la siderurgie compte au terme de la 2e phase de son développement porter sa capacité à 1,5 millions de tonnes voire même 1,8 millions de tonnes d'acier avec l'achèvement des laminoirs à chaud et à froid, le lancement de la construction d'un deuxième haut fourneau et d'un laminoir à profilé. Il est même question dans les prochaines années (1980 ?) de construire un grand complexe de 12 millions de tonnes dans l'ouest du pays.

Bien que seulement à l'état de projet ce complexe n'en est pas moins révélateur des tendances qui semblent se dessiner chez les responsables de l'Economie Algérienne. Car que signifie en fait ce projet s'il vient à se réaliser. La capacité de 12 millions de tonnes dépassera certainement largement les besoins du pays en produits siderurgique. Aussi il serait inévitablement fait appel à l'exportation pour écouler ces produits. Et se posera alors le problème de la commercialisation internationale et des dangers qu'elle comporte.

Les décisions ne sont pas encore prises à notre connaissance mais le fait qu'une telle orientation se dessine aujourd'hui est significatif des mutations que connaît cette branche.

N'y aurait t-il pas à ce niveau le risque de revenir à une industrialisation orientée vers l'exportation ?

L'Algérie en réalisant ce complexe ne rentrerait-elle pas dans la stratégie de redéploiement de la branche sidérurgique notamment vers le bassin méditerranéen ?

Autant de questions qu'on ne peut manquer de se poser et qui risquent de se poser plus sérieusement dans quelques années.

Quelque soient les efforts que causent l'Algérie pour se démarquer de l'internationalisation du processus d'industrialisation que réalisent les firmes multinationales, elle ne peut sous-estimer les grandes facultés d'adaptation de l'impérialisme et les dangers certains d'une récupération. Pour s'en convaincre il n'est qu'avoir les grandes difficultés qui secouent aujourd'hui la S.N.S. (société nationale de sidérurgie) qui est loin de répondre aux objectifs qu'il lui ont été assignés initialement par le plan : réaliser le lieu avec les autres secteurs.

En effet aujourd'hui la S.N.S. ne peut produire que des aciers simples qui sont en partie exportés comme le montrent les tableaux suivants alors que les aciers spéciaux nécessaires à la construction mécanique et électrique continuent à être importés. Il est par ailleurs dit clairement dans le rapport général du deuxième plan quadriennal (1974-1977) que la sidérurgie connaîtra un essor certain en vue de l'exportation.

La capacité du complexe d'El-Hadjar sera poussée jusqu'à 2 millions de tonnes tandis que Didjel se verra doter d'un complexe pour les aciers spéciaux et les fero-alliages.

Pour revenir à la production actuelle qui est de 400.000 à 500.000 tonnes de produits plats et de 100.000 tonnes de tubes pour Annaba, 40.000 tonnes de fer à béton pour Oran la S.N.S. n'a fait que concrétiser le projet français (Plan de Constantine) qui devait remorquer la sidérurgie algérienne à son homologue française.

La S.N.S. s'est ainsi vu obligée de se conformer à la filière normale au coke. Or le coke est importé pour presque sa totalité, le charbon de Kenedza ayant été "considéré comme n'étant pas en mesure de se prêter à une cokefaction . La S.N.S. pense maintenant à utiliser le procédé de réduction directe en gaz naturel mais elle se heurte à ce niveau à l'hégémonie des grandes firmes multinationales d'engineering qui détiennent jalousement le brevet.

Le complexe d'El Hadjar spécialisé dès le départ dans les produits plats selon la dynamique de l'internationalisation de la branche siderurgique, renforce la tendance à l'exportation de sa production étant donné la non conformité de la production aux besoins exprimés par les entreprises nationales. L'Algérie qui a beaucoup plus besoin de produits longs étant donné la priorité qu'elle donne aux industries lourdes, est pour le moment obligée d'importer une partie de ces produits longs.

Ceci montre clairement la **stratégie** des firmes multinationales d'engineering qui imposent le plus souvent un procédé technologique sans tenir compte des réalités nationales du pays. Elle le font tout en imposant à une autre entreprise qui sera appelée à s'approvisionner de la 1ère un procédé technologique inadapté.

Par ailleurs les importants retards qui frappent toutes les réalisations du plan (retards dûs notamment aux faibles capacités des B.T.P. et du Genie Civil, aux lenteurs administratives, aux fausses estimations et aux longs transits douaniers ...) n'ont pas épargné la S.N.S. qui se voit contrainte d'exporter sa fonte parce que les usines qui devaient absorber cette fonte n'ont pas été terminées dans les délais prévus. Le danger d'extraversion vient également des firmes multinationales de cantonner la S.N.S. dans une stratégie de produits laissant la valorisation dans le cadre de l'ensemble marchandise se faire à l'étranger.

Le danger le plus éminent qui guette la S.N.S. comme d'ailleurs toutes les grandes sociétés nationales (Sonatrach, Sonacome, S.N. METAL...), c'est de les voir se développer sur des structures de valorisation du capital international. Chaque société et notamment la S.N.S., cherche à aller le plus loin possible dans sa ligne de valorisation (descente vers l'aval) sans qu'il y ait de recherche d'interconnexion avec les autres sociétés nationales travaillant dans d'autres secteurs. C'est là que se manifestent le plus ouvertement les risques d'extraversion.

Le souci d'intégration qui a dominé l'élaboration du plan et qui continue à préoccuper les planificateurs algériens semble céder le pas dans la pratique au développement des branches industrielles autonomes ayant peu de relations entre elles. Et en fait de noircissement de la matrice inter-industrielle, c'est plutôt la multiplication et la consolidation de grandes cathédrales dans le désert qui risquent de s'opérer.

Et pour l'instant la force est de constater que la matrice inter industrielle tarde beaucoup à se noircir.

La S.N.S. auto-consomme presque ses propres produits en ne les livrant qu'à ses propres industries. La participation de la S.N.S. dans les imputs des autres industries notamment les industries mécaniques (complexes moteurs - tracteurs de Constantine, de vannes et pompes de Berouaghia, de cycles et motocycles de Guelma n'est pas convaincante. Le deuxième plan marque cependant une nette amélioration dans ce domaine puisqu'il donne une grande importance à la mécanique qui sera approvisionnée par la S.N.S.).

L'intégration des industries entre elles est la condition nécessaire de l'industrialisation telle qu'elle a été définie plus haut. Cela tarde aujourd'hui à se concrétiser.

B) La pétrochimie et la toute puissance de la Sonatrach

A ce niveau l'accent semble être vu actuellement sur la construction de raffineries de grandes tailles orientées vers l'exploitation. Le Ministre de l'industrie a annoncé lui-même qu'en 1980 l'Algérie exportera autour de 40.000.000 de tonnes de pétrole (presque la production actuelle) sous forme de produits raffinés (1).

Par ailleurs l'Algérie a demandé lors de la conférence de Tripoli du 14.4.1974 la construction de 25 unités de raffinage de 20 millions de tonnes d'ici 1980. Le tableau de la page 48 indique à ce sujet la capacité actuelle de la pétrochimie algérienne et met en évidence l'importance des projets à venir.

L'importance de la Sonatrach dans la vie économique du pays n'est plus à démontrer. Elle constitue si on peut dire le coeur de l'Economie algérienne. Elle vient à l'extravertir c'est toute l'économie nationale qui se voit extériorisée c'est à dire à quel point la stratégie interne et externe de la Sonatrach est capitale pour la viabilité de la stratégie nationale de développement. A titre d'information il est intéressant de savoir par exemple que la Sonatrach assure presque 85% des exportations nationales représentant 90% des rentrées en devises. Son chiffre d'affaires se situait déjà en 1972, donc avant la réévaluation du prix du pétrole, autour de 20% du P.I.B. et ses investissements correspondaient à 40% environ des investissements industriels d'ensemble (2).

(1) Conférence de Tripoli du 14.4.1974

(2) P. JUDET et C. BELLOIX : "L'industrialisation de l'Algérie face à l'internationalisation du processus d'industrialisation" quelques éléments de recherches

C'est en tenant compte de ces différentes informations qu'on réalise le danger que peut faire encourir à l'Algérie la soumission de la Sonatrach au capital international. Et là aussi les problèmes sont réels et les risques permanents, du fait même de la position de la Sonatrach sur le marché mondial. Cette société qui est la plus importante société nationale du tiers monde se trouve en contact permanent avec les firmes multinationales avec lesquelles elle est obligée de traiter (EL-PASO, GUETTY par exemple).

Le risque d'extraversion se situe particulièrement dans le fait que la Sonatrach est obligée pour l'instant, faute de capacité nationale, de se faire construire toutes ses unités de production par les firmes multinationales d'engineering. La "clé en main" était parce qu'aujourd'hui l'heure est "aux produits en mains", la pratique favorite de la Sonatrach. C'est là que les effets les plus pernicious risquent de se produire. L'usine de liquéfaction de Skikda en a été le premier exemple. Elle a dû être arrêtée

à cause d'un début d'incendie provoqué par une explosion due à des défaillances techniques de la part du constructeur français

. Le complexe d'ammoniac d'Arzew a connu le même problème d'arrêt de la production à cause cette fois-ci de la corrosion qui a commencé à s'attaquer à la tuyauterie et qui fait qu'aujourd'hui il est plus rentable de construire un autre complexe que d'installer un système anti-corrosif qui nécessitait un changement total de l'installation.

La raffinerie d'Arzew construite par les Japonais s'est heurtée, très peu de temps après son fonctionnement à des problèmes de hausses de pressions que ne pouvaient pas contenir les tuyaux conçus pour de faibles pressions. Cela a également nécessité l'arrêt de la réinstallation de tuyauterie adaptée.

Autant de gaspillage, de surcout et de manque à gagner que les grandes firmes multinationales d'engineering imposent à l'Algérie faute d'un engineering national.

D'un autre côté la vente intensive de gaz naturel aux firmes multinationales à des prix qui restent encore à valoriser risque de mettre l'Algérie dans une position difficile. Ces contrats le plus souvent à long terme (25-30 ans) condamnent le pays à une production intense de cette énergie vidant progressivement les réserves nationales. D'autre part cette tendance à la spécialisation dans la vente du gaz naturel dans laquelle les firmes multinationales essaient de contourner l'Algérie permet la valorisation de gaz à l'étranger. Autant de problèmes qui doivent inciter à plus de modération dans la politique commerciale de la Sonatrach et à plus d'attention dans la réalisation de la stratégie interne et externe de la Sonatrach. La subordination de son activité aux objectifs d'un développement national intraverti est plus que jamais nécessaire.

Par ailleurs la Sonatrach joue un rôle important dans la disparité salariale qui existe en Algérie. En effet, et nous le verrons un peu plus loin, le niveau des salaires y est plus élevé que dans les autres sociétés ; ce qui entraîne un afflux important de main-d'oeuvre et surtout de main d'oeuvre qualifiée au détriment des autres sociétés nationales. Cette répartition inégale des salaires fait que cela crée chez les employés de la Sonatrach et notamment chez ses cadres un certain modèle de consommation imité sur l'occident sans aucun lien avec la réalité algérienne.

Le type d'organisation qu'on y retrouve a été mis en place par des sociétés d'organisation étrangères, américaines, évidemment avec toutes les influences économiques et idéologiques que cela comporte.

Les rapports de production capitalistes que véhiculent aussi bien le processus de production (normes de travail) que les structures administratives jouent très peu dans un esprit d'intégration et de participation des travailleurs à la gestion des entreprises.

La hiérarchisation y est très importante et la tentation de jouer ~~ou manger~~^{en} grande. La convention collective par exemple de la Sonatrach est à s'y tromper identique à celle de n'importe quelle firme internationale. La rentabilité sociale et les impératifs de la démocratisation de la vie économique de l'entreprise. Ce facteur humain n'est pas à négliger quand on voit l'esprit petit bourgeois qui anime les cadres de cette société.

Le capitalisme y est montré parfois dans tous ses appareils.

A titre d'exemple le parc automobile de la Sonatrach représente à lui tout seul un pourcentage important dans l'ensemble du parc national. Du cadre supérieur au chef d'équipe, chacun dispose d'un véhicule particulier.

Cela semble peut être futile mais dans un pays où le chômage sévit durement et où une grande partie de la population se situe encore au niveau du minimum vital, c'est un aspect des choses qui peut générer beaucoup de tensions sociales.

Le problème est du même ordre à peu près à la SONACOME, la S.N.S. pour ne pas avoir à revenir dessus.

En fin de compte le problème le plus important est celui de la maîtrise des conditions d'accumulation au niveau national et local alors qu'actuellement cette maîtrise se situe au niveau mondial.

Le rôle premier du pôle de croissance est de déterminer des lignes de valorisation du capital. Au niveau des autres pays sous-développés de la région, partiellement pour l'Algérien le développement de certaines zones se fait sur la base d'une accumulation internationale par le biais entre autre de l'équipement étranger. Certaines sociétés algériennes semblent justement se développer dans des structures de valorisation du capital international (SONATRACH - S.N.S.).

On a l'impression que chaque société nationale a sa propre ligne de développement qui se conforme très peu au fondement du plan qui recherche avant tout l'intégration des diverses industries, on aboutit alors à un découpage vertical du système productif qui rend difficile les transmissions d'effets d'une branche à une autre et d'un secteur à l'autre.

Il importe donc de trouver rapidement les moyens pour dépasser les contraintes de la valorisation internationale du capital afin de se situer au niveau du développement régional, de l'accumulation nationale et de sa maîtrise. Il s'agit donc d'instaurer des liaisons beaucoup plus denses entre les secteurs de biens de production et celui des biens de consommation pour sortir de la ligne de valorisation du capital international.

MELLAH

A suivre :

Processus d'industrialisation en Algérie et les nouvelles formes de dépendance. .

EXPORTATIONS : REALISATION PAR PAYS ET PAR PRODUIT - 1974

VALEUR 000 DA

PAYS	LARGES BANDES GALVANI- SEES 2G	LARGES BANDES BRUTES 2E	TOLES MINCES ET MOYENNES 2A	TOLES A 8 MM 3G	TUBES DECLASSES	TOLES ET EBAUCHES TOLES DECLASSES	BOBINES ET FEUILLES DECLASSES	FONTE	CUMUL	%
CHINE								12.700	12.700	11
EGYPTE								2.179	2.179	2
ITALIE		3.484				4.021	3.679	55.508	66.692	60
JAPON								5.091	5.091	5
U.S.A.	6.372							5.710	12.082	11
GRECE								2.667	2.667	2
CUBA								3.426	3.426	3
R.F.A.			2.095	1.422				3.517	3.517	3
FRANCE					2.975				2.975	3
TOTAL	6.372	3.484	2.095	1.422	2.975	4.021	3.679	87.282	111.330	100

REALISATIONS IMPORTATIONS/EXPORTATIONS
RECAPITULATIFS

	ANNEE 1974		ANNEE 1973		ECART	
	TONNE	%	TONNE	%	TONNE	%
Produits siderurgiques	657.700	48,1	378.600	35,4	+ 279.100	+ 74
courants					+ 29.400	+ 61
tubes	78.000	5,7	48.600	4,6		
autres produits spécifiques	3.100	0,2	18.700	1,8	- 15.600	- 83
1) Total importations	738.000	54	445.900	41,8	+ 292.900	+ 66
Bobines 60 + C.A.F.	169.000	12,4	48.500	4,6	+ 120.500	+248
Brames	74.000	5,4			74.000	+100
Blende	8.500	0,8	13.500	1,3	05.100	- 38
Coke et fines	210.000	15,4	280.500	26,3	70.500	- 4
2) Total GAP	461.500	34	342.600	34,2	+ 118.910	+ 35
Volume importations 1+2	1200.300	88	788.500	74	+ 411.800	+ 52
Volume exportations	165.900	12	279.400	26	- 113.500	- 41
Volume imp/exp	1.366.200	100	1.067.900	100	+ 298.300	+ 29

PREVISIONS D'EXPORTATIONS POUR 1975

2 = tonne

I. P	Produits	Solde à livrer sans engagements		Prévisions engagements à prendre en 1975	Cumul	%	Pays de destination
		1973	1974				
1 A	Fonde	32.300 T		30.000 T	62.300	21	Italie
		5.000 T		5.000 T	10.000	3	Egypte
		20.000 T		40.000 T	60.000	20	Chine
		10.000 T		10.000 T	20.000	7	Cuba
		2.400 T		10.000 T	12.400	4,5	Suède
				40.000 T	40.000	14	Corce
				10.000 T	10.000	3	Bulgarie
				15.000 T	15.000	5	U.R.S.S.
				10.000 T	10.000	3	U.S.A.
				30.000 T	40.150	14	Italie
	Produits plats	10.150 T					
	Lac déclassés						
	Tubes déclassés			4.540 T	4.540	2	Italie/France
	Large ban-						
	des galvani-						
	sées déclas-						
	sées	1.136 T			1.136	0,5	Italie
6.L	Tubes gaz			9.670 T	9.670	3	France/Italie
	tarif 1						
	Total	80.986 T		214.210 T	295.106	100	

1-2 ACCUMULATION DU CAPITAL

ET PROBLEMATIQUE DE L'EMPLOI

PAR

A.MABTOUL et F.I. OUFREHA

DOCTEURS D'ETAT ES-SCIENCES ECONOMIQUES.

INTRODUCTION :

En ce qui concerne la problématique de l'emploi, il y a lieu de poser de façon correcte notre problématique :

Notre propos est de cerner l'effet de l'implantation des activités industrielles sur la réallocation de la force de travail, c'est à dire de quelle façon et avec quelle intensité il contribue à la modification et à la répartition et en particulier comment il procède à l'absorption de force de travail.

En effet étant donné l'existence d'un surplus structurel et conjoncturel de force de travail dans une économie non encore unifiée à l'échelon national (1), on peut dire que seule la réallocation progressive de la force de travail au sein de l'ensemble dynamique, est susceptible de restructurer l'économie nationale s'accompagnant d'une augmentation de la productivité moyenne du travail laquelle permet de dégager un surplus de plus en plus important (2).

Pour déterminer l'évolution de la création directe et indirecte imputable à l'implantation des activités, nous sommes amenés à procéder à une élaboration théorique.

Aussi nous procéderons en deux étapes afin de tester certaines hypothèses.

Ces hypothèses concernant en particulier les implications

- le surplus de force de travail
- l'insertion au marché capitaliste.

Les hypothèses sont fondamentales et en particulier celle de l'insertion au marché mondial capitaliste qui conditionne le tout.

(1) cf. L'important article de l'introduction à l'analyse économique.

A. BENACHENOU : Le dualisme au Maghreb - Revue juridique et Economique Alger 1971

(2) Selon notre optique il n'y a pas une coupure entre le secteur dominant et le secteur dominé comme l'affirment les Théoriciens dualistes, mais une interdépendance fonction du mode spécifique d'accumulation interne du capital lui-même lié au processus d'accumulation du capital qui se déroule à l'échelle mondiale.

I - LE SURPLUS DE FORCE DE TRAVAIL (1)

L'offre de force de travail est supposée ici être élastique au taux courant de salaire dans le sous-ensemble moderne, en ne faisant pas compte dans une première étape de raisonnement de la qualification (2).

Nous supposons par ailleurs, que la force de travail existante n'est utilisée que partiellement. Dans ce contexte le concept de surplus de force de travail n'a de signification que par rapport à la faible absorption de la force de travail par le sous-ensemble dynamique en particulier du secteur industriel et devient de ce fait offre "illimitée" disponible indépendamment de la manifestation sur le marché et ceci malgré un taux d'investissement industriel très élevé.

Mais le surplus de force de travail ne devient offre disponible pour l'industrie que dans la mesure où la croissance de l'emploi industriel s'accompagne d'un volume adéquat de biens salariaux, c'est à dire de biens entrant dans la consommation de base et principalement de produits alimentaires (3).

Il convient dès lors d'examiner ce surplus de force de travail sur son aspect :
Premier aspect : quantitatif

L'exédent d'offre globale de main d'oeuvre possède une structure interne et le niveau quantitatif de l'exédent de force de travail est à double aspect.

(1) Il y a dans ce contexte surplus de force de travail conséquence d'une faiblesse de l'accumulation du capital. En effet l'accroissement du taux d'emploi dépend à la fois :

- du taux d'accumulation du capital
- du degré et de la forme de l'innovation

(2) L'introduction de cette hypothèse rend pour une partie inopératoire d'élasticité de la force de travail.

- 3) Cela signifie qu'en quittant le secteur agricole les travailleurs deviennent de plus en plus nombreux. Cela implique :
- un accroissement de la productivité et de la production agricole qui peut se réaliser par une mécanisation poussée, si l'on veut éviter la dépendance alimentaire.

Que ces travailleurs qui quittent la terre espèrent avoir un salaire du moins nominal supérieur à celui de l'agriculture. Il y a lieu de tenir compte des différentes raisons du phénomène migratoire. Pourtant la pression inflationniste peut stabiliser le salaire réel. C'est ce qu'on appelle l'illusion monétaire dans la mesure où à la ville bon nombre de puits sont réalisés à la différence de la campagne.

Où alors bloquer l'exode en sacrifiant la productivité du fait que le secteur industriel ne peut absorber le surplus de force de travail.

La première à savoir les taux d'activité, la disponibilité du travail féminin, la mobilité de la main d'oeuvre, le volume de force de travail.

En sens inverse, la pression du surplus de force de travail modifie la structure interne, en particulier à travers l'incidence sélective de l'immigration.

Les composantes de la structure interne du surplus de force de travail influent sur la détermination du salaire du sous-ensemble dominant. (1)

Deuxième aspect : l'aspect qualitatif de la force de travail disponible.

Il nous reste maintenant à préciser un point important le rôle du degré de qualification des travailleurs. Il faut souligner le fait qu'une meilleure formation des travailleurs constitue une importante contribution à la diminution du taux de sous-emploi en faisant moins appel à la coopération technique c'est à dire à la main d'oeuvre étrangère. De plus une meilleure qualification des travailleurs permet de diminuer l'importance des goulots d'étranglement du côté de l'offre de force de travail et contribue de ce fait à une accumulation de capital plus élevée. La mauvaise qualification des travailleurs joue un rôle de contrainte au même titre par exemple que le taux de croissance de la population en âge de travailler (2).

Précisons maintenant la seconde hypothèse.

(1) Nous reprenons cette conceptualisation à Carlo BENETTI

(2) Nous avons dans ce cas un sous-emploi structurel commun au pays sous-développés mais aussi un sous-emploi conjoncturel au sens keynésien du terme.

N'oublions pourtant pas que la croissance de la force de travail représente non seulement une augmentation du nombre de consommateurs mais aussi un accroissement de la principale force de production et de création. Aussi les notions surpeuplement, excédents de force de travail prêtent-ils à équivoque car le problème est à la fois :

- comment nourrir, loger, éduquer, faire travailler cette population mais aussi
- comment utiliser rationnellement cette force productrice potentielle.

II - LES CONSEQUENCES D'INSERTION AU MARCHE MONDIAL (1)

A) Insertion et implantation d'activités

Il s'agit du second volet des conditions structurelles dans lesquelles fonctionne une partie du secteur industriel :

En effet on ne peut séparer notre économie du cadre mondial dans laquelle elle s'insère.

On ne peut ignorer les relations économiques internationales et ne prendre l'intégration dans l'économie mondiale qu'au niveau des débouchés et en tant que moyen de se procurer un vaste choix de techniques. Car d'une part il n'existe pas un vaste choix de techniques alternatives, ces dernières sont datées et leur disponibilité sur le marché mondial réduit la gamme des techniques utilisables, d'autre part les pays "sous-développés" ne choisissent pas leur techniques indépendamment de leurs relations avec l'économie mondiale et subissent de ce fait des contraintes de choix par suite de leur insertion dans le processus productif mondial.

En effet du fait du haut développement des forces productives atteind par le capital pour des raisons historiques l'insertion avec le marché mondial capitaliste et en particulier la dépendance technologique qui en résulte et le modèle de développement auquel il donne lieu implique l'adoption de techniques fortement capitalistiques (2). Samir Amin distingue 4 secteurs et analyse le modèle d'accumulation spécifique dans une formation sociale indépendante et une formation sociale dépendante dont la première privilégie le secteur consommation de masse et le secteur de biens d'équipements, la seconde privilégie le secteur d'exportation et le secteur de biens de luxe (3).

(1) Nous prenons l'hypothèse qu'il ait insertion afin de mieux mettre en relief les différents niveaux de rupture.

(2) Nous avons à analyser le cas Algérien qui justifie ces choix par l'importance de surplus réinvestissable.

Remarquons qu'il lieu de ne pas confondre le concept d'échange avec le concept d'insertion. Insertion signifie que les rythmes d'accumulation dépendent d'un centre de décision externe. L'échange avec les pays capitalistes s'il est une condition nécessaire à l'insertion n'est pas une condition suffisante.

(3) Samir Amin : le modèle théorique d'accumulation, Revue T.M. n° 52. il faudra préciser les concepts d'intégration et d'indépendance en distinguant la logique exportatrice ou la logique interne.

C'est là une idée importante pour notre propos : le secteur industriel contribuera-t-il de façon décisive à l'absorption du surplus de force de travail, directement ou indirectement et donc à la restructuration de l'économie, par une réallocation rationnelle de ce surplus (1) ? C'est dans cette mesure où l'accumulation sera portée à son maximum que ces possibilités seront effectives du moins dans les branches qui permettent une accumulation interne du capital de plus en plus poussée. D'où une analyse sectorielle poussée pour distinguer l'emploi créé selon une logique d'intégration intersectorielle dépendance, de celle créée selon une logique d'intégration intersectorielle indépendance.

B) Emploi de productivité du travail :

L'évolution de l'emploi est fonction, du rapport entre la productivité du travail et l'accumulation du capital. En effet, avec l'augmentation de l'intensité capitaliste ~~et~~ de l'accumulation du capital on assiste à un ~~ré-~~ flux de main d'oeuvre d'une part, d'absorption d'emploi d'autre part.

Le reflux absorption d'emplois ne correspond pas automatiquement au flux de création d'emplois. La création ou la destruction nette d'emplois résultera de l'effet final du mécanisme.

Deux facteurs peuvent jouer en faveur, ou en défaveur d'une expansion du volume de l'emploi.

- Le premier est lié à la diffusion des gains de productivité,
- le deuxième à la tendance à accumuler.

Le premier facteur permet (éventuellement) de composer l'effet initial de répulsion d'emplois, le second joue en faveur d'une expansion nette du volume de l'emploi (2).

Les effets de ces deux facteurs sur l'évolution du niveau de l'emploi dépend des structures concurrentielles ou monopolistes de production.

Dans les pays capitalistes développés, il semble que la libre concurrence avait été favorable à l'expansion de l'emploi mais que les structures monopolistes actuelles le soient moins du fait que la diffusion des gains de productivité ne se réalise plus à travers la réduction des prix coûts, mais au travers de l'utilisation du surprofit de monopole. Ce dernier n'est pas totalement consommé de façon productive, son affectation dépend à la fois de la demande sociale et de la capacité à investir des entrepreneurs.

(1) Le surplus peut être
 } consommé
 } gaspillé
 } investi (il y a lieu de voir les branches permettant une accumulation élevée)

(2) **SALAMA** : un procès de sous-développement en Maspero

CARLO BELLETI : dans son ouvrage : l'Accumulation du capital dans les pays

sous-développés éd. **ANTROPOS** : 1974 distinguera :

- l'investissement de substitution (investissement opéré au sein du secteur dominé) où s'opère le saut technologique.
- l'investissement d'expansion au sein du secteur dominant, on ne s'opère pas le saut technologique.

En Algérie on peut considérer que les structures monopolistes ne sont pas forcément défavorables à l'acroissement du volume de l'emploi, sous réserve que le surplus soit non seulement maximisé mais aussi mobilisé par l'Etat en vue d'une affectation productive d'où l'importance de la distinction entre :

- biens de capital
- biens de consommation durables et non durables.

Ainsi la variation du volume de l'emploi va dépendre du volume et de la forme de l'accumulation du capital : seule l'étude approfondie de la relation entre la structure de taux de croissance de l'accumulation du capital, structure du taux de croissance de la productivité du travail nous permettra alors de déterminer son évolution (1).

Cette relation nous semble fondamentale, contrairement à ceux qui attribuent soit au progrès technique seul, soit au taux de croissance de la population en âge de travailler, le facteur explicatif de la formation du chômage (2).

Si nous désignons par :

A = Taux de croissance de la productivité du travail

B = Taux de croissance de l'accumulation

N = Taux de croissance de l'emploi

N' = Taux de croissance de la population active.

Si l'on se situe dans le cadre d'un progrès technique qui introduit un biais capital saving, c'est à dire qu'entraîne une croissance de la productivité plus élevée dans le secteur des biens de consommation que dans celui des biens d'équipement nous avons alors les résultats suivants :

$$A > B \longrightarrow N < 0$$

$$A < B \longrightarrow N < 0$$

$$A = B \longrightarrow N = 0$$

(1) Le choix des activités dépend de la nature du Pouvoir Economique.

Il y a lieu de relier l'accumulation du capital à l'analyse de la répartition du revenu national car comme le note CARLO BENETTI, dans ces économies l'assimilation de techniques de production avancées prend la forme d'une brusque substitution des méthodes de production utilisées dans le système productif dominé donc d'une brusque augmentation de la composition organique de capital a des conséquences sur la répartition du revenu national.

A. BENACHNOU : "Introduction à l'analyse économique" O.P.U. 1976

(2) C'est la conception technocratique de Oclm CLARK et J. FORESTIE qui font du tertiaire le résidu du progrès technique.

Et J.P. de *Landemar* : Mobilité du travail d'accumulation du capital éd. Maspero 1976.

C'est ce qu'il faut retenir de ceci et sur lequel il faut insister fortement c'est que ce n'est pas le progrès technique en soi qui est source de chômage plus au moins élevé (1).

On sait par ailleurs, que ce taux que nous appellerons N est élevé en Algérie. Il en résulte les conséquences suivantes :

Lorsque le taux de croisement de la productivité du travail est supérieur au taux de croissance de l'accumulation du capital, le taux de croissance de l'emploi devient négatif ou nul.

Lorsque le taux de croissance de l'accumulation est supérieur au taux de croissance de la productivité, le niveau de l'emploi augmente de plus si le taux de croissance de l'emploi est supérieur au taux de croissance de la population active, il y a résorption progressive du chômage et dans le cas contraire formation de sous-emploi.

(1) Dans ce contexte comme nous l'avons noté précédemment la définition d'un chômeur laisse à désirer. C'est surtout le chômage "invisible" déguisé qui est important dans nos formations sociales. Par ailleurs, les déplacements de force de travail de la campagne à la ville dépendent de multitudes de facteurs complexes liés :

- la perspective d'un emploi, celle d'un gain élevé (du moins en valeur monétaire).
- du désir de fuir la tutelle familiale, influence du milieu (distraction de la ville, absence du relief social à la campagne et désir de promotion sociale. Mais des personnes ne trouvent pas toujours au sein de la ville un emploi stable. Aussi bon nombre d'auteurs ont-ils employés les différentes notions en référence aux théories dualistes.
- Secteur urbain non structuré en opposition au secteur structuré.
- circuit supérieur - circuit inférieur
- secteur organisé - secteur non organisé.

cf. MILTON SANTOS : Les deux circuits urbains des pays sous-développés éd. Genin (1975

PR. SOUZA-VE-TOKMAN : Le secteur urbain non structuré en Amérique Latine R.I.T. Vol. 114 N°3 Novembre-décembre 1976.

J. LEVAILLON ET GERMIDIS : Le rôle des inégalités de revenu dans la dynamique du développement R.I.T. Vol. 114 N° 1 Juillet-Août (1976.

Le taux de croissance de la population active (N') joue un rôle important, mais en tant que contrainte et non comme variable explicative de la formation du chômage.

Le fait que nous nous trouvons dans le cas d'une économie à fort surplus de force de travail fait peser d'autant lourdement cette contrainte, mais on le doit pas autant faire la variable explicative.

La productivité du travail et l'accumulation du capital constituent en fait deux variables liées. Aussi nous allons voir en quoi les relations internes qui s'établissent entre les deux variables dépendent du contexte général dans lequel elles s'effectuent.

Etant donné que l'incorporation de techniques nouvelles s'impose à l'Algérie il s'ensuit de la productivité est endogène par rapport au processus productif mondial.

Or, l'amélioration de la productivité se matérialise pour l'essentiel par l'emploi de techniques de plus en plus capitalistique et s'incorpore de ce fait dans le taux d'accumulation. Elle ne nécessite pas pour autant un taux de croissance uniforme de l'accumulation du capital (1); la relation en les variables est donc complexe.

En effet, à un même taux d'accumulation peuvent correspondre plusieurs niveaux de la productivité du travail, compte tenu de la structure du capital de la structure de la force de travail existante. Tous les problèmes que l'Etat aura à résoudre pour maintenir au moins constant un taux de surplus et de ce fait l'accumulation qui en dépend, seront conditionnés par sa situation vis à vis des centres de l'économie mondiale.

Finalement c'est la différence entre taux de croissance de l'accumulation du capital et de la productivité du travail qui va déterminer le taux de croissance positif ou négatif, de l'emploi. Cette différence dépendant elle même des conditions dans lesquelles se déroule l'accumulation.

Mais quels sont les facteurs qui peuvent contrarier l'évolution ci-dessous présentée.

(1) Ceci est très important pour notre problématique insistant sur la différenciation. -

- du taux de l'accumulation global et des taux d'accumulation sectoriels.

- les différences sectorielles des taux de productivité et de la productivité globale.

Du fait qu'il est erroné comme le supposent les modèles théoriques et économiques de prendre un taux uniforme pour toutes les branches.

Ecore faudra-t-il penser correctement le statut théorique du concept de productivité.

Voir les articles réalisés sur notre direction.

C) Les facteurs limitatifs de la mobilisation du surplus. Nous présentons que les plus apparents et raisonnons en économie fermée. La vitesse d'absorption de force de travail par le secteur industriel du sous-ensemble dominant est fonction du taux d'accumulation d'une part, de l'intensité de capital des techniques de production adoptées d'autre part. Du fait que l'élasticité totale de l'offre de force de travail à salaire constant, le processus cumulatif d'extension du sous-ensemble moderne ne prend fin qu'avec la disparition de l'exédent structurel force de travail sauf si des facteurs de blocages ou de freinage du processus interviennent avant (1).

Le surplus étant le moteur de l'expansion mais n'étant qu'un revenu différentiel il ne reste comme facteur de freinage éventuel que la hausse du niveau des salaires. Cette thèse peut se présenter de la façon suivante :

La hausse des salaires freine la croissance de la part du surplus dans le revenu aussi diminue t-elle le taux d'accumulation et, ralentit l'absorption du travail par le sous-ensemble dynamique. (2)

(1) Mrs ROBINSON : Capital theory up to Date in Canadian Journal of Economics 1970

Sraffa : production de marchandises par des marchandises éd. DUNOD 1970
Carlo BENETTI : Valeur et répartitions éd. Maspéro.

Par ailleurs il existe des relations dialectiques entre le sous-ensemble dominant et les sous ensembles dominées ou pour reprendre le langage marxiste au sein d'une formation sociale donnée, il existe des influences réciproques entre les divers modes de production composant cette formation sociale dont l'un est dominant et qui imprègne la cohérence à l'ensemble. Il n'y a pas de COUPURE comme l'affirment les théoriciens dualistes.

cf : M/ Godelier: Rationalité et irrationalité en économie ed maspero 1971.
BENACHENHOU: Introduction à l'analyse économique ed OPU Alger 1976.

(2) cf RICARDO: Les Principes ed Flammarion 1971.

A condition qu'il y a une affectation productive et une rationalité soit des entrepreneurs capitalistes soit des agents de l'Etat en l'occurrence une planification rigoureuse qui détermine les priorités sectorielles susceptibles d'une reproduction élargie et ne se limite pas aux seuls facteurs économiques.

Toutefois si le taux de hausse de salaires ne dépasse pas le taux d'augmentation de la productivité du travail, la part du surplus dans le revenu de sous ensemble dominant ne diminue pas et continue à augmenter par rapport au revenu global. Il n'y a pas de globale alors mais simplement ralentissement de la croissance.

Cependant ce mécanisme n'explique pas pourquoi parfois un taux assez élevé d'investissement ne s'accompagne pas d'une rapide absorption du travail par le sous ensemble dominant. C'est que les effets de l'investissement sur l'emploi ne sont pas fonction uniquement de son volume mais aussi de sa structure. La hausse des salaires s'accroît de degré d'intensité capitaliste de la production, ce qui pour un même taux d'accumulation réduit d'autant la croissance de l'emploi. Si l'on suppose la flexibilité des coefficients de production de processus se réalise par substitution du capital au travail. Si l'on suppose des coefficients fixes il se manifeste sous la forme de préférence pour les méthodes de production mécanisées.

Le deuxième facteur qui pour être moins étudié n'en mérite pas moins une grande attention c'est celui du développement des consommations improductives au sein des unités de production même, multiplications des rejections (méchâuis) des frais de mission, gaspillage divers. C'est là une forme des destructions dissimulés dans des comptes divers (1).

- (1) Par ailleurs il y a lieu de rapprocher cette analyse avec le débat sur le retour des techniques. * ROBINSON par exemple en construisant une pseudo-fonction de production constate que la technique choisie dans un système capitaliste à un ~~taux~~ de profits supérieur (donc taux de salaire inférieur) ~~pour~~ employer moins de travail que celle choisie à un taux de salaire supérieur (taux de profit inférieur), cela est en contradiction avec les postulats né-classiques.

Ainsi comme nous l'avons constaté tout au cours de cette brève analyse il existe une relation dialectique entre la problématique de l'accumulation et celle de l'emploi : les liaisons sont complexes et l'on ne peut théoriquement les isoler. (1)

- (1) Des développements ultérieurs insisteront sur cet aspect donc tout au cours de l'approfondissement de l'étude. Intégration et emploi.

ESSAI DE DELIMINATION DU TRAVAIL
PRODUCTIF ET IMPRODUCTIF AU SEIN
DE L'ECONOMIE NATIONALE

PAR

F.Z. OUTFREHA

DOCTEUR EN ECONOMIE

ESSAI DE DELIMITATION DU TRAVAIL PRODUCTIF ET IMPRODUCTIF
AU SEIN DE L'ECONOMIE ALGERIENNE

Introduction :

Le volume et la forme d'utilisation du surproduit disponible déterminent la croissance de l'économie et en particulier sa restructuration par réallocation de la force de travail.

Si nous raisonnons sur un volume donné du surproduit, sa capacité de modifier l'économie dépend de son utilisation plus ou moins productive. L'utilisation du surproduit résulte de ses formes institutionnelles, de l'hétérogénéité structurelle de l'économie, des structures industrielles mêmes.

Ceci relève de la problématique de la transition et renvoie à la distinction entre travail et donc investissement productif et travail et donc investissement improductif.

Dans une première partie nous tenterons d'effectuer une délimitation entre travail productif et improductif en trois sous-parties :

- (1) les déterminants du travail productif ;
- (2) travail directement et indirectement productif ;
- (3) les déterminants du travail productif au sein de l'économie sous-développée.

Dans une deuxième partie nous essaierons de repérer les modalités d'utilisation improductive du surproduit en Algérie en deux sous-parties :

- (1) Le travail improductif se rattachant aux formes traditionnelles d'utilisation du surproduit au sein de l'économie algérienne.
- (2) le travail improductif se rattachant aux formes "modernes" d'utilisation du surproduit au sein de l'économie algérienne.

PREMIERE PARTIE : Essai de délimitation entre travail productif et travail inproductif

1) Les déterminants du travail productif :

Les catégories de travail productif et inproductif s'ils constituent des instruments théoriques pour l'analyse des classes ont été surtout utilisés pour démontrer que des couches parasitaires s'approprièrent une partie de la valeur produite par les ouvriers productifs

A ce titre ils peuvent constituer des concepts de lutte des couches productives contre les couches parasitaires et se rapportent alors aux mécanismes de la distribution de la valeur produite.

Pour la bourgeoisie naissante "le travail de certains des ordres les plus respectables de la société, de même que celui des domestiques ne produit aucune valeur... Le souverain, par exemple ainsi que tous les autres magistrats civils et militaires qui servent sous ses ordres, toute l'armée, toute la flotte sont autant de travailleurs inproductifs. Ils sont les serviteurs de l'Etat et ils sont entretenus avec une partie du produit annuel du travail des autres ... A cette même catégorie appartiennent aussi bien quelques unes des professions des plus importantes que quelques unes des plus modestes : les ecclésiastiques, avocats, médecins, hommes de lettres de toutes sortes, acteurs, musiciens, chanteurs, danseurs d'opéra etc" (1) K. MARX commente ces appréciations d'A. SMITH sur les travailleurs inproductifs de la façon suivante : "C'est le langage de la bourgeoisie révolutionnaire qui ne s'est pas encore assujéti l'ensemble de la société, l'Etat etc, les catégories qui vivent du produit du travail des autres doivent être réduites au minimum... et ne sont justifiées que dans la mesure où elles permettent l'administration ou le maintien des intérêts de la bourgeoisie productive".(2).

(1) A. SMITH ; "Recherches sur la nature et les causes de la richesses des Nations" ...

(2) K. MARX : Théories sur la plus-value.

On peut partir de la théorisation d'A. SMITH du travail, et de ce fait investissement productif et improductif pour déterminer les multiples formes d'utilisation du surproduit dans une économie en transition.

A. SMITH donne trois déterminations du travail productif qui peuvent en réalité se ramener à deux.

En effet il définit comme productif le travail qui :

- "ajoute de la valeur à l'objet auquel il est appliqué."
- "ajoute à la valeur de la matière première utilisée la valeur de sa propre substance et du profit pour son maître".
- "se fixe et se réalise dans un quelconque objet ou marchandise vendable qui dure au moins quelque temps après que le travail est terminé" (1).

Les deux premières définitions sont interdépendantes, la deuxième ne faisant que préciser le concept de travail productif comme travail créateur de valeur. Ensemble elles définissent le travail productif comme celui qui ajoute de la valeur à l'objet travaillé et reproduit en plus de la subsistance du travailleur, un profit (c'est à dire un surplus) pour le capitaliste ou pour l'employeur en général, qui peut être l'Etat dans une économie non capitaliste. Cela veut dire que seul le travail qui s'échange contre du capital est productif alors que celui qui s'échange contre du revenu ne l'est pas.

On retrouve cette analyse, que le travail productif est tel parce que producteur du profit chez MARX. En effet, pour ce dernier dans le système capitaliste " le but déterminant de la production c'est la plus-value. Donc n'est censé ^{être} productif que le travailleur qui rend une plus-value au capitaliste ou dont le travail féconde le capital"(2)

(1) A. SMITH : "La richesse des Nations ..." op citée p.

(2) K. MARX : Le capital

Cependant il faut souligner qu'il s'agit là d'une détermination spécifique au mode de production capitaliste qui présente l'avantage de ne point séparer les moyens de travail de leur exercice réel c'est à dire du rapport social qu'ils enveloppent et envisagent les forces productives conjointement avec la force qui les lient ensemble.

Au préalable K. MARX a établi une détermination générale dans laquelle le travail productif est défini comme celui qui transforme la matière et qui a un produit.

Il s'ensuit de ce fait que le concept de travail productif est historiquement déterminé. Il est lié à l'économie en phase de transition étudiée par SMITH et dans laquelle les marchands et manufacturiers qui représentent la bourgeoisie ascendante s'oppose à la classe féodale.

Le travail productif ne l'est pas en soi par suite de caractéristiques propres car désormais la notion du travail productif ne renferme plus simplement un rapport entre activité et effet utile, entre producteur et produit mais encore et surtout un rapport social qui fait du travail l'instrument immédiat de la mise en valeur du capital".

Qu'en est-il alors de la deuxième détermination du travail productif c'est à dire de la matérialité des produits dans lesquels s'incorpore le travail productif ? Si elle est la plus connue dans la pensée économique elle n'en est pas moins à la source de multiples débats en particulier sur le degré de matérialité des produits et des services. Les opinions sont très controversées à ce sujet et il n'y a pas non plus unanimité dans la pensée marxiste - par suite de multiples textes pouvant s'interpréter différemment de K. MARX.

Pour les uns la matérialité ne doit pas être comprise comme matérialité physique pour d'autres au contraire cet aspect prime K. MARX lui-même semble avoir évolué sur cet aspect car si dans les "Théories sur la plus-value" il adopte le premier point de vue dans le "Manuscrit sur les Résultats du procès de production directe" et dans le Capital il fait un certain nombre de commentaires qui valident la seconde interprétation.

En effet que le travail soit productif ou non ne se rapporte pas seulement à ce qu'il fournit ou non de la plus value au capitaliste, mais aussi au mode selon lequel il lui en fournit, c'est à dire à ce qu'il peut être ou non le porteur de la force productive du travail transformée en force productive du capital. Le problème du travail productif doit être posé de prime abord dans celui de la structure de la force productive matérielle, alors le travail productif doit avoir un attribut naturel par lequel il peut être regardé comme porteur de la force productive matérielle.

Cet attribut naturel consiste dans le fait que le travail productif se trouve dans le procès de travail matériel. Si le travail n'est pas matériel il ne pourrait être porteur de la force productive, matérielle du travail et par conséquent il ne peut être compris substantiellement dans le capital.

Le travail matériel tend à être de plus en plus compris dans le capital et à devenir l'objet d'échange contre le Capital parce que le travail matériel peut produire de la valeur et par conséquent de la plus value. Le travail matériel est la source originelle d'où le capital tire de la plus-value. Par contre le travail non matériel tend à rester l'objet d'échange contre le revenu et par cela à rester service.

Pour MARX la différence matérielle s'accroît entre l'ouvrier productif et l'ouvrier improductif à mesure que le capital accapare toute la production et il précise que sauf exceptions mineures l'ouvrier productif ne produira que

.../...

des marchandises et l'ouvrier improductif ne rendra que des services personnels. Le travail productif se caractérise par la réalisation de marchandises comme choses, en richesse matérielle. MARX (1) y voit la deuxième détermination accessoire du travail productif.

Ici il faut préciser que l'opinion selon laquelle les professeurs, les acteurs... employés par des entrepreneurs sont ouvriers productifs a été modifiée dans les "résultats du procès de production direct" dans lesquels MARX affirme que "la plupart de tels travaux ne sont guère compris formellement dans le capital et ils appartiennent à la forme de transition... généralement parlant le travail qui ne peut pas être séparé du travailleur et par conséquent qui ne se transforme pas en produit existant en tant que marchandise hors de lui, mais qui peut être exploité directement par le capital, ce travail est en effet le travail salarié, mais il faut le traiter sous une catégorie : travail salarié qui n'est pas travail productif.

Il nous semble alors que cette seconde détermination est significative. Cependant il faut l'apprécier correctement en fonction d'un contexte historique déterminé.

Pour A. SMITH en particulier cette détermination matérielle du travail productif qui s'incorpore dans des biens durables est faite par opposition au monde féodal et traduit une conception toute neuve de l'utilité sociale des biens dont la demande s'exprime auprès de l'industrie naissante. Elle n'est pas, ni même principalement matérialité physique.

(1) K. MARX : Histoire des doctrines économiques t₂, P. 211

2) Travail directement et indirectement productif :

La catégorie des travailleurs "improductifs" est trop large, trop hétérogène puisqu'elle comprend aussi bien des salariés que des non salariés, des travailleurs exploités que des travailleurs qui ne le sont pas. Tous ne sont pas des parasites, tous ne vivent pas de la valeur créée par le travail productif.

Une distinction extrêmement importante est possible à partir de leur position respective par rapport au procès global de reproduction du capital et non plus simplement au procès de production.

Etant donné que le procès global de reproduction est plus large que le procès de production, et qu'il englobe la sphère de circulation, la délimitation va consister à spécifier la place occupée par les travailleurs "improductifs" dans le procès de reproduction, en particulier s'ils s'y insèrent ou non.

MARX fait à ce sujet une distinction très importante qui n'a pas toujours retenu l'attention des économistes, entre :

- travail directement productif
- travail indirectement productif

"directement" accompagne "création" de plus-value dans la sphère de "production".

"indirectement" est associé à "réalisation" de plus-value dans la sphère de "circulation".

Produire directement signifie de ce fait "créer", c'est l'activité de production en soi.

Produire indirectement signifie alors "réaliser", c'est l'activité propre à la circulation. Ainsi "le travailleur du commerce ne produit pas directement de la plus-value."

Le travail directement productif et le travail indirectement productif comporte la différence même qui sépare la production de la circulation. Ces deux concepts permettent alors d'opérer un classement des activités directement productives et indirectement productives. L'intérêt de cette classification provient du fait qu'elle ne recouvre pas exactement la distinction entre les deux sphères de la production et de la circulation.

K. MARX : Le Capital op. citée

C'est ainsi que les activités de transport, de fractionnement en détail et d'emballage (1) qui de par leur nature sont presque toujours associées à des activités de circulation sont classés par MARX comme actes de production. Il se trouve donc du travail directement productif dans la sphère de circulation comme le souligne justement A. BERTHOUD (2).

De même à l'intérieur de la sphère de production l'activité de production stricto sensu est accompagnée d'activités marchandes dont une partie est indissociable de l'activité de production : à savoir comptabilité, trésorerie ... en bref toutes les activités commerciales incluses dans chaque unité de production qui produit en vue de l'échange.

Ces activités qui constituent le "travail de bureau" de l'entreprise médiatisent la transformation de valeur de la forme marchandise en la forme argent et inversement. Elles ne créent ni valeur ni plus-value, mais elles sont un moment nécessaire pour la reproduction du capital. Par ailleurs ce travail a besoin de temps et de force de travail et s'effectue par des travailleurs salariés ; les frais pour ces travailleurs sont des frais de circulation qui viennent de ce fait en déduction du profit total et de faux frais dans la production.

Il y a donc lieu de les diminuer autant que faire se peut pour lutter contre la baisse du taux de surplus de l'entreprise dans une économie qui entend maximiser le surplus réinvestissable, comme c'est le cas de l'économie algérienne. Le salaire des travailleurs salariés commerciaux est déterminé par la valeur de leur force de travail, mais ne crée jamais de plus-value.

Cependant le travail salarié commercial qui ne produit pas directement de la plus-value peut élever indirectement la force productive du capital et le taux de plus-value, en réduisant les frais de circulation du capital.

(1) Le Capital Livre II, T II, p. 582, livre III, T II p. 1048

(2) A. BERTHOUD : "Travail productif et productivité du travail chez MARX",
BERTHOUD édition Maspéro.

Qu'en est-il du travail d'encadrement technique et de surveillance au sein de l'entreprise ? On peut dire que ce ne sont pas les travailleurs individuels et isolés mais les travailleurs collectivement réunis qui sont les exécutants réels de tout le procès de travail. Dans ce cas les différents membres qui constituent tout un mécanisme de production participent au procès de travail de façon indirecte de différentes manières.

Les uns effectuent un travail manuel comme travailleurs musculaires directs. Les autres un travail intellectuel comme ingénieurs, techniciens, contremaîtres et surveillants.

Leurs fonctions étant intégrées dans tout le procès de travail deviennent productives. Ainsi le travail individuel qui participe à tout le procès de travail devient-il travail productif indirectement.

Une place à part doit être assignée au capital marchand ; compte tenu de ce que nous avons dit précédemment, il faut alors opérer une distinction parmi les travailleurs considérés en général comme improductifs, entre les travailleurs du commerce des autres travailleurs.

En effet, les premiers ont pour fonction de convertir les marchandises en argent et de ce fait occupent une place particulière dans les frais de production. Si les travailleurs du commerce ne produisent aucune valeur, ce sont eux qui la réalisent : leur travail est indirectement productif puisqu'il correspond à l'activité de circulation qui réalise la plus-value.

Il faut préciser ici que l'on se situe par rapport au capital social ; (et non par rapport au capital individuel) à ce niveau le capital commercial naît du fait que les opérations commerciales du procès de circulation du capital industriel deviennent indépendantes, lui-même de ce fait prend une forme autonome.

Le capital commercial devenant une fonction indépendante abaisse le temps de circulation du capital en tant que marchandise et réduit de ce fait le capital nécessaire au procès de circulation.

Par suite de la division du travail les frais de circulation sont réduits : **donc** au niveau global moins de temps et surtout moins de capital sont nécessaires pour la conversion.

Une fois autonomisé le capital commercial fonctionne comme capital et rapporte de ce fait un taux de profit lors même qu'il ne crée aucune valeur, parce qu'il doit être rémunéré selon les modalités mêmes du capital industriel. En effet "le capital marchand entre de façon déterminante dans la constitution du taux général de profit en proportion de la fraction du capital total qu'il représente" (1) Il "participe par conséquent à l'égalisation de la plus-value en profit moyen, bien qu'il n'entre pas dans la production de cette plus-value" (2). Il se produit donc un mécanisme de transfert de plus-value social entre les deux types de capital. Il s'ensuit alors que "le profit commercial est donc expliqué non par un procès de création de valeur mais par un transfert qui résulte de la mise en fonction de ce capital" (3).

Ce transfert s'explique du fait que le capital commercial fonctionne dans le procès global de reproduction à travers sa place dans le procès de circulation. Les travailleurs salariés du commerce ont donc une fonction spécifique dans la reproduction globale du capital dans la mesure où elle constitue "un moment nécessaire à la reproduction" (4).

Les autres "improductifs" n'ont pas cette fonction et de ce fait ne suscitent aucun transfert de valeur. Ils sont payés sur la partie de la plus-value qui constitue un revenu : leur emploi constitue une **dépense** improductive.

(1) Le Capital Livre III, T VI, p 296

(2) Le Capital Livre IV, T VI, p 297

(3) P. SALAMA : "Développement d'un type de travail improductif et baisse tendancielle du taux de profit." Critiques de l'économie politique n°10.

(4) Le Capital Livre III, T VI, p 308

Cependant l'analyse de la nature indirectement productif du travail commercial doit être fortement nuancé en fonction de la situation de l'économie sous-développée.

Il est évident que la fonction commerciale est hypertrophiée par rapport à la fonction productive - de ce fait on ne peut considérer l'ensemble des activités commerciales, comme indirectement productives; par contre il nous semble préférable, à ce moment ^{là} de se référer aux déterminants spécifiques de l'économie sous-développée.

3) Les déterminants spécifiques du travail productif au sein de l'économie sous-développée :

Lorsque des activités improductives au sens de SMITH sont absorbées dans la sphère "capitaliste", l'utilisation d'une partie du "profit" se traduit nécessairement par l'extension de travail improductif ; de ce fait le profit ne représente plus intégralement un revenu "progressif".

D'autre part dans le mode de production capitaliste le profit est la détermination principale du travail productif, il s'ensuit que tout travail relevant de la sphère capitaliste est alors classé comme productif, ce qui signifie, ni plus ni moins, la suppression de la distinction : travail productif - travail improductif au sein de l'économie sous-développée.

La seconde détermination du travail productif n'est pas opératoire sans la première, car il s'agit d'une définition historiquement spécifiée.

Les déterminants du travail productif au sein de l'économie sous-développée proviennent du fait qu'il s'agit d'une économie de transition.

A cet effet le concept de surplus au sens de P. BARAN (1) peut nous aider à une première approche.

Tout d'abord on peut retenir à partir de cet auteur que la notion de travail improductif accompagne celle de potentialité ensuite que le contenu du fonds potentiel disponible pour l'accumulation se rattache à la dynamique globale de l'économie.

(1) P. BARAN : Economie politique de la croissance

Par ailleurs la conception smithienne du travail productif sous l'angle de l'existant et du possible n'est opératoire que lorsque le profit constitue entièrement un revenu progressif, c'est à dire, lorsque le niveau des forces productives et leur possibilité de développement sont déterminés par l'utilisation du profit. A ce moment ce dernier exprime non seulement la potentialité mais aussi la réalité du développement. Donc le "profit"⁽¹⁾ ne peut être analysé dans son intégralité comme revenu progressif que s'il y a identification entre l'existence d'un certain niveau des forces de production et la possibilité de développement de ces mêmes forces de production par l'utilisation du "profit".

A partir du moment où il n'y a plus identification de l'existant au possible, c'est ce dernier qui doit servir de critère de référence et non le premier. Cependant tous les deux doivent être historiquement déterminés c'est à dire s'enraciner dans la formation économique concrète. En d'autres termes cela signifie que la notion de travail productif doit recevoir son contenu de l'économie sous-développée elle-même c'est à dire être significative de la transformation progressiste de ce type d'économie ; laquelle s'effectue à travers la dynamique du sous-ensemble "moderne".

Il s'ensuit alors que ce n'est point une catégorie de revenu (profit ou surplus) et donc une classe sociale qui peut être définie comme productive mais "une certaine utilisation du surproduit en référence au possible objectivement défini"⁽²⁾ La transformation de l'économie se faisant par restructuration de l'emploi et croissance, il s'ensuit que sera productif, de ce point de vue, "le travail dont la plus-value produite se traduit par l'extension du capital productif, c'est à dire l'accroissement du niveau des forces productives en particulier à travers l'expansion du salariat par création de capacité de production" (3) ou son utilisation intégrale en cas de sous-emploi.

(1) Au sens de "surplus" ou revenu net d'exploitation - pour inclure le secteur d'Etat, en Algérie

(2) C. BENETTI : L'accumulation dans les pays capitalistes sous-développés, éd. Anthropos, P. 288

(3) C. BENETTI : idem

Il s'agit donc là d'un second déterminant, absolument fondamental.

L'investissement improductif désigne de ce fait l'utilisation du surproduit qui ne se traduit pas par l'extension du capital c'est à dire, de capacités de production. Si l'on considère que la capacité de production constitue le potentiel productif existant à un moment donné du développement il faut préciser de quoi elle se compose.

Elle inclut l'ensemble des facteurs qui déterminent le niveau de productivité sociale et comprend alors :

- les moyens et les méthodes de production
 - . moyens directs ou appareil de production stricto sensu
 - . moyens indirects c'est à dire infrastructures productives ou "services de base"⁽¹⁾ ou d'approvisionnements en énergie, gaz, eau, les transports et les communications."
- la quantité et la qualification de la main d'oeuvre employée dans la production.

(1) Dans le sens où l'entendent les organisations internationales en particulier les services de l'O.N.U.

II PARTIE : Les modalités d'utilisation improductive du surproduit en Algérie :

1) Le travail improductif se rattachant aux formes "traditionnelles" d'utilisation du surproduit au sein de l'économie algérienne

L'analyse du travail productif telle qu'elle a été effectuée par A. SMITH et MARX peut nous servir pour une première délimitation de l'utilisation du surproduit dans l'économie algérienne.

Soulignons la détermination historique du concept de travail productif pour son utilisation adéquate.

Si nous prenons l'analyse de A. SMITH, on perçoit dans l'économie algérienne des manifestations de travail improductif et de dépense improductive dans le sens où il l'entend mais le contexte historique du phénomène a changé, la transition ne se fait pas de la même manière. Ce n'est plus un mode de production plus progressif qui en pénètre un autre et le détruit progressivement mais au contraire nous avons une forme de développement avec expansion d'un sous-ensemble dominant qui réalise le progrès de l'économie mais en même temps reproduit les conditions propres au maintien sinon à l'extension de la dépense improductive et du travail improductif.

On peut préciser ces idées à travers un double aspect.

1) L'intégration de l'économie algérienne au marché mondial capitaliste s'est faite avec le maintien de la rente foncière et des catégories sociales qui vivent de ce type de revenu, or la rente a un caractère régressif par rapport au profit puisque, qu'elle que soient ses formes, le propriétaire la perçoit en vertu de son titre de propriété alors que le profit ne peut se reproduire que par la mise en oeuvre du travail productif au sens de SMITH.

Les propriétaires fonciers - observation valable pour tous les pays sous-développés - ont plus tendance à la consommation qu'à l'investissement productif. La dépense improductive de la rente ralentit la croissance potentielllement possible du taux d'accumulation, le phénomène a été déjà étudié par les économistes classiques, en particulier SMITH et maintes fois mis en relief pour les pays sous-développés.

Ce type de dépense improductive se résoud en augmentation des importations et en hausse du niveau de l'emploi improductif. Cependant la demande globale de travail est plus élevée lorsque la dépense improductive se traduit par l'acquisition de services et non par l'achat de produits de luxe même si le revenu brut et le revenu net restent identiques puisque RICARDO a montré que la demande de travail est déterminée aussi par le mode d'utilisation du produit net dépensé improductivement en plus de la détermination principale par la fraction du produit net dépensée de façon productive.

2) Chez A. SMITH il y a une distinction intéressante entre capitaux "productifs" et capitaux "impropres" ou lucratifs qui est directement rattaché à sa conception du travail productif et qui surgit au passage de la notion du capital individuel au capital social. Pour une société déterminée il ne peut y avoir obtention d'un "revenu" que via la production (1), il en résulte que ce qui constitue des "capitaux" pour les individus ne l'est pas forcément pour la nation.

(1) Un individu au contraire peut se procurer un revenu en cédant l'usage de ses "capitaux".

Note : La Révolution Agraire constitue un acte politique important dans suppression de la rente agricole mais il persiste des rentes dans le secteur immobilier qui ne sont pas moins négligeables.

Alain LIPSEY : Le tribut foncier urbain Maspero 1973
G. VINAY : la rente foncière dans le capitalisme agricole, éd. Maspéro.

En effet le revenu du capital n'est "productif" que s'il constitue un instrument de transformation sociale.

S'il est manifeste qu'est productif le capital qui met en oeuvre du travail productif, il n'en ^{reste} pas moins que l'appréciation de sa "productivité" est du ressort de la société, il s'ensuit que le bien individuel n'est capital que s'il est productif au niveau social.

A partir de ceci, on peut relever de nombreux exemples de biens qui n'appartiennent pas au capital, car non productifs sur le plan collectif, bien que pouvant être fort lucratifs sur le plan individuel : le cas des maisons d'habitation en est le plus important en général. Cependant, en Algérie on est loin d'observer pour ce type d'investissement l'ampleur qu'il revêt dans certains pays sous-développés, malgré la forte urbanisation, des conditions institutionnelles découragent la construction immobilière à caractère collectif. Cependant la concentration des revenus qui s'effectue au profit des capitalistes nationaux (ou même de certains agents de l'Etat qui contrôlent l'accès à certains produits stratégiques) a favorisé la construction résidentielle en grande partie de luxe. Il faudrait pouvoir évaluer l'importance des revenus imputables aux biens immobiliers par rapport à d'autres types de revenus dans le Revenu National pour en apprécier l'importance exacte.

Cependant par suite de l'extension de la monétarisation et de la commercialisation de l'agriculture algérienne, par suite de la mise en place du développement industriel, beaucoup d'activités initialement précapitalistes relèvent de l'activité "capitaliste" ou plus largement "moderne". De ce fait, la notion smithienne de travail productif ne peut rendre compte de ces phénomènes nouveaux et il faut se baser sur les déterminants spécifiques du travail productif dans l'économie sous-développée pour pouvoir les apprécier.

2) Le travail improductif se rattachant aux formes "modernes" d'utilisation du surproduit :

Le développement du sous-ensemble moderne de l'économie algérienne aussi bien dans sa composante capitaliste que dans sa composante étatique s'effectue moyennant une très forte expansion du travail improductif et donc de la dépense improductive et ce, tant à l'extérieur de la sphère de la production de marchandises qu'en son sein même.

A) Le développement de l'emploi improductif à l'extérieur de la sphère de la production. Parallèlement à la faible croissance de l'emploi industriel, on observe au niveau de la création d'emploi le développement des activités de services que l'on range conventionnellement dans la rubrique "tertiaire". Les activités regroupées sous cette catégorie sont très diverses et vont des productions artisanales et capitalistes ou étatiques de services élémentaires ou spécialisés, aux professions libérales, à la production des services publics, au commerce ... etc.

L'importance de l'emploi tertiaire est une constante de l'économie sous-développée en particulier lorsque cette dernière a amorcé un processus de développement qui a donné naissance à un sous-ensemble dynamique -- on peut même ajouter que plus cette formation est récente, plus le développement de l'emploi tertiaire y semble plus important.

On peut admettre qu'une partie de l'expansion du tertiaire peut être attribuée au phénomène de la diversification de la demande de consommation. La fraction correspondante se traduit par la création de capacités de production supplémentaires non pas de marchandises mais de services. Si l'on se conforme à la conception exposée(1), l'investissement et le travail correspondant doivent être considérés comme productifs ou productifs indirectement.

Pendant en dehors de la fraction du tertiaire liée à la demande de consommation il faut incriminer celle liée aux structures de l'offre : il s'agit alors de l'organisation de la distribution des produits.

Certains de ces services sont particulièrement importants dans la phase actuelle de développement du capitalisme de monopole : ils sont "fonctionnellement" liés à l'expansion industrielle. On les retrouve identiques sinon grossis dans l'économie sous-développée.

D'autres sont inhérents aux structures de l'économie sous-développée et viennent s'ajouter aux premières.

Les ressources consacrées à ces activités, quelque soit le profit obtenu, n'élargissent point la capacité de production de biens ou services de l'économie : elles ne sauraient avoir de ce fait un caractère productif.

En ce qui concerne les services publics ils peuvent selon notre critère, être soit productifs indirectement; santé, éducation, soit improductifs : administration, défense...

(1) Les déterminants du travail productif dans l'économie sous-développée.

Qu'est ce qui explique l'hypertrophie du tertiaire dans l'économie algérienne ? Remarquons tout d'abord que cette expansion est antérieure au développement industriel, et découle des effets de l'intégration internationale qui provoqua l'orientation des capitaux locaux et fonciers dans ce secteur.

Avec la naissance et le développement d'un secteur industriel le problème est beaucoup plus complexe. Il faut souligner fortement que la croissance du tertiaire est déterminée ici par d'autres facteurs que ceux mis en relief dans les pays développés capitalistes.

Au contraire, des facteurs spécifiques, liés à l'accumulation nous semblent jouer le premier rôle. En particulier nous pouvons incriminer : l'importance et la croissance de la dépense publique, la trop forte et trop rapide urbanisation, la concentration des revenus au profit de certaines catégories restreintes, Comme facteurs permissifs de la constitution rapide d'un marché des services. Les capitaux essentiellement privés, drainant à leur suite beaucoup de main-d'oeuvre s'orientent vers ce secteur par suite de la facilité d'accès au marché. Par ailleurs le secteur industriel par suite de la distorsion de la structure des investissements et de ses effets sur l'emploi, et le secteur agricole par suite de ses structures productives se révèlent être incapables d'absorber le surplus de la force de travail.

Ce développement du marché des services se fait moyennant le passage direct de la force de travail de l'agriculture vers les services essentiellement urbains. Le passage par le secondaire étant "sauté". Il s'agit en fait plus d'un déplacement du lieu du chômage que d'une absorption du surplus de travail.

Cependant il faut souligner que suite à la pression de la force de travail sur les services que nous avons classé selon le critère retenu comme "productifs" l'augmentation de la capacité de production est plus apparente que réelle.

Cela provient de la trop forte élasticité d'absorption du travail par ces activités, même dans les services organisés sous des formes modernes surtout quand ils relèvent du secteur public en Algérie, ce qui n'est plus le cas quand il s'agit du secteur privé (ceci concerne par exemple les hôtels, restaurants, ...).

Parallèlement à ces derniers il y a floraison de services marginaux dont la productivité est extrêmement faible.

Les effets de la croissance des secteurs non productifs (ex des commerces, des services financiers...) sont plus négatifs encore. En Algérie le secteur commerce a absorbé $\frac{1}{2}$ de la force de travail.

Ce secteur est très hétérogène et de plus comme le remarquait déjà Stuart MILL "la concurrence agit souvent non pas dans le sens de la baisse des prix, mais simplement dans le sens du partage des gains du prix élevé entre un plus grand nombre de négociants".⁽¹⁾ Cette remarque est encore plus frappante dans le cadre de l'économie algérienne comme d'ailleurs de l'ensemble des économies sous-développées.

La trop forte croissance du nombre de commerçants amène d'un côté un accroissement du coût de la distribution et de l'autre la baisse de la part de chacun d'entre eux. Ceci provient du fait que l'entrée dans le secteur y est la plus facile : s'installer petit commerçant à son propre compte ne nécessite ni capitaux importants, ni compétences particulières d'où la croissance rapide de l'emploi sous forme de "travailleurs indépendants".

On peut analyser ce phénomène à la suite de C. BENETTI comme la subvention que la communauté est obligée de payer pour entretenir une fraction du surplus de travail." (2)

(1) S. MILL : Principes de l'économie politique

(2) C. BENETTI : op citée

L'expansion du petit commerce est un des facteurs **aggravant** des tensions inflationnistes en Algérie. Ce genre d'inflation opère un transfert de marges des prix de gros aux prix de détail favorisant l'investissement dans ces secteurs improductifs, il s'ensuit qu'une partie de l'accroissement de la productivité est de ce fait dilapidée.

2) Le développement de l'emploi improductif à l'intérieur de la sphère de production des marchandises. Ici le travail improductif naît du développement de ce que l'on appelle après H. CHAMBERLIN "Coûts de vente" définis comme "toutes les dépenses faites pour s'assurer la demande ou le marché d'un produit" (1) et qui découlent de la structure oligopolitique de la production et des formes de concurrence qui s'y rattachent dans le capitalisme de monopole.

En Algérie il y a transposition de ce phénomène (2) au sein des unités de production amplifié jusqu'à la caricature car les services administratifs, financiers, commerciaux sont relativement beaucoup plus importants (en moyenne) que dans les pays de capitalisme développés alors que les services de production surtout aux niveaux de qualification élevés^v sont plus faibles.

Il est relativement facile de repérer les dépenses de vente effectuées à l'intérieur de la sphère de production (par opposition à la sphère de circulation) dans la mesure où ils demeurent externes au procès de production. Ce l'est déjà moins, lorsque ces derniers pénètrent à l'intérieur même du procès de production : lorsque par exemple l'utilisation des techniques de production les plus récentes nécessite la mise en place de services d'organisation, de coordination etc... Pour tourner ces difficultés et pour pouvoir apprécier facilement, on peut distinguer l'emploi industriel total des travailleurs affectés à la production, c'est à dire entretien et extension de la capacité de production, que l'on peut considérer comme productifs et les travailleurs non employés dans la production qui sont des travailleurs indirectement productifs sinon improductifs.

(1) H. CHAMBERLIN ; La théorie de la concurrence monopolistique P. 136

(2) Et pas pour s'assurer le marché d'un produit puisque le marché fortement protégé leur est acquis compte tenu de la faiblesse de la production.

A partir de cette distinction il devient difficile et surtout faux d'assimiler l'investissement dans la sphère de la production à l'investissement totalement productif. Ce dernier est forcément moindre que le premier par suite du développement du travail impro- productif au sein même de la sphère de production.

Conséquences :

Le développement du travail et de l'investissement impro-ductif se répercutant sur la structure de l'emploi et le rythme de l'accumulation. En effet, l'effet principal au niveau de l'emploi s'analyse comme un déplacement du lieu du chômage qui se camoufle dans les services publics et privés sous forme d'emplois dont certains sont précaires mais qui sont tous totalement impro-ductifs(1).

De la même façon qu'en d'autres pays sous-développés il y a aggrava- tion de la "marginalité urbaine."

D'autre part, suite au développement industriel récent, il y a eu une émergence rapide des classes moyennes du fait précisément du dévelop- pement des services à l'intérieur et à l'extérieur de la sphère de production. Contrairement à celle des pays développés elles ne développent pas donc à partir d'une base ouvrière mais de travailleurs non manuels (emplois publics, services urbains, professions libérales, banques, et des structures organisationnelles des entreprises commerciales) et indus- trielles (publiques et privées). Ces couches moyennes bénéficient d'un revenu relativement élevé et sont par ailleurs, par suite d'un effet de démonstration très fort, très portées sur la consommation ostentatoire, ce qui provoque une distorsion de la structure de leur consommation par rapport à leur revenu en faveur de produits se situant en haut de l'échelle de consommation. L'expansion relative de ces classes est propre à renforcer les facteurs de freinage qui se trouvent au sein de la structure de l'investissement industriel. Dans les pays développés "l'expansion d'activités impro-ductives fournit un contre- poids à l'épargne, stimule ainsi la demande effective et contribue à réduire l'écart entre la capacité de production et la possibilité d'absorption", il n'en est pas de même en Algérie où l'expansion du travail impro-ductif s'explique plus par la faible croissance de l'emploi productif que par l'industrialisation, qu'autre chose.

(1) Surtout les services : cafés, restaurants, vendeurs individuels de sandwich, etc où se contournant dans le marché noir. L'analyse de la fonction et de l'origine de ces catégories reviendrait à analyser la formation économique et sociale algérienne notamment la décomposition des rapports de production pré-capitalistes (secteur agri- cole notamment). Mais cela pose le problème important de l'émigra- tion qui sera développé ultérieurement.

l'origine

Les activités improductives constituent beaucoup plus un exutoire pour la force de travail excédentaire qu'un débouché pour les marchandises.

Il s'ensuit alors que l'utilisation d'une fraction du surproduit de façon non productive tend à ralentir l'expansion de la capacité de production par rapport à ce qui serait techniquement possible. Au niveau du secteur industriel cela se traduit en particulier par une faible croissance de la section I.

(1) Celle remise à la partie intégration traitée par d'autres collègues où une quantification sera traitée pour voir si d'une part il y a installation de la section I au sens de Feld'man -- Manahalobis, d'autre part s'il y a intégration intersectorielle dépendance ou intégration intersectorielle indépendance.

ALCUL DES NORMES

DE PRODUCTIVITE EN

ROUMANIE

NORMES THEORIQUES

PAR

NICULAE

/)/) AITRE DE CONFERENCES D'ECONOMETRIE.

CALCUL DE LA PRODUCTIVITE DU TRAVAIL

1. Introduction :

La productivité du travail représente le plus important indicateur économique de l'activité industrielle. La productivité du travail influence d'une manière directe tous les autres indicateurs économiques, parmi le coût de revient et la production globale.

L'accroissement de la productivité représente aussi l'économie de force de travail qui est, en effet, la loi fondamentale de la société.

Le travail humain peut être regardé ainsi :

- a) comme un travail individuel et alors il s'agit de la productivité individuelle du travail ;
- b) et comme un travail social quand il s'agit de la productivité sociale du travail.

La productivité individuelle exprime la taille de la valeur individuelle des produits et elle dépend du niveau de la technique de qualification des travailleurs etc... La productivité sociale représente la consommation du travail pour la production sociale en conditions normales moyennes de point de vue social, elle est influencée des mêmes facteurs de la production pratique pour l'analyse et la planification de l'activité productive, en fait usage à la productivité individuelle du travail.

2. Le calcul de la productivité individuelle du travail

- Relations de calcul -

La productivité du travail (W), on calcule ainsi :

- a) soit comme le rapport entre le volume de la production (Q) et le temps dépensé (T) pour celui-ci :

$$W' = \frac{Q}{T} \quad \frac{\text{production}}{\text{temps}} \dots\dots\dots (2.1)$$

b) soit comme le rapport entre le temps dépensé (T) et la production (Q) qui a été réalisée dans le temps respectif :

$$W'' = \frac{T}{Q} \quad \frac{\text{temps}}{\text{produits}} \dots\dots\dots (2.2)$$

Remarques :

La relation de calcul 2.1 est la plus souvent utilisée.

Tenant compte du fait que les produits sont réalisés dans le processus de la production, c'est à dire de plusieurs hommes en travaillant à un temps donné, il est nécessaire que le fait doit mettre en évidence.

C'est pourquoi la relation de calcul 2.1, doit être écrite d'une manière plus précise à connaître :

$$W_1 = \frac{Q}{\sum_{i=1}^{t_1} t_i} \quad \frac{\text{produits}}{\text{unité de temps}} \dots\dots\dots (2.3)$$

Ou

$$W_2 = \frac{Q}{\sum_{j=1}^{t_j} t_j} \quad \frac{\text{Produits}}{\text{unité de temps}} \dots\dots\dots (2.4)$$

Où :

t_j

t_i, t_j - Le temps effectué, réalisé (heures, jours, ans) de chaque travailleur (i) ou de chaque salarié (j) ;

$i \in 1, 2, \dots, i..n$ - le nombre de travailleurs,

$j \in 1, 2, \dots, j..m$ - le nombre de salariés.

3. Les unités de mesures pour la productivité du travail

Comme l'on sait, tant pour la production que pour le temps, que nous avons plusieurs unités de mesures.

Le tableau 1 comprend toutes les possibilités concernant la mesure de la productivité individuelle du travail.

TABLEAU N°1

Dimensions pour la productivité	Unité de temps	Dimensions pour la productivité du travail
Unités pécuniaires (D.A)	heures	D.A tête, heure
	jours	D.A tête, jour
	ans	D.A tête, an
Unités naturelles t, kg, m, m ² , m ³ , (U.N)	heures	U.N tête, heure
	jours	U.N tête, jour
	ans	U.N tête, an
Unités naturelles conventionnelles (U.W.C)	heures	U.W.C tête, heure
	jours	U.W.C tête, jour
	ans	U.W.C tête, an

4. Calcul de la dynamique et de l'acroissement de la productivité

La dynamique (W) de la productivité du travail se détermine par le rapport entre la productivité du travail de la période de temps (présente) analysé (W_1) et la productivité de la période (antérieure) de base (W_b) avec la formule :

$$W = 100 \frac{W_1}{W_b} = 100 \left(\frac{Q_1}{T_1} : \frac{Q_b}{T_b} \right) / \% / \dots\dots\dots (4.1)$$

Ou :

- Q_1 - le volume de la production de la période analysée ;
- Q_b - le volume de la production de la période extérieure (de base)
- T_1 - le temps dépensé dans la période analysée ;
- T_b - le temps dépensé dans la période antérieure (de base)

La croissance de la productivité dans la période présente en rapport à la période de base (passée) on calcule ainsi :

$$S_{W_1} = 100 \frac{W_1 - W_b}{W_b} / \% / \dots\dots\dots (4.2)$$

Quand nous connaissons l'économie du temps de travail exprimée par l'économie relative de salariés (E en pourcentage), nous pouvons transformer celle-ci en la croissance de la productivité du travail (S_{W_2}), avec la formule :

$$S_{W_2} = \frac{100 \cdot E}{100 - E} / \% / \dots\dots\dots (4.3)$$

Si, l'on connaît le nombre des salariés qui ont été réduit par la suite de l'acroissement de la productivité (E' %), alors le pourcentage de l'acroissement de la productivité du travail se calcule avec la formule suivante :

$$S_{W_3} = 100 \frac{E'}{N_s - E'} / \% / \dots\dots\dots (4.4)$$

N_s - Le nombre des salariés pour la période considérée calcul en les conditions de la productivité pour la période de base.

Souvent les rapports statistiques des entreprises nous donnent des renseignements concernant au volume de la production et aussi concernant au nombre des salariés pour les différentes périodes du plan, il faut que nous déterminons : quelle est la croissance (q) de la production par la suite de la croissance de la productivité particulièrement.

Pour résoudre un tel problème on recommande la formule suivante :

$$q = \frac{100 \frac{Q_1}{Q_b} - 100 \frac{N_{s1}}{N_{sb}}}{100 \frac{Q_1}{Q_b} - 100} \cdot 100 \text{ .. / \% / (4.7)}$$

Où à côté des symboles Q_1 et Q_b qui me sont connus déjà N_{s1} et N_{sb} représentent les nombres des salariés (ou travailleurs selon le cas) pour la période présente et respective et la période (passé) de base.

Exemple : supposons que :

Q_1	=	50.000 DA
Q_b	=	40.000 DA
N_{s1}	=	220 travailleurs
N_{sb}	=	200 " " "

La croissance de la production par la suite de la croissance de la productivité sera :

$$q = \frac{100 \frac{50.000}{40.000} - 100 \frac{220}{200}}{100 \frac{50.000}{4000} - 100} \cdot 100 = 60 \%$$

Donc, 60 % de $q = Q_1 - Q_b = 50.000 - 40.000 = 10.000$ DA (qui représente l'acroissement absolu de la production), c'est à dire :

$$q_2 = \frac{60 \cdot q_1}{100} = \frac{60 \times 10.000}{100} = 6000 \text{ DA, représente effectivement la crois-}$$

sance de la production par la suite de la croissance de la productivité du travail.

5. Méthode pratique de calcul de la productivité du travail

Le calcul de la productivité nous le faisons avec les tableaux suivants :

TABLEAU 5.1 - Calcul de la productivité globale annuelle par salarié

TABLEAU 5.2 - Calcul de la productivité par travailleur, an, jour, heure

TABLEAU 5.3 - Calcul des indicateurs de la croissance de la productivité

TABLEAU 5.4 - Calcul de la productivité globale par salariés (autre méthode)

TABLEAU 5.5 - Modèle de tableau pour la collection des données des entreprises.

TABIEAU 5.1

CALCUL DE LA PRODUCTIVITE GLOBALE ANNUELLE PAR SALAIRE

L'entre- prise	Période de	base	W_b	Première période	de	W_1
	Production glo- bale annuelle (millions)	Nombre de sala- riés * (milles)	Productivité (production glo- bale par sala- rié)	Production glo- bale annuelle D.A	Nombre de salariés	Productivité $W_1 = \frac{\text{col. 5}}{\text{col. 6}}$
1	2	3	4	5	6	7
A	141	18	780	16	20	800
B	9	12	755	9,5	12	780
C	12	24	500	12,48	24	520
.						
.						
.						
.						
.						
I	17	36	474	19,2	40	480
.						
.						
.						
W	8	2	400	12,6	3	420
Total	60 (100 %)	92 (100 %)	650 (100 %)	69,68 (112)	99 (107)	700

* Salariés = tous les salariés

TABLEAU 5.1

CALCUL DE LA PRODUCTIVITE GLOBALE ANNUELLE PAR SALAIRE

1ère période	DEUXIEME PERIODE			
%	Production globale annuelle D.A	Nombre de salariés	Productivité $W_2 = \frac{\text{col. 9}}{\text{col. 10}}$	Croissance de productivité W_2
$i_w = \frac{W_1}{W_b}$				$i_w = \frac{W_2}{W_b}$
8	9	10	11	12
103 %	16	20	800	103 %
103,2 %	9,5	12	790	104 %
104 %	13,8	2,6	530	106 %
101 %	20	40	500	105 %
105 %	21	5	420	105 %
108 %	20,3 (134)	103 (113)	775	119 %

(travailleurs, techniciens, ingénieurs)

CALCUL DE LA PRODUCTIVITE PAR TRAVAILLEUR, AN, JOUR, HEURE

Entre- prise	PERIODE DE BASE					PREMIERE PERIODE					
	DO N N E E S Production globale D.A (million)	S Nombre des travail- leurs (million)	A T T I S Nombre de jours (million)	T I Q U E S Nombre des heures	P R O D U C T I V I T E $W_{b1} = \frac{col2}{col3}$	P R O D U C T I V I T E $W_{b2} = \frac{col2}{col4}$	P R O D U C T I V I T E $W_{b3} = \frac{col2}{col5}$	DO N N E E S Production globale DA	S T A T I S T I Q U E S Nombre des travail- leurs	S T A T I S T I Q U E S Nombre des jours	S T A T I S T I Q U E S Nombre des heures
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
A											
B											
C											
.											
.											
.											
I											
.											
.											
.											
W											
Total	60	0,08	22,40	168	666	2,66	0,36	69,68	90	25,4	190

$$\left. \begin{matrix} W_{b1} \\ W_{11} \\ W_{21} \end{matrix} \right\} \text{ en } \left[\frac{\text{Million}}{\text{tête, an}} \right]$$

$$;$$

$$\left. \begin{matrix} W_{b2} \\ W_{12} \\ W_{22} \end{matrix} \right\} \text{ en } \left[\frac{\text{Million}}{\text{tête, jour}} \right]$$

$$;$$

- 777 -

[illegible]

TABLEAU 5.3

CALCUL DES INDICATEURS DE LA CROISSANCE DE LA PRODUCTIVITE

Entre- prise	Période 1 $i_{1,b} = \frac{\text{Période 1}}{\text{Période de base}}$				Période 2 $i_{2,b} = \frac{\text{Période 2}}{\text{Période de base}}$				OBS
	$i'_{w_{1,b}} \frac{\text{col 13}}{\text{col 6}}$	$i''_{w_{1,b}} \frac{\text{col 14}}{\text{col 7}}$	$i'_{w_{2,b}} \frac{\text{col 15}}{\text{col 8}}$	$i'_{w_{2,b}} \frac{\text{col 19}}{\text{col 6}}$	$i''_{w_{2,b}} \frac{\text{col 21}}{\text{col 7}}$	$i''_{w_{2,b}} \frac{\text{col 22}}{\text{col 8}}$			
23	24	25	26	27	28	29	30		
A									
B									
C									
.....									
I									
.....									
M									
	1,17	1,04	1,03	1,27	1,16	1,17			

TABELE 5.4

Entre- prise	PERIODE DE BASE			PERIODE ANALYSEE						
	Production globale Q_b	Nombre de salariés N_{sb}	Productivité $\frac{Q_b}{N_{sb}}$	Production globale Q_1	Nombre de salariés coulé à $N'_{s1} W_b$	Economie au nombre de salariés n_{s1}	Nombre de salariés nécessaires H_{s1}	Productivité $\frac{W_1}{N_{s1}}$	Production globale Q_2	Nbre salar $\frac{W_1}{N'_{s1}}$
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
Total	60	0,092	650	69,68	0,107	0,002	0,105	660	75	0,1

$$N'_{s1} = \frac{Q_1}{\cos 1.5} = \frac{\cos 1.5}{\cos 1.4}$$

$$N'_2 = \frac{Q_2}{N_1} = \frac{\text{col. } 10}{\text{col. } 9}$$

$$\begin{array}{rcl} N_{s1} & = & N'_{s2} - r_{s1} \\ N_{s2} & = & N'_{s2} - r_{s1} \end{array}$$

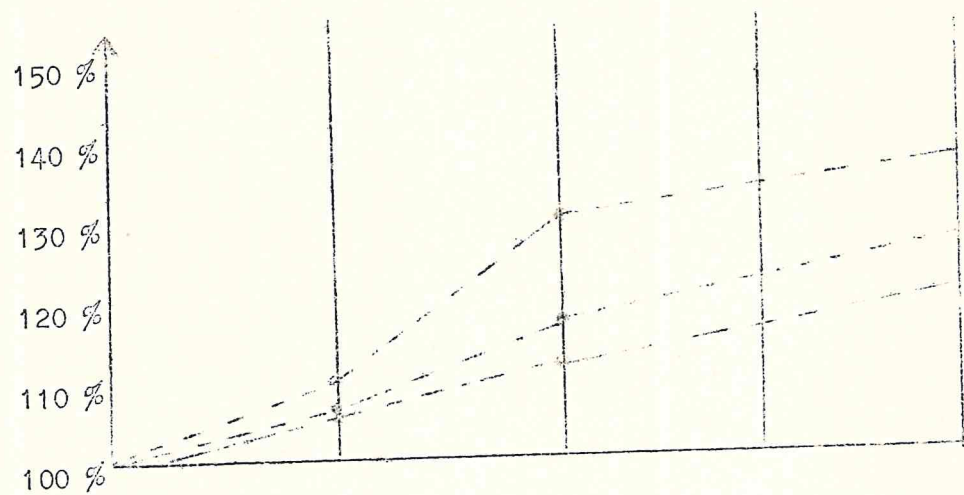
LA CROISSANCE DE LA PRODUCTIVITE					
2ème PERIODE ANALYSEE					
Economie au Cal- culation des sala- riés n_{s2}	Nombre de sala- riés nécessaire N_{s2}	Productivité $Q_2 = \frac{W_2}{N_{s2}}$	$\frac{w_i}{w_b} = \frac{\text{col. } 9}{\text{col. } 4}$	$i = \frac{w_2}{w_b}$	$= \frac{\text{col. } 14}{\text{col. } 4}$
12	13	14			
0,004	0,11	680	101 %		113 %

TABLEAU 5.5

DONNÉES STATISTIQUES NECESSAIRES POUR LE CALCUL DE LA PRODUCTIVITE

	Unités de mesure	A N N E E							OBSERVATIONS
		1970	1971	1972	1973	1974	1975		
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
PRODUCTION globale	Millions D.A.								
PRODUCTION marchandise	Millions D.A.								
TOTAL SALARIES (nombre moyen)	Mille								
TRAVAILLEURS	Nombre moyen (effectifs) (mille)								
	Nombre jours travaillés, total (mille)								
	Nombre heures travaillées, total (mille)								

L'interprétation graphique du problème :



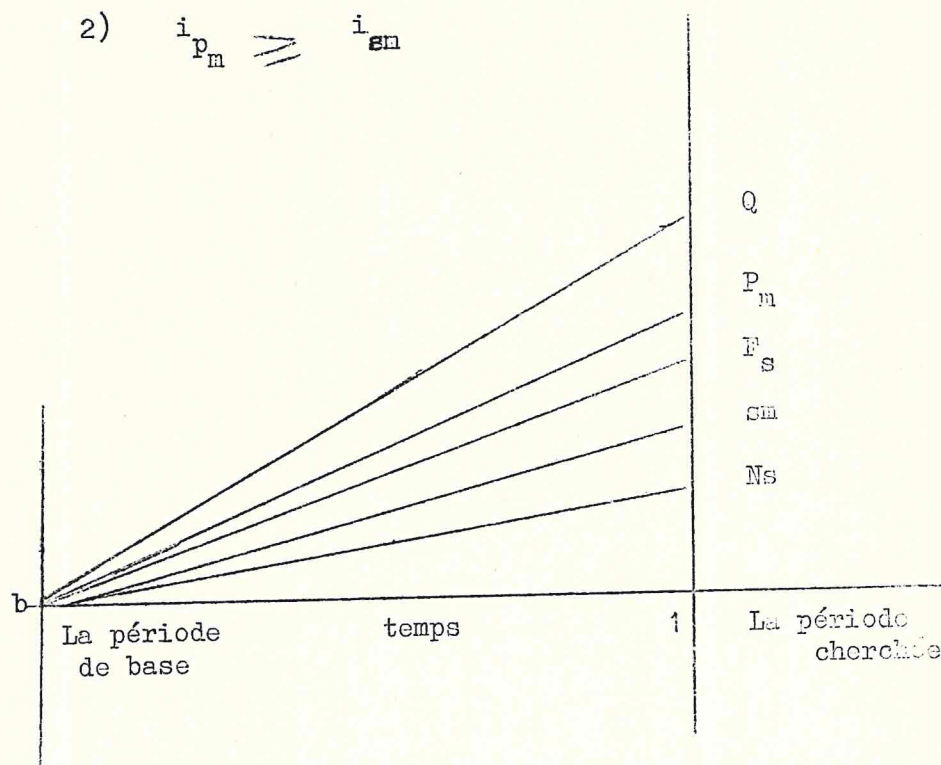
CORRELATIONS :

7) Corrélation nécessairement entre la productivité du travail et les autres indicateurs économiques de base du plan de la production.

Pour créer la possibilité d'élargir la production et implicitement pour la réduction du coût de revient notamment pour l'accroissement du salaire moyen entre l'indice d'accroissement de la productivité du travail (i_{p_m}) et les indices d'accroissement des autres indicateurs économiques de base ($i_Q ; i_{F_s} ; i_{H_s} ; i_{sm}$) doit être la corrélation suivante :

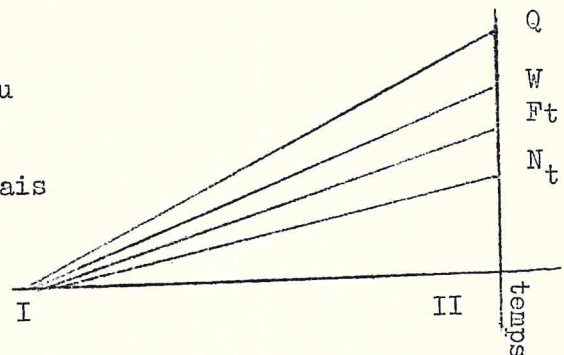
$$1) \quad i_Q \longrightarrow i_{F_s} \geq i_{H_s}$$

$$2) \quad i_{p_m} \geq i_{sm}$$



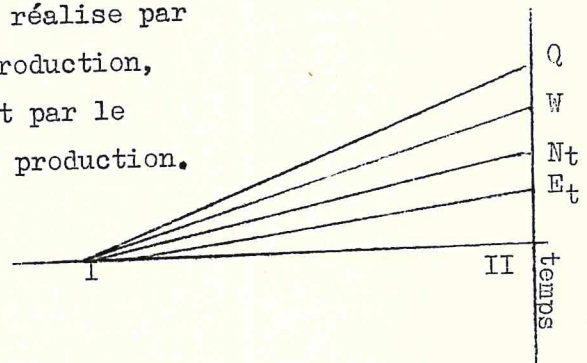
V_3 La production (Q) augmente dans le rythme le plus rapide, les fonds fixes (F_s) augmentent dans une mesure plus petite et le nombre de travailleurs (N_t) augmente le plus lentement.

Dans ce cas la production s'obtient par l'augmentation de la productivité (W) du travail. Le degré de dotation de la main d'oeuvre à fonds fixes augmente aussi, mais leur utilisation est incomplète.



V_4 La production (Q) augmente rapidement le nombre des travailleurs (N_t) moires et les fonds fixes (F_t) moires.

Dans ce cas la production augmente sur le compte de la productivité (W) du travail qui se réalise par l'emploi plus complet des capacités de production, par l'augmentation de la qualification et par le perfectionnement de l'organisation de la production.



6) L'ANALYSE DES RESULTATS DU CALCUL

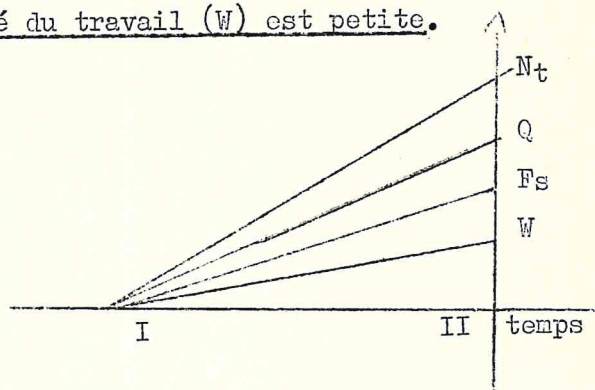
Par rapport au degré d'influence que le nombre de travailleurs et

Par rapport au degré d'influence que le nombre de travailleurs et les
fo fonds fixes l'exercent sur la production et sur la productivité du travail,
c'est à dire sur le niveau du développement industriel régional on distingue
quelques variantes, comme suite :

V_1 Quand le nombre de travailleurs (N_t) augmente beaucoup plus que le
volume de la production (Q) et la valeur de fonds fixes (F_s) augmente dans
la plus petite mesure alors, la productivité du travail (W) est petite.

La naissance de la production est
la suite de la naissance du nombre de
travailleurs.

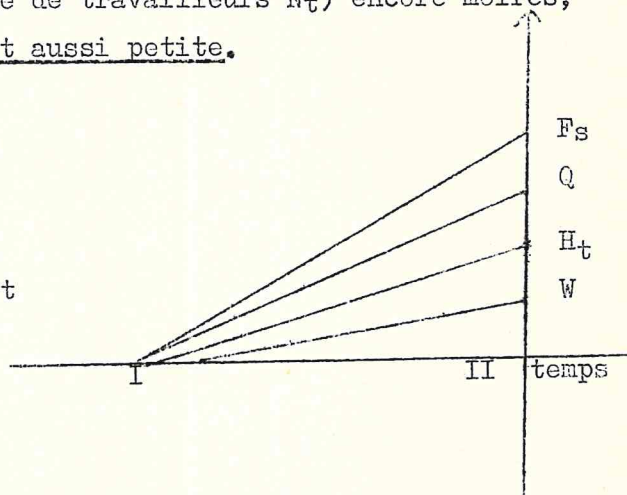
La qualification de travailleurs
et le niveau d'équipement technique
sont réduits



V_2 Quand la valeur des fonds fixes (F_s) augmente rapidement, le volume
de la production (Q) moires et le nombre de travailleurs (N_t) encore moires,
alors la productivité du travail (W) est aussi petite.

La croissance de la production est
la suite de la croissance de la valeur
des fonds fixes

L'utilisation des fonds fixes n'est
pas satisfaisante.



Quelques corrélations de contrôle :

$$i_{pm} = \frac{i_Q}{i_{Ns}} \quad ; \quad \frac{i_Q}{i_{Fs}} = \frac{i_{pm}}{i_{sm}}$$

Remarques :

$$\begin{aligned} \text{a) } i_a &= \frac{Q_1}{Q_b} \quad ; \quad i_{pm} = \frac{P_{m1}}{P_{mb}} \quad ; \quad i_{Fs} = \frac{F_{s1}}{F_{s2}} \\ i_{Ns} &= \frac{N_{s1}}{N_{sb}} \quad ; \quad i_{sm} = \frac{S_{m1}}{S_{mb}} \end{aligned}$$

b) Pour chaque deux périodes consécutives du plan , il faut calculer tous les indices économiques et vérifier la corrélation.

REFLEXIONS THEORIQUES
SUR LES NOTIONS DE PRODUCTIVITE

Par

EL-RASS ASSAD

Docteur d'Etat Sciences Economique

INTRODUCTION: Problématique théorique

Pour bien déterminer les matériaux nécessaires au calcul des productivités, il faut distinguer la notion des productivités moyenne de celle de la productivité marginale. Car, ces matériaux diffèrent suivant qu'il s'agit de calculer les productivités moyennes ou la productivité marginale.

En effet pour calculer les productivités moyennes il faut définir le numérateur et le dénominateur du rapport mesurant la productivité sans avoir besoin de se référer à la notion de fonction de production. Seuls, l'importance et la qualité des données statistiques disponibles et les buts poursuivis par le chercheur permettent de définir ce numérateur et ce dénominateur et, par conséquent, de définir les matériaux de travail, à la lumière des formules de calcul des formules de calcul des productivités moyenne.

Comme son nom l'indique, la productivité moyenne doit mesurer la capacité moyenne de produire des facteurs de production dans une période déterminée et dans un espace déterminé. Donc, il n'est pas question de mesurer les productivités individuelles des facteurs de production (telles que la productivité du premier travailleur, celle du deuxième, celle du troisième, etc..., dans une usine) ni les productivités partielles du même individu, ou machine (telles que la productivité de la première heure, celle de la deuxième, celle de la troisième, etc...). Autrement dit, dans une période déterminée et dans un espace déterminé, la combinaison des facteurs de production est constante (pas de substitution entre facteurs de production). En revanche cette combinaison peut varier d'une période à l'autre et d'un espace à l'autre à la suite de la variation du niveau des techniques de production. Et c'est la tâche

de l'indice de la productivité moyenne de refléter cette dernière variation en comparant les différents niveaux de productivité moyenne à travers le temps ou dans l'espace.

Par conséquent, les matériaux nécessaires au calcul des productivités moyenne sont les données statistiques qu'on choisit à partir de la réalité concrète et à la lumière des buts poursuivis.

Par contre, la productivité marginale nécessite tout un système d'hypothèses qui s'opposent souvent à la réalité.

Par exemple, elle admet souvent que la substitution entre des facteurs de production est possible. Tandis qu'elle suppose qu'à court terme le niveau des techniques de production soit constant (pour que la fonction de production adoptée ne change pas) (1).

Or, cette hypothèse s'oppose à la notion de productivité, elle même. Et lorsqu'on essaye de trouver le facteur temps et en admettant la variation du niveau des techniques de production en introduisant le facteur temps et en admettant la variation du niveau des techniques de production, le nombre d'hypothèses s'élève et l'analyse se complique davantage sans pouvoir sortir effectivement du cadre des hypothèses se trouvant au niveau de l'analyse statique.

(1) Si le niveau des techniques de production varie effectivement, la productivité moyenne ne peut pas le supposer constant, même à court terme. Car, le but même de calcul des productivités moyenne est de mesurer l'effet de cette variation sur la capacité des facteurs de production.

C'est à cause de ces hypothèses que la productivité marginale est une notion relative.

Plus précisément, elle est relative aux conditions hypothétiques particulières qu'implique la fonction de production étudiée. En effet, il se peut très bien que deux productivités marginales, dont l'une est issue d'une fonction de production, l'autre d'une seconde non identique à la première, soient égales. Or, ces deux productivités marginales n'ont pas la même signification malgré leur égalité. Chacune d'elles ne peut se comprendre qu'à la lumière de la fonction de production dont elle est issue. D'ailleurs, elle résulte automatiquement de la définition de cette fonction. Par conséquent, son calcul ne nécessite pas de matériaux autres que ceux que demande l'élaboration de la fonction dont elle est issue.

Pour calculer la productivité moyenne d'un certain facteur de production, il faut qu'on dispose des renseignements statistiques concernant le volume de la production résultant de l'emploi de ce facteur et le volume dépensé de celui-ci en vue d'obtenir cette production. Car la formule générale de mesure des productivités moyenne est la suivante :

Productivité du (ou des)
facteur(s) de production =
étudié (s)

Volume de la production
Volume du (ou des) facteur(s)
de production dépensé pour
obtenir cette production.

..../..

Immédiatement, surgit un problème. Comment, en effet, mesure t-on le volume de production et le volume des facteurs de production? Est-ce à l'aide des unités physiques (tels que: le mètre, la tonne; la pièce le travailleur,.....)?

Il n'est pas difficile de constater qu'une telle mesure n'est souvent pas possible et que lorsqu'elle est possible elle présente de graves inconvénients En effets, il n'est pas possible de calculer le volume physique de la production lorsque celle-ci est hétérogène.

(Bâtiments, pétrole, produits chimiques, etc....).

Tandis que lorsqu'elle est suffisamment homogène (tel un produit pharmaceutique déterminée) la mesure de la productivité à l'inconvénient de ne pas permettre la comparaison du résultat du calcul à d'autre résultats concernant d'autres produits. D'autre part le rapport dit de productivité physique, concernant un produit assez homogène, ne peut aucunement servir à l'échelle macro-économique où l'agrégation des produits dont chacun est, en soi, suffisamment homogène donne un agrégat trop homogène.

Est-ce qu'on peut alors mesurer le volume à l'aide de la pondération des quantités physiques par leurs prix? A première vue, c'est impossible. Car, s'il s'agit de mesurer la productivité globale exhaustive des facteurs, le rapport de productivité doit toujours être égal à l'unité et ce en vertu de l'égalité comptable.

Somme des Emplois = Somme des ressources.

Tandis que, s'il s'agit de mesurer l'un des rapports dits de productivités spécifiques le rapport de productivité reflète l'importance des éléments de coût ne figurant pas ou dénominateur de ce dernier rapport.

.../...

Pour sortir de l'impasse, on calcule les volumes à l'aide de pondération des quantités physiques par le prix constant (au lieu des prix courants). Pour les comparaisons dans le temps, les prix constants sont les prix d'une année dite de base. Ils sont les prix de l'un des pays comparés (à condition qu'il ne soit pas le pays dont on mesure la productivité). Lorsqu'il s'agit des comparaisons dans l'espace.

Mais, cette pondération comporte un grave inconvénient qui est le suivant:

Le prix choisi comme élément de pondération est tout de même un prix qui doit-être influencé par les mouvements de transfert de valeur provoqués par des échanges inégaux qui, sont à leur tout, provoqués par des évolutions inégales des niveaux des techniques de production des différentes unités de production participant aux opérations d'échanges étudiées. Ce prix peut-être trop au dessus ou trop au dessous du prix qu'implique un échange égal, ce qui, dans le premier cas, surestime les volumes calculés et dans le second, les sousstime.

D'autre part, l'inflation déforme, elle aussi, la réalité même si les échanges inégaux n'existent pas. Car, le prix de l'inflation est un prix qui gonfle exagérément les volumes si on le choisit comme un élément de pondération. C'est pourquoi on s'efforce de choisir une année de base dans laquelle les fluctuations des prix sont les moins fortes.

Mais pour les comparaisons dans l'espace, on n'a pas le choix à faire lorsqu'il s'agit de comparer deux branches ou deux nations. Car le prix de l'une des deux branches (ou notions) comparées doit, dans ce cas, servir nécessairement comme élément de pondération pour l'autre et, réciproquement, le prix de cette dernière doit servir comme élément de pondération pour la première.

../..

En plus même si le choix de l'année de base, pour les comparaisons dans le temps est convenable (1) la mesure de la productivité ne sera pas pour autant absolue, elle mesure, au contraire, relative :

- D'abord elle est relative à l'année de base, car tout un changement de base de pondération entraîne un changement à l'indice de productivité.

- Ensuite, elle est relative au système de prix tout entier qui, à supposer qu'il échappe à tous les inconvénients précédemment cités, n'est cependant conforme à la réalité. Car le phénomène de la dépréciation du capital entraîne forcément la baisse du prix unitaire réel des produits, ce qui se traduit par une baisse de l'élément de pondération.

- Enfin, elle est relative à l'unité de mesure des quantités physiques de produits. En réalité, personne ne peut assurer que deux unités de produits différents (telles que : une tonne d'acier et une petite voiture) sont équivalentes du fait que chacune d'elles vaut 3000 dinars.

Comment peut-on, dans ces conditions, étudier correctement la croissance économique : les prix et leur variation. Le niveau de vie et sa variation, les effets sociaux qu'entraînent ces phénomènes, etc...

(1) A mesure que l'année de base est loin de l'année comparée s'éloigne de la réalité, alors que, à mesure qu'elle est proche de l'année comparée, le rapport dit de productivité spécifique ne reflète que l'importance des éléments de coût ne figurant pas au dénominateur de ces rapports. Cela explique pourquoi l'année de base ne doit être ni très loin, ni très proche de l'année comparée il faut changer de base de temps en temps.

Si les mesures de productivités sur lesquels se fonde l'étude de ces phénomènes ne sont ni corrects, ni absolue?

Comment peut-on saisir les volumes de produits et de facteurs à partir des valeurs (prix de marché ou coûts de facteurs) alors que l'accroissement de son volume correspond à une valeur déterminée. Autrement dit, comment peut-on saisir les volumes de produits à partir des valeurs de ceux-ci alors que le rapport :

Valeur de Produit
Volume de Produits

ne reste pas constant qu'il varie en même temps que la productivité et qu'il diminue à mesure que la productivité augmente, ce qui veut dire avec l'accroissement de celle-ci exister un écart entre le volume de produits et la valeur de ceux-ci et que cet écart s'élargit à mesure que cet accroissement continue?

Il est évident que les "Volumes de produits" dont il s'agit ne sont pas ceux- des unités réelles (tels que: le mètre; la tonne, la pièce etc....) mais les "Volumes d'unités abstraites" qui sont valables pour la mesure de tous les produits et que, selon ce qui précède, la mesure de la productivité n'est pas correcte lorsqu'on met en oeuvre une unité "réelle" pondérée par le prix."

Pour mesurer correctement la productivité, il faut utiliser comme moyen de mesure des volumes de produits une unité abstraite générale", c'est à dire une unité valable pour la mesure de tous les produits.

Mais les erreurs et les inconvénients que comportent les méthodes de calcul (fait à partir des unités réelles simples ou pondérées par le prix) des rapports dits de productivité n'empêchent que ces méthodes sont jusqu'à présent les seules utilisées pour le calcul des productivités. C'est pourquoi le travail concret aux calculs de productivité des unités de production ne fera pas abstraction de ces méthodes. Il tâchera, au contraire, de mettre en

../..

oeuvre toutes les formules dites de productivité que les données statistiques disponibles permettent d'appliquer.

En plus en essayera de recalculer les productivités de ces unités de production selon une nouvelle méthode qui reposera sur le calcul des volumes abstraits de produits.

Ainsi le domaine consacré à la recherche des productivités moyennes comportera dans notre travail, deux sous domaines: le premier réservé à l'application des formules classiques, le second, à la nouvelle méthode.

I. LES FORMULES CLASSIQUES DE PRODUCTIVITE.

A)- La formule dite de productivité globale des facteurs

1)- Au numérateur

- A l'échelle Nationale: La production peut se définir selon ses "Emplois" dans la comptabilité nationale. Or, la comptabilité nationale algérienne distingue les "Emplois suivants" :

- Les consommations des Ménages
- Les consommations des Administrations
- La formation Brute de Capital fixe (F.B.C.F.)
- Les Variations de Stocks
- Les Exportations.

Il est évident que le calcul de la productivité globale des facteurs à l'échelle de l'Algérie ne sera pas l'essentiel de notre travail. Mais il n'est pas moins évident que les influences économiques réciproques les complexes industriels peuvent figurer parmi les objectifs fondamentaux de ce travail. C'est pourquoi, on formule ici

../..

le souhait d'obtenir des renseignements statistiques concernant la production nationale que nous venons de citer ainsi que des renseignements concernant les facteurs de production nationaux dont nous parlerons plus tard afin de calculer la productivité globale des facteurs à l'échelle de l'Algérie.

- A l'échelle de la branche (ou de la firme):

C'est la production donnée par le compte d'exploitation ou le chiffre d'affaires, qui doit-être prise en considération. Il s'agit donc de la production finale brute ou de chiffres d'affaires.

Ces définitions appellent les précisions suivantes:

Quand à la "production" finale brute le mot "finale" veut dire que tous les produits qui sont sortis de l'appareil productif au cours de l'année sont inclus, alors que le mot "brute" veut dire l'amortissement n'est pas déduit. Selon cette définition de "production finale brute" et selon les pratiques de certaines entreprises qui construisent, elles mêmes, une partie de leurs produits d'équipements, celle-ci est comptée dans la production finale de ces entreprises. Mais, si les branches se distinguent selon les produits (produits principaux), les produits faisant l'objet d'auto-équipement entre non pas dans la branche qui les a produits mais dans la branche produisant des produits d'équipement. Dans ce derniers cas, il est préférable de calculer la productivité deux fois, une première selon la définition de la "production finale brute" et une deuxième selon la convention comptable.

Quand au chiffre d'affaire, il faut qu'il soit consolidé. D'autre part, il faut prendre considération les variations de stocks et corriger le chiffre d'affaires selon ces variations. Si, au cours de l'année, le volume de produits alimentant les stocks est supérieur au volume de stocks vendus, la différence

../..

entre ces deux volumes doit-être ajoutée au chiffre d'affaires. Dans le deuxième cas, c'est à dire si le premier volume est inférieur au second, on retranche la différence du chiffre d'affaires.

2) a. Le dénominateur du rapport mesurant la productivité : les facteurs de production. Il faut entendre par facteurs de production les "éléments de coût". Ainsi les facteurs de production englobe: le travail, les consommations courantes le capital, les intérêts, les rentes foncières les bénéfices et les impôts. Nous allons examiner un par un tous les éléments précédents.

a. - Le travail

Le travail est généralement mesuré à l'aide de l'heure de travail. Mais l'agrégation des heures de catégories différentes de travail et l'agrégation des éléments de coût dont le volume du travail fait qu'on pose le problème de l'hétérogénéité de ces heures entre elles et des éléments de coût entre eux. Pour l'homogénéité à ces deux niveaux en même temps on pondère à tous les éléments de coût (y compris les heures de travail). Ainsi, les volumes obtenus seront tous en valeur et, par conséquent, l'homogénéité qu'on cherche qu'on cherche est assurée.

Au sujet de la pondération des heures de travail, celle-ci doivent être pondérées par les coûts horaires (toutes charges comprises). Pour se conformer à la notion d'éléments de coût, il est préférable que l'on se réfère aux heures "payées" et non aux heures "ouvrées" bien que certains auteurs préfèrent se référer à ces dernières. Car, il est contradictoire de penser que le volume de travail prend son importance du volume physique réel des heures dépensées (donc absentéisme payé exclu) alors que certains éléments de coût (tel que les impôts et les bénéfices) sont les valeurs qui n'ont aucune référence à des dépenses réelles en facteurs de production.

../..

b. - Les consommations courantes

Les produits et services nationaux utilisés pour la production nationale sont appelés "consommations intermédiaires". Si l'on s'y ajoute les consommations de produits importés, on obtient les "consommations courantes". Cela veut dire que à l'échelle des branches les données statistiques concernant les consommations ne peuvent-être obtenus directement à partir du tableau d'échanges inter-industriels. Car celui-ci fournit des consommations intermédiaires et non courantes.

D'autre part, le tableau d'échange inter-industriels nous permet d'obtenir des consommations faites dans l'année même si les consommations ne correspondent pas exactement à la production faites dans l'année. En effet, certaines industries (telles que les constructions navales comme exemple extrême) connaissent des processus de production de très longue durée qui dépasse l'année. Par conséquent le tableau d'échanges inter-industriels fait état de deux parties de production : l'une résultant de la consommation d'une partie seulement du travail dépensé dans l'année, l'autre résultant de la consommation d'une partie seulement du travail dépensé dans le passé. Il faut donc tenir compte des variations de stocks.

Ces remarques étant prises en considération, la notion de consommations courantes est identique à l'échelle de l'entreprise et à celles des branches définies par la comptabilité nationale.

Dans ce cas, les droits et taxes sur importation sont inclus dans les consommations courantes.

../..

c. - Capital

Il s'agit du capital représentant l'ensemble des immobilisations à amortir pour la production. La consommation de ces immobilisations est appelée "amortissement". Le volume de l'amortissement figure au dénominateur du rapport mesurant la productivité sous le nom "facteur capital".

La notion d'amortissement économique appellent les remarques suivantes:

- Le capital structure hétérogène est composé d'investissements successifs.

- L'amortissement n'est pas dû seulement à l'utilisation du capital fixe pendant le procès de production. Car, celui-ci s'use, tombe en désuétude de même s'il est en repos. Cela doit être pris en considération lors du calcul des amortissements.

- Entre le moment de la construction de l'équipement et, le moment du calcul de l'amortissement de cet équipement une période très longue peut s'écouler. Il est normal qu'à la fin de cette période les conditions économiques se trouvent changées. Dans ce cas, il faut prendre en considération ces changements lors du calcul de l'amortissement en actualisant le coût de cet équipement. Etant donné que les unités de production dont on calculera les productivités sont toutes jeunes, on n'aura pas besoin de renseignements statistiques concernant le passé maintenant. C'est pourquoi, le problème de disparition de certains produits ne se pose pas d'ici quelques années. Par conséquent, on n'aura moins de difficultés lors de l'estimation du capital fixe que donnent les pays développés.

Il est à remarquer que la notion de l'amortissement économique que nous venons de voir une notion relative à la comptabilité nationale et qu'elle diffère quelque fois celle qu'adopte l'entreprise. En effet, pour l'entreprise privée l'intérêt fiscal

../..

et financier de celle-ci passe avant l'intérêt scientifique. Ainsi par exemple, tandis que la comptabilité nationale considère les grosses réparations comme faisant partie des immobilisations, donc du capital fixe à amortir, la comptabilité de l'entreprise quand à elle, préfère, pour des raisons d'ordre financier, les considérer comme faisant partie des frais généraux.

Il est préférable de calculer les amortissements selon la notion d'amortissement économique. C'est pourquoi, nous vous conformerons à cette notion dans la mesure du possible.

d. - Les intérêts

Nous avons évoqué plus haut problème de calcul des volumes de produits. Le même problème se pose lors de calcul des volumes des facteurs de production. Mais l'importance de ce problème est moindre lorsqu'il s'agit des consommations courantes, du travail et des amortissements que lorsqu'il s'agit des intérêts des rentes foncières, des impôts et des bénéfices. L'importance du problème au niveau de ces derniers éléments de coût rend utile d'en parler à propos de l'examen de ceux-ci.

Pour les intérêts, le problème se pose comme suit: le capital emprunté et l'intérêt sont l'un et l'autre des valeurs. Or, ce calcul des volumes résultants comme nous l'avons vu, de pondération des quantités physiques actuelles par leur prix à l'époque de base. Si l'on peut considérer l'intérêt comme prix du capital emprunté, il est évident que celui-ci n'est pas une quantité physique. Comment devons nous, dans ces conditions, calculer les volumes? Deux solutions sont possibles. La première élargit la notion de l'élément de coût "intérêts" ou détriment de l'élément "bénéfices", en ce sens que le premier élément couvre non seulement les intérêts payés au tiers pour la partie du capital que prête celui-ci à l'unité de production, mais aussi la rémunération, affecté au reste du capital de celle-ci à titre d'intérêts. Grâce à cet élargissement, le capital total de l'unité de production sera

../..

l'objet d'application de taux de l'intérêt. L'assimilation de ce capital aux bien d'équipements de l'unité de production permet d'obtenir une quantité physique (représentée par ces équipements) correspond à un prix (représenté par le taux de l'intérêt). D'où le volume que nous cherchons.

La deuxième solution limite l'application de l'élément de coût "intérêts" ou seul capital emprunté au tiers. Celui-ci est alors assimilé à une quantité physique (plus précisément au prix d'une quantité physique) et est l'objet d'application du taux moyen d'intérêt à l'époque de base.

La deuxième solution est préférable parce qu'elle est plus réaliste. C'est pourquoi, nous avons tendance à l'adopter plutôt que la première.

e. - Les rentes foncières

Pour les rentes foncières le problème de calcul des volumes est relativement facile. Car, toute rente foncière correspond nécessairement à une terre déterminée. Par conséquent, on peut considérer la rente comme un prix et la terre comme la quantité physique correspondante. D'où le volume qu'on cherche : la rente par unité de surface, à l'époque de base, multipliée par le nombre d'unités de surface.

Si l'unité de production est, elle même, propriétaire de terrains qu'elle exploite, il est possible de considérer la rente foncière comme un des revenus de cette unité de production, capital qui sera le support physique du volume qu'on cherche à calculer. Donc celui-ci sera obtenu à l'aide de la multiplication de ce capital par la rente, à l'époque de base, correspond à une unité de celui-ci.

Toutefois nous faisons ici la même remarque que nous avons faite plus haut à propos des intérêts, à savoir qu'il est inutile notre cas de recourir à de telle solutions si les unités

../..

de production dans celui-ci n'a pas de coût, c'est à dire qu'elle perd sa raison d'être en tant qu'élément de coût. Par conséquent, la productivité relative à la rente foncière n'a pas de sens.

f. - Les impôts

Pour l'impôt, il n'y a pas d'autres solutions que de calculer son volume à partir de l'assiette auquel est lié cet impôt et le taux d'imposition, à l'époque de base, correspondant au produit imposé lorsqu'il s'agit d'impôt indirect et au catégorie de revenu imposé lorsqu'il s'agit d'impôt direct.

g. - Les bénéfices

Pour les bénéfices, on peut considérer qu'une part de ceux-ci correspond aux services qui rend l'entrepreneur à l'unité de production. Par conséquent, ces services sont considérés comme du travail, mais du travail; des non salariés". La multiplication du volume de celui-ci par sa rémunération unitaire à l'époque de base nous permet d'obtenir le volume du travail des "non salariés" qu'on cherche à calculer.

Cependant, ce que nous venons de calculer ne correspond qu'à une seule part des bénéfices. Il reste donc la seconde part qui peut-être considérable qu'on appelle profits purs". Pour calculer le volume de ceux-ci on multiplie le pourcentage de profit pur, à l'époque de base, par le capital total de l'unité de production dont on mesure actuellement la productivité. Mais il faut, dans ce cas, tenir compte de ce qui suit :

B. - Les autres formules classiques de productivité

a) - La productivité nette au travail

Au numérateur du rapport mesurant cette productivité figure la production finale brute moins les consommations courantes et les amortissements et au dénominateur figure le seul facteur de travail.

../..

b) - La productivité brute du travail

Au numérateur du rapport mesurant la productivité figure la production finale brute et au dénominateur le seul facteur travail.

c) - Le revenu réel moyen par heure ou par tête

Au numérateur du rapport mesurant ce revenu moyen figure le revenu réel (volume des revenus corrigé par un indice général des prix des produits) et au dénominateur figure le travail (masse de salaires corrigés par un indice général des produits de consommation), le revenu étant composé des salaires et des profits.

L'application de cette formule à l'échelle des branches ou des secteurs n'est pas conseillée pour les deux raisons suivantes:

- Les revenus réels de certaines branches peuvent évoluer parallèlement bien que leurs productivités évoluent très inégalement;

- Les prix des produits d'une branche varient, en général, tout autrement que les prix des biens de consommation achetés par personnes qui tirent leurs revenus de cette branche.

d) - La productivité totale des facteurs

Au numérateur du rapport mesurant la productivité finale brute sous déduction ou bien des consommations courantes, des amortissements et des impôts indirects ou bien des consommations tout court (consommations intermédiaires importés): On peut même faire figurer au numérateur la production finale brute sans aucune déduction. Tandis qu'au dénominateur figure le travail et le capital.

../..

e) - La productivité intégrale du travail

Le rapport mesurant la productivité dite "intégrale" du travail se définit comme suit:

Au numérateur figure la quantité de produits étudiés de type bien déterminé D;

Au dénominateur figure les consommations :

1. En travail passé: consistant en heures dépensées pour la construction des outillages et la production des matières premières ou des matières auxiliaires utilisés.

2. En travail passé : consistant en heures de travail dépensées pour l'entretien et la réparation des usines et des outillages:

3. En travail présent (ici le travail doit-être entendu au sens le plus nécessaires à l'élaboration de cette quantité de produits.

Cela nous permet d'écrire le rapport de productivité intégral du travail comme suit :

Productivité intégrale du travail	=	$\frac{\text{Quantité de produitsde type D}}{\text{Nombre d'heures detravail nécessairesà l'élaboration inté-grale de ces produits.}}$
--------------------------------------	---	--

A partir de la relation comptable :

Valeur de la production = valeur des facteurs de
production

../..

On peut écrire :

Quantité de produits de type D	Prix unitaire = Nombre d'heures de travaux X de ces produits; nécessaires à l'élabo- ration intégrale de ces produits.
-----------------------------------	---

X Revenu horaire de ce travail.

A l'aide de cette dernière égalité, la formule précédente de la productivité intégrale du travail prend forme suivante :

Productivité intégrale.	Revenu horaire du travail nécessaire à l'é- laboration intégrale de la qualité de pro- duits de type D
=	
	Prix unitaire de ces produits.

Ce pourcentage de profit pur est obtenu à l'aide du rapport du profit pur au capital total de l'unité de production choisie comme base de pondération (donc qui existait à l'époque de base);

- Il faut que le rapport :

<u>Masse des salaires</u>
Capital total de l'unité de production.

appartenant à cette unité choisie soit le même que celui qui appartient à l'unité de production dont on mesure la productivité.

c. - Le surplus de productivité et sa répartition selon
les formules précédentes.

1. Problématique théorique

Le surplus de productivité est la différence entre le volume de produits et le volume de facteurs de production dépensés pour obtenir ces

../..

produits. Or selon la notion de "volumes", qui découle des formules de productivité que nous venons de passer en revue, le volume d'un produit est la quantité de celui-ci multipliée par son prix à l'époque de base. A partir de cette notion le surplus de productivité s'écrit comme suit :

$$u = . . l s$$

Considérons maintenant la valeur ajoutée nette des amortissements au prix du marché; donc, abstraction étant faite de la participation du "facteur capital" à la production. Dans ces conditions, l'égalité comptable :

$\text{Valeur de la production} = \text{Masse de salaires} + \text{Bénéfices}$
--

Peut s'écrire sous forme de "volume", comme suit :

$$\text{Valeur de la production} = l s + u$$

Cela implique que les bénéfices s'identifient au volume du surplus (u) et le volume des facteurs de production (l s) figurant dans la première égalité reflète la répartition entre la masse salariale et le volume de surplus, celui-ci allant entièrement aux bénéfices.

Cependant, on suppose que cet équilibre ne puisse pas se maintenir à la suite d'un nouvel accroissement entraîne des modifications à tous les niveaux : au niveau de production, à celui des prix de celle-ci, à celui du nombre d'heures de travail et à celui des bénéfices. Supposons que ces variations se représentent successivement par ce qui suit : ., pour le niveau de la production, d, pour le prix de celle-ci,

../..

$\frac{dL}{L}$, pour le nombre d'heures de travail, $\frac{ds}{s}$, pour le salaire et $\frac{du}{u}$, pour les bénéfices. Le nouvel équilibre peut-à l'aide de la dérivation de la dernière égalité, être représenté par l'égalité suivante :

$$P d + d P = s d L + L d s + d u$$

D'où

$$P d - s d L = d P + L d s + d u$$

Etant donné que l'accroissement du volume de la production est donné par $(P d)$ et celui du facteur travail par $(s d L)$, l'expression $(P d - s d L)$ doit représenter l'accroissement du surplus. Cet accroissement n'est plus identique à celui des bénéfices, car, on suppose dorénavant que la masse des salaires $(L d s)$ figurant au second membre de l'égalité précédente. D'autre part, la variation du prix de production $(- d P)$, figurant, elle aussi au second membre de cette égalité traduit la baisse des prix de produits provoqués par l'accroissement de la productivité. On dit alors que le consommateur draine lui aussi, une partie de l'accroissement du surplus de productivité. Enfin, $(d u)$ veut dire les bénéfices drainent la dernière partie de l'accroissement du surplus.

En somme, le premier membre de la dernière égalité représente l'accroissement du surplus de la productivité et le second membre représente la répartition de cet accroissement.

La division de l'égalité précédente par (P) nous permet d'écrire :

$$\frac{d}{P} - \frac{L s}{I} \frac{d L}{L} = - \frac{d P}{P} + \frac{L s}{P} \frac{d s}{s} + \frac{u}{P} \frac{d u}{u}$$

..../..

Et avec :

$$\frac{u}{P} = \frac{P - I_s}{P} = 1 - \frac{I_s}{P}, \quad (I_s / P) = m, \text{ on peut écrire:}$$

$$\frac{d}{l} - m \frac{d l}{l} = - \frac{d P}{P} + m \frac{d s}{s} + (1 - m) \frac{d u}{u}$$

m, étant comme on le voit, la part des salaires totaux dans la production. Cette dernière égalité fait apparaître les taux de croissance des divers éléments de l'égalité (1). Ainsi, $(d/)$ représente le taux de croissance de la production, $(d l / l)$ le taux de croissance des effectifs employés - $(\frac{m d l}{l})$ étant l'effet de la crois-

sance de ceux-ci ou l'importance de l'accroissement du volume du travail (les salaires s'étant constant) par rapport au volume de la production (le prix P étant constant) -, $(- d P / P)$ le taux de décroissance des prix, (ds/s) , le taux de croissance des salaires - $(\frac{m ds}{s})$ l'importance de l'accroissement de la masse salariale par rapport au volume de la production (le prix P étant constant) - et $(d u / u)$ le taux de croissance des bénéfices - $(1 - m) \frac{d u}{u}$ étant l'accrois-

sement des bénéfices par rapport au volume de la production (le prix P étant constant).

Le premier membre de l'égalité s'appelle le taux de productivité.

Le second reflète la répartition des fruits de la croissance.

La formule précédente est due à M. Pierre Massé. Certaines formules vont plus loin. Ainsi, la formule.

../..

$$= \frac{Q}{H P_a g}$$

de M.A.L.A. Vincent prend en considération non seulement la production, le travail et la population active, mais aussi, la population totale, la consommation des ménages et le glissement catégoriel. Cela permet à cette formule de mettre en lumière :

- La réduction des durées de travail,
- L'accroissement de la population totale par rapport à la population active.
- Les investissements productifs et la construction de logements,
- Les utilisations collectives (enseignement, recherche activité culturelle, défense nationale, etc..)
- Les utilisations au profit de l'extérieur (sous déduction des héritages qui en proviennent).

Mais cette formule est valable pour les recherches qui se situent à l'échelle nationale. Nous verrons, au cours de notre travail, dans quelle mesure elle peut-être appliquée à l'échelle de la branche.

2. - LISTE DES DONNEES NECESSAIRES AUX CALCULS PRECEDENTS.

Les données statistiques nécessaires peuvent-être divisées en deux catégories : la première concerne les données statistiques de l'année de base, la seconde concerne les périodes suivantes.

a) Les données statistiques concernant l'année de base:

- Les prix de tous les produits (y compris les prix des produits actuellement disparus;

../..

- Le salaire dans les différentes catégories de travail (y compris dans les travaux qui n'existent plus ultérieurement,

- Les différentes charges salariales

- Les rémunérations de cadres (toutes catégories) et leurs différentes charges;

- Le pourcentage de profit dans les différentes unités de production;

- Le (ou les) taux d'intérêt, les différents taux d'imposition, les primes d'assurance, etc..

- Le taux de change (1).

b) Les données statistiques concernant les périodes suivantes :

- Les investissements successifs depuis l'année de base jusqu'à présent;

- Tous les éléments nécessaires à la construction d'un T.E.E. : production consommations, investissements, variations de stocks, exportations, importations; etc...

(1) Le choix de l'année de base n'est pas facile. Car, il faut, que en général, celle-ci ne soit ni trop loin ni trop proche de la période actuelle, qu'elle ne comporte ni hausse importante, ni baisse importante des prix (c'est à dire qu'il faut que les prix de l'année de base se caractérise par une stabilité relative), que les renseignements statistiques nécessaires y soient assurés, etc....

- Tous les éléments nécessaires à la construction d'un compte d'exploitation à l'échelle de l'entreprise: la production, salaires, consommations courantes (consommations intermédiaires plus consommations des produits semis-finis importés à l'étranger et consommés dans la production), amortissements, charges financières, impôts indirect, rémunérations des cadres (y compris les rémunérations des entrepreneurs), les profits etc...

-----oOo-----

/// METHODE DE

PRODUCTIVITE ABSTRAITE

DU

TRAVAIL MATERIEL

PROPOSITIONS POUR LE CALCUL DE LA
PRODUCTIVITE GLOBALE ET SECTORIELLE

PAR

EL RASS

DOCTEUR D'ETAT EN ECONOMIE.

Les difficultés et inconvénients des méthodes de mesure du volume de produits, que nous avons vus plus haut, nous ont amené à proposer une nouvelle méthode de mesure, que nous avons appelée: méthode de la productivité abstraite du travail matériel.

L'ambition de cette méthode est de pouvoir saisir l'évolution du volume "abstrait" d'un produit (parallèlement à l'évolution du niveau des techniques de production), correspondant à un volume déterminé c'est à dire constant) de dépense en force de travail. La nouvelle méthode n'obéit pas à la contrainte - dominant actuellement toutes les méthodes de calculs des productivités - qui veut qu'on ne peut choisir que l'une ou l'autre des deux mauvaises solutions suivantes: mesurer les volumes de produits ou bien à l'aide des unités physiques telles que : le mètre, la tonne, la pièce, etc... ou bien à l'aide de l'unité monétaire. Et c'est grâce à cette non obéissance que la nouvelle méthode sera, peut-être supérieure aux méthodes classiques.

Le fait que les mesures réelles (faites à l'aide des unités physiques et monétaires) sont, comme nous l'avons vu, incapables de donner une explication exacte de la réalité, nous ont amené à recourir à des mesures "abstraites". Notre unité de mesure de la valeur et des produits sera l'heure de dépenses en force de travail. Cependant une différence importante existera entre l'heure mesurant la valeur et celle mesurant les produits. Pour la mesure de la valeur, il s'agit de mettre une oeuvre l'heure effective (ou son équivalent) alors que pour mesurer le volume de produits, il s'agit de mettre en oeuvre une heure mesurant le volume de produit qui s'obtient à l'aide de la dépense d'une heure en force de travail si les techniques de production sont nulles. Plus précisément, l'heure mesurant les produits correspond à un volume de produit portant une valeur correspond à une unité de valeur. Par conséquent, le volume de produit s'obtient, comme dans les calculs habituels, à l'aide de la division de la valeur globale de celui-ci par sa valeur unitaire.

Mais il n'est pas possible de mesurer le volume de produits à partir de la productivité avant que celle-ci ne soit préalablement connue.

../..

durant des siècles

Pendant longtemps ~~l'homme travaillait~~ l'homme travaillait sans faire appel à aucune technique de production, et sa production étant juste suffisante pour l'entretien de sa force de travail (1). Avant ces époques, il n'y avait pas de surplus de produits. Par conséquent, l'heure de dépense en force de travail ne permet pas d'obtenir une seule unité de produit qui est juste égale à cette heure (ni plus ni moins). Car, si cette unité est supérieure à l'heure, il y a surplus et si elle lui est inférieure, il y a insuffisance d'entretien de la force de travail. Autrement dit la productivité du travail d'avant les époques historiques s'écrit comme suit :

$$\text{Productivité du travail} = \frac{1 \text{ H (pro.)}}{1 \text{ H (dép.)}} = 1$$

avec : 1 H (produits) = une heure de produits

1 H (dépenses) = une heure de dépenses en force de travail

Cela veut dire que lorsqu'il y a absence totale des techniques de production, la productivité ne peut-être ni supérieure, ni inférieure à l'unité.

Faisons maintenant au cas où l'on dépense aux époques modernes 1 H (cap.) c'est à dire une unité de travail passé (capital), en plus de 1 H (dép.). Dans ces conditions, le volume de produits obtenus sera supérieur à la somme des deux volumes dépensés: celui du travail dépensé (1 H (dép.)) et celui du capital dépensé 1 H (cap.). Si l'on retranche le volume du capital dépensé 1 H (cap.) du volume de produits obtenus, on obtient le volume de produits correspondant aux seules dépenses en force de travail 1 H (dép.). Désignons ce dernier volume de produits par (P (n)). Cela nous permet d'écrire :

(1) C'est que l'on appelle la reproduction simple au sens du terme :

../..

$$\text{Productivité du travail} = \frac{P(n)}{H(\text{dép})} \quad 1$$

On constate donc que le surplus de produits et, par conséquent de productivité n'a pu être obtenu que grâce à l'utilisation du capital. Celle-ci a en réalité permis d'obtenir non seulement l'équivalent du capital consommé, mais en plus, un surplus de produits grâce à l'amélioration de la capacité créatrice du travail. - Celui-ci pouvant désormais de produits plus que ce qu'on dépense en force de travail.

Nous expliquons ce phénomène comme suit: la consommation d'une unité de capital, par la force de travail, lors de la dépense d'une unité de celle-ci double la capacité créatrice de cette force (1), comme si celle-ci avait pu rendre vivant le travail passé dépensé, tout en permettant à celui-ci de continuer d'exister dans les nouveaux produits sous forme de capital de même valeur qu'auparavant, autrement dit, la consommation dans la production d'une unité de capital par une unité de travail est équivalent à la mise en service de la production de 2 unités de travail et d'une unité de capital, mais, les premières séparément de la seconde.

(1) C'est pour nous une hypothèse, de travailleur. Elle consiste en ce qui suit: dans la production le volume du capital consommé par rapport au volume de la force de travail consommée est un indicateur très satisfaisant du niveau des techniques de production. Or, la capacité de produire du travail et, par conséquent la productivité du travail ne dépendent pas de ce niveau. Dès lors, le niveau des techniques de production se mesure à l'aide de la vitesse de consommation du capital par le travail. Si conformément à notre exemple l'unité de travail consomme une unité de capital, cela veut dire que cette vitesse est égale à l'unité (c'est le rapport d'une unité de capital à une unité de travail). Mais, lorsque le niveau des techniques de production est égale à l'unité toute unité de dépenser en force de travail crée (en produits et non en valeur) non seulement son équivalent, mais en plus une unité de surplus qui s'explique par le niveau de technicité du travail égal à 1, c'est à dire par l'augmentation d'une unité de la capacité de production du travailleur.

$$\text{Productivité du travail} = \frac{P}{1H (\text{dép.})}$$

$$= \frac{\text{L'équivalent de } 2H (\text{dép.})}{1 H (\text{dép.})} = 2$$

Le numérateur de ce rapport peut-être calculé à partir du volume de travail vivant dépensé et du volume de travail dépensé. Car l'on a toujours :

Volume de produits nets du capital	=	Volume de dépenses en force de travail	+	Volume de dépenses en force de travail (équivalent du volume du capital dépensé).
---	----------	---	----------	--

(I)

(II)

Le volume de dépenses (II) est ce qu'on appelle le surplus de productivité. Si l'on suppose que l'unité de celui-ci s'échange contre une unité de valeur, la valeur gagnée par le vendeur de ce surplus ne sera autre chose qu'une valeur équivalente à la valeur du capital dépensé. Selon cette hypothèse, le prix des produits figurant au numérateur se compose du volume des dépenses en force de travail, c'est à dire de la valeur nouvellement créée et le prix du surplus, c'est à dire l'équivalent de la valeur du capital dépensé :

../..

$$\begin{aligned}
 \text{Prix des produits} &= \text{Valeur nouvellement} + \text{Equivalent du} \\
 \text{figurant au numé-} &= \text{crée} \quad \text{capital dépensé} \\
 \\
 &= \text{Valeur de la produc-} + \text{Valeur du surplus} \\
 &= \text{tion nette du capital} \\
 \\
 &= \text{Valeur de la production nette du seul ca-} \\
 &= \text{pital} \\
 \\
 &= \text{Prix de vente de la production nette du} \\
 &= \text{capital}
 \end{aligned}$$

Il en découle que le numérateur du rapport mesurant la productivité est égal au prix de vente de la production nette du capital.

Car :

$$\begin{aligned}
 \text{Prix de vente de la} &= \text{Valeur de reproduction} \quad \text{Valeur} \quad \text{Valeur} \\
 \text{production brute} &= \text{nette du capital et du} \quad \text{du} \quad + \quad \text{du} \\
 &= \text{surplus} \quad \text{surplus} \quad \text{capital} \\
 \\
 &= \text{Valeur de la production nette du seul ca-} \\
 &= \text{pital} + \text{Valeur du capital} \\
 \\
 &= \text{Prix de vente de la production nette du} \\
 &= \text{capital} + \text{Valeur du capital}
 \end{aligned}$$

../..

Et, étant donné que le dénominateur de ce rapport est égal au volume de dépenses en force de travail, c'est à dire à la valeur de la production nette du capital et du surplus, nous pouvons écrire la première forme de la productivité abstraite du travail matériel ($PATM_1$) comme suit :

$$PATM_1 = \frac{\text{Valeur de la production nette du seul capital}}{\text{Valeur de la production nette du capital et du surplus}}$$

ou

$$PATM_1 = \frac{\text{Prix de vente de la production nette du capital}}{\text{Prix de vente de la production brute - 2 fois le capital.}}$$

Il est à remarquer que l'inconvénient de l'utilisation des prix par les méthodes classiques de calcul de la productivité ne se pose presque pas ici. Car, les variations de prix que redoutent ces méthodes sont, pour la $PATM_1$, au contraire souvent l'indicateur le plus fidèle de la productivité et de sa variation.

D'autre part l'unité monétaire et l'unité physique n'ont plus ici un rôle à jouer dans la mesure du volume de produits. Car celui-ci est désormais obtenu comme suit :

$$\text{Volume des produits} = PATM_1 \times \text{Nombres d'heures de travail dépensées pour obtenir ces produits}$$

../..

Ainsi donc, nous pouvons obtenir le volume de la production en heures de travail abstrait. Or, cela à un grand avantage pour la construction du tableau d'inputs-outputs en produits (1)

D'autre part, la division de la valeur de produits créée, dans une notion déterminée et dans une année déterminée, par le volume de ces produits (mesuré en heure de travail abstrait) nous permet d'obtenir le prix unitaire de produits qui doit-être égal au salaire unitaire simple (1) dans notion (2). La différence entre ce prix et la valeur unitaire de produits d'une certaine unité de production, se trouvant dans cette même notion, constitue le volume de transfert de valeur par unité de produits échangés entre cette unité de production et l'autre unité coéchangiste. Ce transfert est négatif ou positif selon que cette valeur unitaire est supérieure ou inférieure au prix unitaire national.

A partir des différents transferts réalisés dans la société ou peut construire un tableau de transferts intersectoriels. Ce tableau permet de localiser les activités qui risquent de devenir des centres d'attraction pur les capitaux et la gamme de toutes les autres activités intermédiaires dont une part tend à se rapprocher des premières et une autre tend à se rapprocher des secondes.

(1) Il ne s'agit pas ici des produits mesurés en volume résultant de la multiplication de la quantité physique des produits par leur prix, mais, des produits en heures de travail abstrait, dont le volume reflète immédiatement le surplus de productivité si on le compare avec le volume de dépenses en heures de travail effectif

et aussi, il s'agit d'une hypothèse de travail qui sera discutée suffisamment au cours de notre travail.

(2) Ici, nous sommes en présence d'une notion fermée. L'ouverture de celle-ci ne porte aucune modification aux raisonnements précédents. Car, lorsqu'il y a ouverture, la notion de l'ensemble des unités de production, liées entre elles par un circuit d'échanges internationaux remplace celle de la nation.

a) La notion de la vitesse de consommation de la force de travail:

Il s'agit de calculer le rapport du temps qui comportent les repos entre les gestes dont l'accomplissement est nécessaire à l'exécution du travail étudié, au temps total qu'on passe dans l'usine pour cette exécution, ou le rapport de temps que comporte cet accomplissement à ce temps total. Ce rapport s'obtient à l'aide d'une simple enquête.

b) La notion du coefficient de la force de travail mobilisé:

Il s'agit de calculer le rapport du volume des muscles mobilisés (du travailleur) au volume total des muscles dans le corps humain moyen. Ce rapport s'obtient à l'aide d'une enquête et des renseignements relevant du domaine médical.

c) La notion de la résistance externe au corps humain :

Il s'agit de la résistance que rencontre la masse des muscles mobilisée en agissant sur la matière. Cette résistance peut-être mesurée par unité de poids (kg. par ex.).

Bien que non habituels, les problèmes posés dans a), b), c) ne sont cependant pas difficiles (comme on le constate à partir de ce qui précède).

2. INCONVENIENT

- Le problème de la rente due aux conditions naturelles de production.

L'exemple qui illustre le plus ce problème est la rente minière. Il est évident que les fluctuations de cette rente ne répondent pas à des seules variations du niveau des techniques de production, mais aussi au rapport de force qui existe entre économies dominantes et économies dominées, et à la position stratégique de l'énergie dans la production. Autrement dit, ces fluctuations n'obéissent pas aux

../..

formulations décrites précédemment pour expliquer les phénomènes économiques à partir des variations des niveaux de productivité des différentes unités de production et à partir des rapports d'échange dominants.

Pour ne pas rester prisonnier de ce dernier inconvénient, on propose une deuxième forme de la productivité abstraite du travail matériel : $PATM_2$.

Pour échapper aux fluctuations de prix non contrôlées par nos formulations, nous essayerons de calculer la productivité à partir des salaires seuls. L'idée centrale sera, comme dans le calcul de $PATM_1$, de saisir un indicateur valable du niveau des techniques de production.

Cet indicateur sera dans le calcul de $PATM_2$, la masse des salaires dépensés pour obtenir le capital consommé dans la production par rapport à la masse des salaires distribués pour la consommation de la force de travail nécessaire à l'élaboration de la production actuelle. Désignons la première masse par Sc et la seconde par St . L'ensemble des salaires anciens et nouveaux sera désigné par S . Par conséquent l'on a :

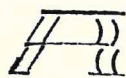
$$S = Sc + St$$

Le niveau des techniques de production k sera égal à S/St . Dans ces conditions, la $PATM_2$ s'écrit comme suit :

$$PATM_2 = \frac{kL}{L}$$

avec: L = le nombre d'heures effectivement dépensées pour l'élaboration de la production actuelle.

Tous les avantages que comportent le calcul du volume de produit selon la $PATM_1$, joueront en faveur du volume de produits KL calculé à partir de la $PATM_2$.



REFLEXIONS D'ORDRE GENERAL

SUR

LE SUJET DE RECHERCHE

Par

Abdelkader DJEFLAT

Stratégie d'industrialisation dans une perspective planifiée = impact
au niveau de l'intégration et de l'emploi - 1967 - 1977
- 1980 - 1985

Le sujet ainsi formulé peut à notre avis être interprété de plusieurs façons. Nous n'en citerons que les deux principales.

- 1) L'interprétation restrictive ou étroite
- 2) L'interprétation large

1) L'interprétation étroite ou restrictive :

Dans cette interprétation, le travail consisterait dans l'étude de l'impact au sens strict du terme de l'industrialisation sur l'intégration intersectorielle d'une part et sur l'emploi de l'autre.

Ainsi il s'agirait de voir si la stratégie d'industrialisation adoptée en Algérie a eut l'effet attendu sur l'intégration et l'emploi d'une part et d'autre part si dans le futur (période de 1980 à 1985) l'intégration intersectorielle et l'emploi seraient réalisées et à quel degrés ?

Il ressort de cette interprétation étroite du sujet quelques points importants qu'il est bon de mentionner notamment d'un point de vue méthodologique :

- 1) - Que la stratégie d'industrialisation adoptée et appliquée en Algérie serait considérée comme une donnée de départ à laquelle il serait impossible de "toucher" et qu'il faudrait par conséquent prendre comme telle.

.../...

2) Que le travail consisterait en une mesure de l'intégration intersectorielle d'une part et de l'emploi de l'autre.

En ce qui concerne la période 1980 - 1985 une simple étude prévisionnelle suffirait sur la base des données des 10 dernières années déterminer les tendances futures.

3) Que le travail analytique profond devrait laisser la place à un travail statistique assez élaboré, dont nous ne minimisons pas l'importance.

CONCLUSION :

Ainsi comprise, l'étude à notre avis relèverait beaucoup plus de ressort d'ingénieurs staticiens qui sont beaucoup plus habilités à faire ce travail que nous.

II L'interprétation large ou analytique :

Il s'agirait dans cette seconde interprétation non seulement de faire une étude quantitative des phénomènes d'intégration et d'emploi mais aussi d'analyser les racines profondes qui ont fait que l'intégration intersectorielle et l'emploi restent encore faibles (à prouver).

D'un point de vue méthodologique, il faudrait à notre avis partir d'une analyse quantitative des phénomènes d'intégration et d'emploi et les relier progressivement à la stratégie d'industrialisation appliquée en essayant de dégager à chaque niveau de l'analyse les facteurs importants qui ont soit constitué un frein à une intégration intersectorielle suffisante et à un niveau d'emploi souhaité soit exercer un impact positif mais pas suffisant sur l'emploi et intégration.

Ainsi selon cette seconde interprétation il nous apparaît impossible de séparer la problématique de l'intégration et de l'emploi de celle de l'industrialisation dans le contexte algérien. Un bon nombre d'études pourraient à cet effet nous servir de points de départ malgré les nombreuses critiques qu'on pourrait leur adresser.

Ainsi poursuivant l'analyse du modèle d'industrialisation en relation avec l'intégration et l'emploi, nous serions amenés à nous pencher sur le problème de l'insertion de l'Algérie dans le marché international. L'aspect qui retiendra particulièrement notre attention dans le phénomène de l'insertion serait constitué par les facteurs qui au niveau de l'insertion ont bloqué et qui risquent de bloquer encore davantage à l'avenir l'intégration intersectorielle et l'emploi. Il est de notre avis que la majorité des problèmes de l'insertion résident dans deux aspects importants.

- 1) Pierre SALAMA : Le procès de sous-développement Coll. MASPERO 1972.

.../...

- le premier aspect étant constitué par le type de technologie choisie est "transférée"

- le deuxième aspect étant constitué par les rapports qui s'établissent entre le vendeur et l'acheteur de technologie d'une part et les stratégies aussi bien de ventes des pays "du centre" ou industrialisés et les pays de la périphérie ou semi-industrialisés.

Ce n'est qu'après avoir bien saisi dans quel cadre aussi bien économique, social, politique et humain la technologie est transférée, que nous pourrions éventuellement comprendre les facteurs de blocage ou tout au moins de freinage de l'intégration et de l'emploi en Algérie.

Ceci d'une façon très générale.

Nous voyons ainsi à travers une brève description de ces 2 approches du sujet que la seconde à l'avantage non seulement d'inclure la première approche mais aussi de la dépasser de présenter un travail analytique profond et étendu.

Un certain nombre de points ont besoin d'être clarifiés cependant :

1 - L'étendue du sujet comme le présente la deuxième interprétation ne doit en aucun cas nous faire oublier la profondeur de l'analyse requise.

Vu les moyens disponibles cela pourrait paraître trop ambitieux . Il est à espérer à cet effet que notre équipe pourrait bénéficier d'un certain nombre de travaux déjà effectués par les équipes spécialisées du C.R.E.A. notamment en ce qui concerne - la distribution du revenu

- les modèles de consommation

- les problèmes de transfert de technologie

Notre tâche consisterait ainsi non pas incorporer la totalité des travaux qui ont pu être fait par ces équipes spécialisées mais à essayer de les relier à la problématique de l'intégration et de l'emploi qui constitue notre préoccupation majeure.

De ce fait un travail de sélection et d'adaptation serait nécessaire ce qui aurait pour avantage d'éviter le chevauchement de travaux et le gaspillage d'effort.

.../...

2 - Il est absolument nécessaire que la relation entre l'intégration intersectorielle et l'emploi soit bien claire et bien établie dans l'esprit de chacun des membres de notre équipe. De même qu'il est nécessaire que les rapports modèle d'industrialisation intégration soient bien compris.

A cet effet un certain nombre d'approches théoriques ou de modèles théoriques pourraient nous servir de point de départ pour une réflexion beaucoup plus approfondie.

Il nous faudra notamment nous demander quelle est la validité de cette séparation, quels sont les aspects positifs et négatifs de chacune d'elles et finalement comment vont-elles nous aider à ~~nous~~ approfondir notre analyse du modèle d'industrialisation algérien et de ses relations avec l'intégration et l'emploi.

3 - Les secteurs auxquels nous nous intéresserons en particulier seront les secteurs qui au départ ont été considérés comme source "d'effets d'entraînement" et par conséquent les hydrocarbures avec ses différentes branches, la mécanique, la siderurgie et l'électricité.

Nous nous intéresserons particulièrement aux aspects qualitatifs et quantitatifs de l'intégration : c'est à dire au taux d'intégration d'une part et au type d'intégration que ce modèle d'industrialisation permet.

Là il nous faudra réfléchir sur la séparation faite entre "intégration intersectorielle dépendance et intégration intersectionnelle indépendance (1)

1) Suggestion du Comité Scientifique du C.R.E.A.

4 - Il nous faudra clairement déterminer quel est le facteur prioritaire dans notre étude : d'intégration ou d'emploi ? Et si une telle question ne peut être posée il nous faudra alors justifier pourquoi nous les mettrions tous deux sur le même pied d'égalité.

CONCLUSION :

Ces réflexions d'ordre général et éparses ne se veulent nullement être exhaustives. Beaucoup d'autres idées sont suscitées par ce travail. Nous nous contournons pour notre part seulement à formuler notre préférence pour l'interprétation élargie du sujet.

O.M.R.S.

C.R.E.A.



REFLEXIONS SUR POINTS CRITIQUES

Juin 1977

Mr A. DJEFLAT

I - Modèle de l'intégration et de l'emploi c'est ce par quoi on pourrait appeler le modèle Algérien.

Questions que l'équipe se pose :

- Est-ce que effectivement le modèle d'industrialisation est un modèle d'intégration et d'emploi, seulement ?
- Les objectifs de satisfaction de la consommation interne ne sont-ils pas aussi importants.
- Quelle est l'importance relative de l'intégration par rapport à l'emploi que le modèle a déterminé.
- Quel est la place de l'objectif d'intraversion dans le modèle d'industrialisation Algérien (cf = Intégration dépendance).

II - Pourquoi est ce que la sidérurgie et la pétrochimie seraient 2 secteurs pertinents à l'ensemble du secteur industriel Algérien.

- Une réponse à ce point particulier à peut être donnée que sur la base d'un certain nombre d'hypothèse :

- Les industries à effet d'entraînement tels que les conçoivent le modèle Algérien sont les industries lourdes qui dans notre cas sont :

- la sidérurgie
- La pétrochimie
- Les constructions mécaniques

L'on assume que si l'effet d'entraînement existe au premier degré, il existe forcément dans les autres phrases.

- Pétrochimie, sidérurgie et constructions mécaniques sont les industries les plus vieilles en Algérie et par conséquent permettent une étude statistique plus précise.

- L'effort est porté sur les branches de production considérées comme stratégiques au sens économiques et politiques du terme.

III - Donner un contenu à l'intégration et à l'emploi.

Intégration : vise à la création d'une complémentarité technico-économique et sociale.

- Tout investissement constitue une condition préalable technico-économique à l'existence d'autres investissements.

- Le développement est la réalisation d'un processus de déséquilibres successifs . On lance une industrie, celle-ci étant donnée la complémentarité nécessaire est susceptible d'entraîner la mise en place de nouveaux projets qui réagit sur le 1er en l'accéléralant.

- Accroissement de la productivité marginale et sociale (AMS)

- Accroissement du taux d'activité

IV - Est-ce que l'intégration serait comprise comme une série de liaisons intersectorielle ?

L'intégration serait un élément beaucoup plus poussé dans la mesure où il y a l'élément qualitatif qui entre en jeu :

Ainsi l'on appelle industrie motrice ou investissement moteur les industries qui ont pour effet principal l'apparition "économies" dont ont besoin d'autres investissements qui vont précisément profiter de ces économies.

Les investissements entraînés peuvent se situer à 2 niveaux de l'investissement moteur soit en amont soit en aval. On retrouve ainsi l'effet de complémentarité verticale.

La définition qualitative du concept d'industrie industrialisante fait que ce dernier ne diffère pas dans son principe opératoire du concept d'industrie lourde. Il n'en diffère pas non plus par le contenu.

Selon DE BERNIS les industries industrialisantes sont constituées par la sidérurgie, les industries mécaniques, la chimie et les industries électromécanique dans la mesure où celles-ci constituent un apport à l'équipement industriel.

D'ailleurs DE BERNIS note qu'on a affaire à des industries qui appartiennent au secteur de biens de production hautement capitalistiques et de grande dimension. "Nous retrouvons là le contenu et la définition des industries lourdes".

Si l'on pousse l'analyse plus loin sur le plan du choix des industries, le concept d'industries industrialisantes rejoint parfaitement le schéma Léniniste de la période de transition, schéma qui reste la préférence en matière d'industrialisation.

En effet l'intérêt du concept industrie industrialisante est de nature explicative. On choisit les industries de biens de production non parce que LENINE l'a tracé et parce que ce fut le choix du 1er pays socialiste mais parce que seules elles permettent un déplacement de la désarticulation et une intégration. Le concept avancé par DE BERNIS libère en somme le choix des industries de production de leur signification idéologique.

Les auteurs anglo-saxons possèdent leur propriété à l'inverse du schéma soviétique. Le concept de DE BERNIS permet de rejeter à partir d'arguments seulement technico-économiques, les priorités en faveur d'une mise en place d'une croissance

La priorité en faveur de la mise en place des conditions d'une croissance
balancée des industries de bien de consommation. La critique du modèle de FIDMAN
MEHANOBIS permet à DE BERNIS de montrer que sans que les besoins exprimés
puissent être satisfaits dans leur totalité, les politiques qui envisagent de
stimuler la consommation ne sont pas contraires au développement :

Le problème se pose en termes de PRIORITE et non de choix absolus en faveur
de l'un ou l'autre type d'industrie.

La faiblesse de la nature opératoire du concept et des propriétés en général
de Mr DE BERNIS tient à la non exploitation des concepts sur lesquels il
appuie son analyse.

1) - Il ne présente pas la structure de l'ensemble sous-développé, cela le
conduit à un certain nombre de facilités d'analyse :

ex : distinction entre secteur moderne et secteur traditionnel

2) - Le but à atteindre étant défini en termes de libération humaine le projet
institutionnel et politique, la libération vécue de l'homme dans une société
dominée n'est jamais explicitée. Cette ambiguïté donne à toute l'argumentation
de Mr DE BERNIS son caractère purement technique et l'action politique et ins-
titutionnelle un caractère également technique ce qui est dangereux étant
donné qu'un modèle de croissance réalise toujours l'actualisation de conflits
entre groupes sociaux différents. Cela mène à la liquidation de l'appriori
sur lequel s'appuie tout modèle de politique de développement.

L'analyse de l'ouvrage de GILLAS attire l'attention sur le sort d'un développe-
ment mené par les technocrates et même par l'idéologie technocratiques.

3) DE BERNIS présente l'introversion non comme un future de l'économie nationale
mais à une remise en question des liens de domination et une ouverture de qualité
nationale d'une économie dont la techno et le fondement technique de la crois-
sance se situent sur le territoire nationale.

E T U D E S

D E

MONSIEUR MEPTOUL

I - Diagnostic de l'Etat actuel du développement des forces productives dans l'agriculture aurasienne : essai d'analyse pour le secteur privé : 110 p Bibliothèque Nationale d'Alger 1971.

II - Les expériences historiques de révolution agraire, revue C.F.A.O., Oran, mars 1972. 50 p.

III - Les bases de la stratégie d'industrialisation en Algérie, étude réalisée pour le S.E.P. Mars 1974. 30 p.

IV - L'industrialisation comme solution au blocage de développement : l'expérience algérienne comparée au modèle de substitution d'importation des pays semi-industrialisés d'Amérique Latine, Alger 1974.

a) Tome I : Politique d'industrialisation par substitution d'importation et blocage d'accumulation du capital en Amérique Latine (200 p.)

b) Tome II : L'accumulation du capital en Algérie 1963-1974. 300 p. (thèse de Doctorat d'Etat)

V - Processus d'industrialisation et développement régional dans le Tiers-Monde 200 p ; étude réalisée pour la Direction du Plan décembre 1974.

a) Tome I : La voie du développement capitaliste

b) Tome II : La spécificité de l'expérience algérienne.

- 1) Pôle d'Arzew et accumulation (4vol.) collaboration de l'ensemble (1)
des services Sonatrach et du Ministère.
- a) l'évolution des prix internes et internationaux des produits pétroliers et gaziers par A.MEBTOUL, Directeur de l'Etude (A).
 - b) Détermination du solde économique par LINDNER, Maître de conférence d'Economie (E) et MEBTOUL, Directeur de l'Etude (A).
 - c) Evolution de la productivité du travail par NICOLAE, Maître de conférence d'Econométrie. (E) et ELRAS, Dr d'Etat en Economie (E).
 - d) Analyse de la **structure** financière par BENHABIB, Expert comptable (A).
- 2) Pôle d'Arzew et intégration intersectorielle (2 vol.)
- a) Elaboration des tableaux d'échange interindustriel par BENSMINE, Docteur d'Etat en économie, Directeur de l'Institut des Sciences Economiques Oran (A) et AIT BELKACEM, ingénieur statisticien économiste (A), Responsable du Plan, assisté de Messieurs NAIT et TALEB, Economistes (A).
 - b) Analyse des résultats par :
A. MEBTOUL, Docteur d'Etat en économie, Directeur de l'Etude (A).
BENCHEIKH, assistant à l'université (A).
HAKIKI, ingénieur informaticien, Responsable division commercialisation Sonatrach (A).
- 3) Pôle d'Arzew et emploi (3 vol.)
- a) Offre de force de travail et migration
par Mme OUFRIHA, Docteur d'Etat en économie (A). et licenciée en sociologie et NEGADI, Docteur en démographie (A).
 - b) L'absorption de force de travail régionale et nationale par
Mme OUFRIHA, Docteur d'Etat en économie (A) et AIT BELKACEM ingénieur statisticien (A) et l'ensemble des services centraux et régionaux du Plan.

(1) A : Algérien

E : Etranger

4) Pôle d'Arzew et problème d'infrastructure sociale
par A.MEBTOUL, Directeur de l'Etude (A) et CHERGUI, assistant économiste (A).

5) Annexe de l'Etude

Regroupement réalisé par l'ensemble des membres nationaux de l'équipe.

6) Synthèse de l'Etude pour Mr le Ministre
par A.MEBTOUL, Directeur de l'Etude.

XIII : Direction de l'Etude confiée par

- Le Ministre des Industries légères
- Le Ministre de l'Energie et la Pétrochimie
- Le Ministre de l'Industrie lourde

L'impact du processus d'industrialisation en Algérie sur la répartition du Revenu National 1967-1977 à paraître déc.1977.

XIV Apparaître dans colloques internationaux

- 1) Essai d'analyse des mécanismes de fixation du prix international des produits pétroliers (1911-1976)
3eme colloque international de l'Economie de l'Energie Université Laval QUEBEC 2 novembre - 5 novembre 1977.
- 2) Industrialisation et phénomène migratoires en Algérie Colloque Maghrébin de Démographie Tunis avril 1978.

A SUIVRE

- MEBTOUL : Industrialisation et impact sur la répartition du Revenu ; essai de quantification.
- OUFRIHA : Politique d'industrialisation et répartition du Revenu en Algérie: essai de théorisation.
- MELLAH : Industrialisation et processus d'internationalisation de la production.
- MELLAH : Du concept de dépendance et d'indépendance économique
- DJEFFLAT : Certains aspects des stratégies mises en place par les transnationales dans le cadre du transfert des techniques.
- A. MEBTOUL : Essai d'intégration intersectorielle indépendance ; l'expérience chinoise
- THEAMI : Reflexions critiques sur la methodologie d'élaboration des statistiques en Algérie.

N° 2 Spécial

Juillet - Septembre 1977